

CHAPITRE DEUX

Les manifestes du possible



Les manifestes du possible

*Mais partout le monde bouge
Mais partout le monde éclate
Là où régnait le silence
Certains font porter leurs voix
Jusqu'aux remparts du royaume
Où l'on n'adore que l'or*

*Vous tout là-haut dans vos bastions
A gouverner cités et nations
Ne voyez-vous pas qu'il est trop tard
Que le monde se fera sans vous - ou contre vous*

*Vous tout là-haut dans vos bastions
A opprimer cités et nations
Vous connaîtrez un jour l'heure
Où les rêveurs
Viendront pour vous demander raison
De l'oppression.*

François Béranger, *Le monde bouge.*

“Les impasses criantes du néolibéralisme en matière sociale et environnementale ouvrent de nouveaux horizons à la recherche d'alternatives. Si l'accumulation capitaliste a permis une accélération des rythmes de l'Histoire, sa logique repose sur une triple destruction systématique: celle de l'être humain, celle de la nature et celle des peuples. Il faut aujourd'hui oser penser les termes d'un nouveau système social fondé sur l'égalité, la solidarité et l'universalisme. Le Forum social mondial de Porto Alegre, au Brésil, fut en ce sens riche d'espairs. Cependant, plutôt qu'à une “humanisation de la mondialisation libérale” dans une perspective néo-keynésienne, le courant post-capitaliste émergeant appelle à la construction d'alternatives crédibles et à la transformation du système dominant.”

A la recherche d'alternatives. Un autre monde est-il possible?, ouvrage collectif, Alternatives Sud, CETRI - L'Harmattan, Louvain-la-Neuve - Paris, 2001.

1. Appel de la Bastille pour l'annulation de la dette du Tiers Monde

(Paris, France, juillet 1989)

Pour le CADTM, l'appel de la Bastille, rendu public en 1989 à Paris, est un texte fondateur. Cette année-là, en juillet, un contre-sommet est organisé dans la capitale française en opposition au sommet du G7 (le groupe des sept pays les plus industrialisés: Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon) tenu à l'invitation du président de la République, François Mitterrand, alors que les festivités du bicentenaire de la Révolution française battent leur plein partout en France. Ce contre-sommet, baptisé "Premier sommet des sept peuples parmi les plus pauvres", entend prendre radicalement le contre-pied de la philosophie du G7, en faisant résonner la voix non pas des plus riches, mais des plus pauvres, et la voix des peuples, plutôt que celle des chefs d'Etat les plus puissants. En l'occurrence, les pays pauvres représentés à Paris sont le Bangladesh, le Brésil, le Burkina Faso, Haïti, le Mozambique, les Philippines et le Zaïre.

La rencontre fut l'occasion d'un forum où l'on débattit notamment de questions écologiques, de la situation économique mondiale, de la dette asphyxiant les pays du Tiers Monde, ou encore des relations Sud-Nord et Est-Ouest. Elle donna lieu également à une grande manifestation convoquée à l'initiative (entre autres) de l'écrivain Gilles Perrault, qui voulait, face à l'instrumentalisation du Bicentenaire par le gouvernement français, "voir les révolutionnaires de 1989 célébrer ceux de 1789". La mobilisation se termina par

un concert géant, Place de la Bastille, organisé avec le chanteur Renaud sous le mot d'ordre "Dette, apartheid, colonies, ça suffit comme ci!", auquel participèrent Johnny Clegg et de nombreux autres artistes.

L'Appel de la Bastille est le fruit de ces journées de juillet 1989, rendues possibles par une coalition d'associations, de mouvements sociaux et de citoyens résolus à témoigner de leur engagement aux côtés du "Tiers-Etat" de la planète (1).

1. Pour reprendre l'expression du Français Alfred Sauvy, qui écrivait en 1952: *"Nous parlons volontiers de deux mondes en présence, de leur guerre possible, de leur coexistence, etc., en oubliant trop souvent qu'il en existe un troisième, le plus important, et, en somme, le premier dans la chronologie. C'est l'ensemble de ceux que l'on appelle, en style Nations unies, les pays sous-développés. (...) Les pays sous-développés, le troisième monde, sont entrés dans une phase nouvelle. (...) Car enfin, ce Tiers Monde ignoré, exploité, méprisé comme le Tiers Etat, veut lui aussi être quelque chose."* In *L'Observateur*, 14 août 1952, n° 118, p. 14.

A la veille du vingt et unième siècle, le bonheur reste une idée neuve. Nous vivons dans un monde où toutes les conditions de ce bonheur sont réunies mais où le plus fort taux de croissance est atteint par la misère... Un monde où la faim tue chaque jour des dizaines de milliers d'enfants, allume l'émeute sur trois continents, assassine l'espérance. Un monde qui mutilé l'existence des femmes, victimes toujours prioritaires quand la lutte pour la simple survie aggrave les oppressions traditionnelles. Le responsable de ces tragédies est un impérialisme économique qui saigne à blanc le Tiers Monde et l'écrase sous le poids de la dette. Il a ses concurrences internes mais la cohésion est sans faille lorsqu'il s'agit d'assurer sa domination. Seule la solidarité des peuples peut briser son pouvoir.

Cette solidarité ne signifie en aucun cas un soutien à ceux des régimes qui parachèvent la misère de leur pays, étouffent la voix et les droits des peuples.

Après les manifestations de juillet 1989 à Paris lors du sommet des Sept et contre la dette, nous en appelons à l'union de toutes les forces progressistes du monde. L'annulation de la dette ne résoudra pas tous les problèmes mais elle est un préalable à toute solution de fond. S'y refuser vaudrait refus d'assistance à peuples en danger. Ensemble, nous pouvons et devons imposer l'annulation totale, immédiate de la dette du Tiers Monde. Ensemble, nous pouvons et devons ranimer l'espérance, faire en sorte que la justice et l'égalité soient l'avenir commun.

2. Appel mondial contre les politiques des institutions de Bretton Woods. "Banque mondiale, FMI, OMC: ça suffit!"

(San Cristobal de las Casas, Chiapas,
Mexique, septembre 1994)

Le texte de cet appel mondial contre les politiques des institutions de Bretton Woods a été rédigé en juillet 1994 à San Cristobal de las Casas, au Chiapas (Mexique), par le CADTM Belgique, venu participer à la Conférence nationale démocratique convoquée par les zapatistes, sept mois après le début de leur insurrection, le 1er janvier 1994. Au moment précis de l'entrée en vigueur de l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain), et alors que le gouver-

nement annonçait avec fierté l'entrée du Mexique dans le "Premier Monde" par le biais de cet accord de libre-commerce concernant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, plusieurs milliers d'Indiens zapatistes avaient investi et occupé la ville de San Cristobal de Las Casas, donnant aux populations indigènes du Mexique et à leur lutte (jusque là "invisible") une dimension internationale symbolisant la réalité de la résistance des peuples - et singulièrement des peuples du Sud - face à la mondialisation néolibérale.

L'appel proprement dit fut lancé publiquement en Espagne en septembre 1994 (1), à l'occasion d'une conférence internationale convoquée à Madrid au moment du cinquantième anniversaire du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, sur le thème "FMI, Banque mondiale, OMC: 50 ans, ça suffit!". C'était l'une des premières contre-manifestations organisée à une échelle internationale, à l'appel d'organisations espagnoles et de réseaux internationaux qui avaient élaboré ensemble le programme de cette rencontre intitulée "Les Autres Voix de la Planète". Appellation qui allait inspirer peu de temps après la rencontre de Bruxelles en mars 1995, ainsi que le contre-sommet de Lyon au moment de la réunion du G7, en juin 1996 (Voir texte 6)... et qui donnerait son nom à la revue du CADTM, à partir de 1995. Précédant de quelques années la dynamique actuelle des Forums sociaux locaux, continentaux et mondiaux, cette mobilisation contre les institutions de Bretton Woods témoignait de la montée en puissance et de l'internationalisation de la résistance à la mondialisation néolibérale, à une période qui allait s'avérer décisive pour le mouvement altermondialiste en constitution.

1. Cet appel a été traduit dans de multiples langues. Des milliers de signatures d'organisations et d'individus ont été récoltées partout dans le monde. Elles ont été remises au G7, à Lyon, en juin 1996.

Il n'y a guère de quoi se réjouir au moment où la communauté internationale commémore le cinquantième anniversaire de l'accord de Bretton Woods qui donna naissance au Fonds monétaire internationale (FMI), à la Banque mondiale et au GATT. Dictant sans fléchir leurs plans “d'ajustement structurel” pour le remboursement de la dette, les institutions issues de l'accord de Bretton Woods appauvrissent et affament les peuples du Sud et poussent à la tiers-mondisation de l'ancien bloc de l'Est.

La Banque mondiale - dont le mandat consiste à “lutter contre la pauvreté” et protéger l'environnement - collabore sur le terrain au démantèlement des services de santé et d'éducation. Son soutien aux méga-projets énergétiques et agro-industriels accélère la déforestation et la destruction de l'écosystème entraînant déjà le déplacement de plusieurs millions de personnes. Tant au Sud qu'à l'Est, des centaines de millions d'enfants sont sous-alimentés et privés d'enseignement. Dans plusieurs régions du monde, la compression brutale des dépenses sociales combinée à l'effondrement du niveau de vie mène à l'éclatement d'épidémies de tuberculose, de malaria et de choléra.

Les droits des peuples sont d'autant plus brimés que l'accord du GATT (notamment en ce qui concerne l'investissement étranger, la biodiversité et les droits de propriété intellectuelle) entérine au sein des articles de la nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC), de manière “permanente” et inaltérable, plusieurs clauses de “l'ajustement structurel”. Le mandat de l'OMC consiste à réglementer le commerce mondial au profit des grandes banques et sociétés transnationales, ainsi qu'à “surveiller”, en étroite collaboration avec le FMI et la Banque mondiale, la mise en application des politiques gouvernementales nationales.

Désormais, les recettes du néolibéralisme sont appliquées dans les pays du Nord, où les politiques gouvernementales débouchent sur le chômage, l'exclusion, le racisme, la destruction de la petite et moyenne entreprise, la compression des salaires, ainsi que l'abandon de nombreux acquis sociaux. Dans le Sud, à l'Est et au Nord, une minorité sociale s'enrichit au détriment des peuples. Dans le monde entier, des voix s'élèvent contre ce nouvel ordre financier mondial qui tire profit de l'exploitation de la nature et des populations, développe l'apartheid social, menace les fragiles conquêtes des femmes et précipite souvent les pays dans des confrontations destructrices entre nationalités.

L'heure est venue pour l'humanité de retrouver ses marques et de réviser son agenda. Nous soussigné(e)s, citoyennes et citoyens du monde, travailleurs, artistes, écrivains, enseignants, fonctionnaires, syndicalistes, membres d'organisations non gouvernementales... réaffirmons le droit des peuples à la souveraineté économique nationale, au développement démocratique et à la justice sociale. Nous signifions notre ferme opposition à ce modèle économique destructeur, ainsi qu'à l'ingérence des institutions de Bretton Woods et de la nouvelle Organisation mondiale du commerce dans les affaires intérieures des États.

3. "Pour un autre sommet mondial: les autres voix de la planète."

Déclaration finale

(Bruxelles, Belgique, 18 mars 1995)

On l'a dit, l'année 1994 a constitué un tournant pour le mouvement social international, avec, d'une part, la rébellion zapatiste et le succès de la campagne "50 ans, ça suffit!" - notamment -, et, d'autre part, en négatif, la crise "Tequila" qui scellait l'échec tonitruant du "modèle mexicain", pourtant censé incarner, avec les "Tigres" asiatiques, la réussite exemplaire des politiques économiques néolibérales.

Ce fut également une période charnière pour le CADTM, qui organisa au début de l'année 1995 une rencontre internationale marquée par la présence de nombreux acteurs et actrices bien connus de ce qu'il n'était pas encore convenu d'appeler le "mouvement", ainsi que de personnalités et d'intellectuel(le)s militants belges et étrangers. Au nombre desquels Vandana Shiva, l'écoféministe venue d'Inde, Susan George (future co-fondatrice d'ATTAC et de l'Observatoire de la Mondialisation, alors membre de la direction de Greenpeace), l'écrivain Gilles Perrault, la philosophe Isabelle Stengers, l'évêque français Jacques Gaillot (qui venait d'être sanctionné par la hiérarchie vaticane et témoignait à Bruxelles de la lutte des personnes sans-logis), l'économiste Michel Chossudovsky (Canada), Rosario Ibarra (figure emblématique de la lutte pour le respect des droits humains au Mexique). Plus de 1.200 personnes participèrent aux débats et ateliers de la journée.

Cette mobilisation des “autres voix de la planète” intervenait quelques jours après la clôture de la Conférence des Nations unies réunie à Copenhague sur le thème du développement social, une des premières rencontres du genre mises sur pied par l'ONU. La rencontre du CADTM, sorte de contre-sommet articulé autour du même thème, permit en quelque sorte de faire le bilan critique de la réunion de Copenhague, notamment sur les promesses non tenues (reprises cinq ans plus tard dans les “Objectifs du Millénaire” jamais atteints, toujours différés), et de proposer des alternatives et des pistes d'action. Notamment par le biais du texte qui suit, sorte de déclaration finale et fruit de plusieurs mois de maturation, d'échanges, de débats, peaufiné ce jour-là par les deux plumes averties d'Isabelle Stengers et de Gilles Perrault.

A l'aube du troisième millénaire, l'humanité n'a jamais disposé d'autant de ressources matérielles et de richesses humaines. Une gestion équitable de l'ensemble de ces moyens devrait permettre aux peuples qui la composent d'accéder enfin au bien-être et à la dignité. Et pourtant, autour de nous, malgré les efforts de tant de communautés, nous ne voyons que misères, famines, guerres, désespoir, catastrophes écologiques, montée des haines. Cela n'est pas inévitable. Le saccage social, écologique et culturel de notre patrimoine commun, avec ses effroyables conséquences humaines, est le fait d'une minorité qui édicte les règles d'une gestion mondiale fonctionnant pour son plus grand profit. Ses instruments sont les institutions en charge du contrôle de la planète: la Banque mondiale, le FMI et l'Organisation mondiale du commerce. On y tient un discours médiatique parfaitement hypocrite qui recouvre les pratiques les plus cyniques. En particulier, la gestion de la dette représente le plus formidable instrument de chantage et de terreur à l'encontre des droits et de la dignité des

populations du Tiers Monde. Les peuples de l'Est entrent à leur tour dans ce terrible engrenage. Les programmes d'ajustement structurel, les méga-projets initiés par la Banque mondiale, la dictature du marché aboutissent à déposséder les peuples de leur présent et de leur avenir en les privant de toute initiative autonome. Ils doivent s'aligner et subir.

Une autre voie est possible. L'annulation de la dette du Tiers Monde en reste le point de départ. Ce n'est que justice. Cette annulation doit s'accompagner du gel des fortunes volées par les dictatures et les régimes corrompus, et souvent placées à l'étranger, afin qu'elles soient rétrocédées aux populations locales pour contribuer à leur développement. Il faut aussi tourner le dos à un système qui a la prétention d'imposer à la planète un modèle économique unique. Sous prétexte de favoriser la croissance par la compétition, c'est en fait un régime de guerre économique sans fin qui est instauré.

Notre engagement repose sur des choix exactement inverses. Nous voulons participer à la construction d'un monde pluriel, riche de ses diversités, où la coopération entre les peuples assurera à chacun la possibilité de s'organiser et de créer son propre avenir. L'invention d'un tel avenir requiert quelques décisions fortes. Les femmes du Sud, comme celles du Nord, sont les premières victimes des politiques dites de restructuration économique. Elles sont aussi les premières à lutter. Leur participation effective aux décisions, la prise en compte de leurs besoins et de leurs intérêts, doivent être réalisées de manière prioritaire.

La volonté d'ériger une partie du monde en forteresse inexpugnable a tôt fait de déboucher sur l'inhumanité. Il faut mettre en place une politique d'accueil positive. Quant au droit d'asile, il doit absolument être respecté. On nous dit aujourd'hui que la seule crois-

sance qui vaille, c'est celle de la consommation. Un monde écologiquement viable implique au contraire une dissociation entre l'accroissement de la consommation marchande et une meilleure qualité de vie. Nous affirmons que la lutte écologique pour le respect de la planète et la lutte politique pour l'émancipation des peuples sont une seule et même lutte.

S'il fallait un symbole, un seul, de gaspillage insensé des efforts de l'humanité, du détournement pervers de la créativité, ce serait la course aux armements. Nous exigeons une réduction drastique des dépenses militaires, la reconversion à des fins civiles des industries d'armement, l'arrêt du commerce des armes, premiers pas vers un désarmement intégral.

Nous savons bien que les problèmes ne se posent pas de la même manière au Nord et au Sud. Les solutions sont donc différentes. Au Sud, trop souvent, il s'agit de la conquête des droits politiques et sociaux élémentaires. La nécessité d'une réforme agraire s'y impose afin de garantir à tous et à toutes l'accès à la terre. Au Nord, la lutte contre le chômage implique la création de millions d'emplois socialement utiles et la réduction du temps de travail. Mais ce que nous savons, c'est que nous avons, au Sud comme au Nord, le même adversaire. Nous appelons tous ceux - partis politiques, syndicats, associations - qui luttent contre cet adversaire à unir leurs efforts et à inventer de nouvelles formes de solidarité internationale.

4. Première déclaration de La Realidad contre le néo- libéralisme et pour l'humanité

(La Realidad, Chiapas, Mexique, janvier 1996)

Deux ans après le début de l'insurrection contre le gouvernement mexicain et le néolibéralisme, les zapatistes du Chiapas, du fond de la forêt Lacandone assiégée par quelque 60.000 soldats de l'armée fédérale, lancent un appel en forme d'invitation à ces "autres voix de la planète" qui partout s'élèvent, contestent, résistent et rêvent d'alternatives. Par l'intermédiaire de leur porte-parole, le sous-commandant Marcos, et de sa plume habile à esquisser les contours d'un "monde contenant tous les mondes", ils convient les laissés pour compte de la modernité libérale, les opprimés, les exclus, le peuple des "sans", ces "majorités qui forment les sous-sols du monde" - et, au-delà, toutes les femmes et tous les hommes qui ont "l'espoir du côté gauche de la poitrine" - à la première Rencontre intergalactique pour l'humanité et contre le néolibéralisme. Cinq ans avant le premier Forum social mondial de Porto Alegre, un précédent fondateur, un pari fou: rendre visibles les invisibles, convoquer et unir les luttes d'ici, de là-bas et d'ailleurs au nom de la vie et de l'humanité, ébaucher des alternatives, faire résonner partout les exigences de paix, de démocratie, de liberté et de justice.

Aux peuples du monde.

Frères,

Ces dernières années, le pouvoir de l'argent a présenté sous un nouveau masque son visage criminel. Par-dessus les frontières, sans distinction de race ou de couleur, le pouvoir de l'argent humilie les dignités, insulte les honnêtetés et assassine les espérances. Rebaptisé “néolibéralisme”, le crime historique de la concentration de privilèges, de richesses et d'impunités démocratise la misère et le désespoir. Une nouvelle guerre mondiale se livre, mais contre l'humanité tout entière à présent. Comme dans toutes les guerres mondiales, ce qui est recherché, c'est un nouveau partage du monde. Cette guerre moderne qui assassine et oublie porte le nom de “mondialisation”. Le nouveau partage du monde consiste à concentrer du pouvoir au pouvoir et de la misère dans la misère.

Le nouveau partage du monde exclut les “minorités”. Indigènes, jeunes, femmes, homosexuels, lesbiennes, gens de couleur, immigrants, ouvriers, paysans; les majorités qui forment les sous-sols du monde, le pouvoir ne les voit que comme des minorités superflues.

Le nouveau partage du monde exclut les majorités. L'armée moderne du capital financier et des gouvernements corrompus avance en conquérant de la seule façon qu'elle connaît: la destruction. Le nouveau partage du monde détruit l'humanité. (...)

Contre l'internationale de la terreur que représente le néolibéralisme, nous devons élever l'internationale de l'espoir. L'unité, par-dessus les frontières, les langues, les couleurs, les cultures, les sexes, les stratégies, et les pensées, de tous ceux qui préfèrent l'hu-

manité vivante. L'internationale de l'espoir. Pas la bureaucratie de l'espoir, pas l'image renversée et, par là même, semblable à ce qui nous anéantit. Pas le pouvoir sous un signe ou un habillage nouveau. Mais un souffle, le souffle de la dignité. Une fleur, la fleur de l'espoir. Un chant, le chant de la vie. (...)

5. Deuxième déclaration de La Realidad, pour l'humanité et contre le néolibéralisme

(La Realidad, Chiapas, Mexique, août 1996)

La “rencontre intergalactique pour l'humanité et contre le néolibéralisme” convoquée au Chiapas par les Zapatistes connaît un succès considérable. Du 27 juillet au 3 août 1996, elle rassemble dans les “Aguascalientes”, les espaces de résistance et de dialogue ouverts aux peuples du monde pour qu'ils fassent entendre leurs voix, plus de 2.500 participants venus de 43 pays. Dans les montagnes du Sud-Est mexicain, au cœur de la forêt encerclée par l'armée, sous les passe-montagne zapatistes et dans les yeux de leurs invités, ce sont les mille visages de la résistance au néolibéralisme, à la guerre, à l'injustice qui sourient et adressent leur appel au monde, dans une dynamique fondatrice qui ne fera que croître par la suite.

La voix de la major insurgée indienne Ana Maria, qui a dirigé la prise de San Cristobal de las Casas le 1er janvier 1994 et qui inaugure la rencontre au nom du Comité clandestin révolutionnaire indien, traduit la volonté commune d'organiser la résistance et de lui donner une ampleur internationale, dans le respect des identités de

tous. Avec une approche toute particulière, propre à la culture indigène qui fonde la lutte des Zapatistes, dont les termes, la symbolique et les préoccupations nourrissent profondément le mouvement altermondialiste depuis 1994. “Nous sommes vous-mêmes, derrière nous, il y a vous. Derrière nos passe-montagnes, il y a le visage de toutes les femmes exclues, de tous les Indiens oubliés, de tous les homosexuels persécutés, de tous les jeunes méprisés, de tous les immigrés frappés, de tous les emprisonnés pour avoir parlé et pensé, de tous les travailleurs humiliés, de tous les morts d'oubli, de tous les hommes et les femmes comme tout le monde qui ne comptent pas, qu'on ne voit pas, qui n'ont pas de nom, qui n'ont pas d'avenir. (...) Aujourd'hui, des milliers d'êtres humains des cinq continents crient leur “¡Ya Basta!” , ça suffit!, au conformisme, à l'inaction, au cynisme, à l'égoïsme devenu moderne Dieu. Aujourd'hui, des milliers de petits mondes des cinq continents essaient un commencement, ici, dans les montagnes du Sud-Est mexicain, le commencement de la construction d'un monde nouveau et bon, un monde où tous les mondes aient leur place.”

Pour beaucoup, au sein du mouvement international de résistance à la mondialisation néolibérale, cette rencontre “intergalactique” constitue à la fois l'origine et une étape de référence de la lutte. Elle sera prolongée, sur proposition des Zapatistes, par une consultation internationale portant sur le texte de la déclaration finale de la rencontre, afin que celle-ci soit largement distribuée et soutenue à travers le monde. Une deuxième Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme suivra, organisée en Espagne un an plus tard par le mouvement international d'appui à la lutte zapatiste.

Nous vous proposons ici quelques extraits de cette déclaration finale, qui décide de la constitution d'un réseau international des luttes et des résistances au néolibéralisme, une “internationale de

l'espoir" unie par un réseau de communication alternative: résister, lutter, écouter, parler, contre le néolibéralisme et pour l'humanité.

Frères et sœurs d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Europe et d'Océanie,

Considérant que, tous et toutes, nous sommes:

Contre l'internationale de la mort, contre la globalisation de la guerre et de l'armement. Contre la dictature, contre l'autoritarisme, contre la répression. Contre les politiques de libéralisation économique, contre la faim, contre la pauvreté, contre le vol, contre la corruption. Contre le patriarcat, contre la xénophobie, contre la discrimination, contre le racisme, contre le crime, contre la destruction de l'environnement, contre le militarisme. Contre la stupidité, contre le mensonge, contre l'ignorance. Contre l'esclavage, contre l'intolérance, contre l'injustice, contre l'exclusion, contre l'oubli. Contre le néolibéralisme.

Considérant que, tous et toutes, nous sommes:

Pour l'internationale de l'espoir, pour la paix nouvelle, digne et juste. Pour la nouvelle politique, pour la démocratie, pour les libertés politiques. Pour la justice, pour la vie digne et le travail digne. Pour la société civile, pour que les femmes aient pleinement leurs droits sur tous les plans, pour le respect des vieux, des jeunes, des enfants, pour la défense et la protection de l'environnement. Pour l'intelligence, pour la culture, pour l'éducation, pour la vérité. Pour la liberté, pour la tolérance, pour l'inclusion, pour la mémoire. Pour l'humanité.

Nous déclarons:

1. Que nous formerons un réseau collectif de toutes nos luttes et résistances particulières. Un réseau intercontinental de résistance contre le néolibéralisme, un réseau intercontinental de résistance pour l'humanité. Ce réseau intercontinental de résistance cherchera, en reconnaissant les différences, en découvrant les similitudes, à rencontrer d'autres résistances dans le monde entier. Ce réseau intercontinental de résistance sera le moyen qui permettra aux différentes résistances de se soutenir mutuellement. Ce réseau intercontinental de résistance n'est pas une structure d'organisation, n'a ni centre qui oriente ou décide, ni direction centrale, ni hiérarchie. Le réseau, c'est nous tous qui résistons.

2. Que nous formerons un réseau de communication entre toutes nos luttes et résistances. Un réseau intercontinental de communication alternative contre le néolibéralisme, un réseau intercontinental de communication alternative pour l'humanité. Ce réseau intercontinental de communication alternative cherchera à tisser les voies qui ouvriront à la parole tous les chemins de résistance. Ce réseau intercontinental de communication alternative sera le moyen qui permettra aux diverses résistances de communiquer entre elles. Ce réseau intercontinental de communication n'est pas une structure d'organisation, n'a ni centre qui oriente ou décide, ni direction centrale, ni hiérarchie. Le réseau, c'est nous tous qui parlons et écoutons.

Nous déclarons ceci:

Parler et écouter, pour l'humanité et contre le néolibéralisme. Résister et lutter, pour l'humanité et contre le néolibéralisme. Pour

le monde entier: Démocratie! Liberté! Justice! Depuis n'importe quelle réalité de n'importe quel continent... (...)

Nous sommes toujours des gêneurs. Ce que nous disent les théoriciens du néolibéralisme, à savoir qu'ils ont tout bien en main, y compris ce qui leur échappe, est faux. Nous ne sommes pas une soupape de sécurité pour la rébellion qui peut déstabiliser le néolibéralisme. Il est faux que notre existence rebelle légitime le pouvoir. Le pouvoir nous craint. C'est pour cela qu'il nous pourchasse et nous assiège. C'est pour cela qu'il nous emprisonne et nous tue. Nous sommes, en réalité, une possibilité qui peut le vaincre et le faire disparaître. Nous ne sommes peut-être pas très nombreux, mais nous sommes des hommes et des femmes qui luttons contre le néolibéralisme. Nous sommes des hommes et des femmes qui luttons partout dans le monde. Nous sommes des hommes et des femmes qui voulons, pour les cinq continents:

Démocratie! Liberté! Justice!

6. Contre le néolibéralisme, pour l'humanité. L'annulation de la dette du Rwanda. Solidarité et vigilance (Bruxelles, Belgique, 25 janvier 1997)

Cette déclaration, rendue publique à Bruxelles le 25 janvier 1997, porte l'empreinte des événements et des mobilisations de 1996. Cette année-là, le CADTM avait activement travaillé à l'organisation du contre-sommet de Lyon, au mois de juin, en opposition à la réunion du G7 qui devait s'y tenir. La préparation de l'événement avait suscité la création de très nombreux comités locaux, partout en France, rassemblant des comités et collectifs existants, actifs auprès des sans-logis, des sans papiers, ainsi que des associations de chômeurs, des militants pour les droits humains, etc. Le CADTM Belgique avait pris en charge le salaire du permanent qui, sur place, à Lyon, avait préparé pendant des mois le contre-sommet et la manifestation.

Ce contre-sommet, qui fut une réussite, sera marqué par la convergence des forces sociales, associations et syndicats. La manifestation de rue, organisée à l'initiative de la Confédération générale du travail (CGT), sera à ce titre symbolique des nouvelles synergies entre syndicats et acteurs associatifs.

En termes de mobilisation, 1996, c'était aussi la Marche mondiale des enfants (Global March of Children), qui soulevait la question dramatique de l'exploitation des enfants (exploitation sexuelle,

exploitation par le travail, mise en esclavage des enfants pour dette, etc.). En 1998, le CADTM publierait un ouvrage consacré à cette question (Femmes, enfants, face à la violence: résistances du Nord au Sud. Voir plus loin le chapitre "Publications du CADTM").

1996, c'était également (un mois après le contre-G7 de Lyon), la Rencontre intergalactique au Chiapas (Mexique) dont il est question plus haut. Une délégation du CADTM avait fait le déplacement pour prendre part à cette réunion internationale convoquée sur le thème "Contre le néolibéralisme, pour l'humanité". Là aussi, la formule allait faire florès, reprise ensuite par un mouvement naissant mais en pleine ébullition ainsi que par le comité organisateur de la rencontre du 27 janvier 1997 à Bruxelles, en solidarité avec les Zapatistes et leur lutte d'émancipation.

La question de la dette était au centre du programme et des débats de cette journée. Par le biais de la situation de l'Argentine et, surtout, de celle du Rwanda, près de trois ans après le génocide, l'objectif était de mettre en évidence la problématique de la dette odieuse et, au travers notamment du texte ci-dessous, d'en faire une dénonciation publique, à destination du plus grand nombre. L'Argentine était représentée à cette rencontre par le courageux Alejandro Olmos, qui avait déposé plainte dès 1982 contre la dictature argentine, qu'il accusait d'avoir illégalement endetté le pays.

Arrogante et insensible au sort catastrophique de plusieurs centaines de millions d'habitants de notre planète victimes de la pauvreté absolue, une minorité de gens très riches s'arroge le pouvoir d'imposer au monde un modèle économique et financier. Celui-ci réduit

à néant tout projet de bien-être pour tous, de défense des valeurs de solidarité entre tous les humains. Cela s'appelle l'ultra- ou le néo-libéralisme.

Un système qui, par tous les moyens, y compris le crime organisé, les réseaux mafieux, les spéculations éhontées, a imposé des dogmes économiques organisant de fait le pillage de la planète, l'économie-casino, la déshumanisation des rapports sociaux. L'holocauste d'un milliard d'êtres humains abandonnés dans l'extrême pauvreté est utilisé pour favoriser une accumulation insoutenable et une concentration jamais égalée de la richesse entre les mains sales de quelques-uns. Avec un héroïsme, un courage qui forcent l'admiration, les peuples, leurs organisations sociales de travailleurs et de paysans, les associations de citoyens, résistent et inventent chaque jour des parades pour assurer leur survie, pour affirmer leurs droits et leur dignité.

La dette illégitime du Rwanda

Aujourd'hui, près de trois ans après le génocide et les massacres qui ont été commis contre tout un groupe de population au Rwanda, aboutissant à la mort d'un million de femmes et d'hommes, jeunes et vieux, laissant un pays ravagé, un devoir de solidarité s'impose vis-à-vis des rescapés de ce crime contre l'humanité.

Chaque jour, des commissions d'enquête, des juges et des journalistes courageux, des experts en économie et en droit, mettent en évidence les lourdes responsabilités, les complicités, les graves négligences commises par des gouvernements, des organisations internationales, des institutions financières, des Eglises, des médias qui ont conduit en quatre ans à la préparation et à l'exécution du génocide contre les Tutsis au Rwanda.

Réunis à Bruxelles, ce 25 janvier 1997, nous avons entendu des témoignages fondés sur des enquêtes et études qui mettent directement en cause la responsabilité des bailleurs de fonds internationaux. Les politiques d'ajustement structurel qu'ils ont imposées à l'économie rwandaise dès 1990 nous permettent d'accuser les créanciers du Rwanda de la période d'octobre 1990 à avril 1994 d'être les créanciers du génocide.

Ce sont:

- Les banques privées, et notamment la BBL, la Banque de France, la BNP, la Belgolaise, la Dresdner Bank, la City Bank Washington et New York, l'ABN-Amro, la BCL Luxembourg, la Générale de Banque-Kinshasa.

- Les pays, principalement la France, la Belgique, la Suisse, l'Autriche, l'Allemagne, la Chine et plusieurs pays arabes.

- Les institutions internationales, notamment la Banque mondiale, le FMI, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, la Ligue arabe.

Par négligence, par indifférence pour les uns, par obsession doctrinale ou par lâcheté pour d'autres, par complicité ou implication directe, les bailleurs de fonds (prêteurs et donateurs) ont, au cours des années 1990-1994:

1. Contribué à l'appauvrissement des populations en imposant un modèle de rigueur économique insoutenable;

2. Encouragé une économie de guerre et de pillage des maigres

ressources du pays à des fins militaires et pour l'organisation des milices génocidaires;

3. Abandonné à son sort un peuple victime d'un plan génocidaire machiavélique rendu possible par des jeux subtils de prêts à décaissement rapide pour le soutien à la balance des paiements du pays, et de fonds de contrepartie permettant des achats massifs d'armes et de plus de 3.385.568 kilos d'armes blanches.

7. Plate-forme internationale d'ATTAC

(Paris, France, décembre 1998)

La Plate-forme internationale d'ATTAC a été adoptée à l'occasion d'une réunion internationale à Paris les 11 et 12 décembre 1998, à l'invitation de l'association française ATTAC (Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens). ATTAC venait tout juste d'être fondée, en juin de la même année, par des organes de presse, des syndicats, des associations et des personnalités (à l'origine de l'initiative: un éditorial d'Ignacio Ramonet, directeur du mensuel français Le Monde diplomatique, intitulé "Désarmer les marchés", paru en décembre 1997). Sept mois après sa constitution, elle comptait déjà en France quelque 6.000 membres. En 2004, ils étaient environ 30.000, organisés en 250 comités locaux. A l'échelle internationale, ATTAC comptait la même année des membres dans 45 pays.

Lors de cette réunion de décembre 1998 étaient représentés une dizaine de pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe,

ainsi que plusieurs réseaux ou coordinations internationales. Il s'agissait d'une première réunion de travail, destinée à tracer les perspectives de collaboration et d'actions communes pour 1999, afin de pouvoir présenter des propositions précises à l'ensemble des mouvements intéressés.

La mondialisation financière aggrave l'insécurité économique et les inégalités sociales. Elle contourne et rabaisse les choix des peuples, les institutions démocratiques et les Etats souverains en charge de l'intérêt général. Elle leur substitue des logiques strictement spéculatives exprimant les seuls intérêts des entreprises transnationales et des marchés financiers. Au nom d'une transformation du monde présentée comme une loi naturelle, les citoyens et leurs représentants se voient disputer le pouvoir de décider de leur destin. Un tel abaissement, une telle impuissance nourrissent la progression des partis antidémocratiques. Il est urgent d'enrayer ce processus en créant de nouveaux instruments de régulation et de contrôle aux niveaux national, européen et international. L'expérience indique assez que les gouvernements ne le feront pas sans qu'on les y incite. Relever le double défi d'une implosion sociale et d'une désespérance politique exige donc un sursaut civique et militant.

La liberté totale de circulation des capitaux, les paradis fiscaux et l'explosion du volume des transactions spéculatives acculent les Etats à une course éperdue en faveur des gros investisseurs. Plus de 1000 milliards de dollars vont et viennent chaque jour sur les marchés des changes à la recherche d'un profit instantané, sans rapport avec l'état de la production et du commerce des biens et services. Une telle évolution a pour conséquences l'accroissement permanent des revenus du capital au détriment de ceux du travail, la générali-

sation de la précarité et l'extension de la pauvreté. Les conséquences sociales de ces évolutions sont encore plus graves dans les pays dépendants, touchés de plein fouet par la crise financière et soumis aux diktats des plans d'ajustement du FMI. Le paiement des dettes publiques oblige les gouvernements à abaisser toujours davantage les budgets des services sociaux et condamne les sociétés au sous-développement. Les taux d'intérêt, beaucoup plus élevés que dans les pays du Nord, contribuent à détruire les entreprises nationales et l'on assiste à des privatisations et dénationalisations sauvages destinées notamment à dégager les ressources exigées par les investisseurs.

Partout, les acquis sociaux sont remis en cause. Quand il existe des systèmes de retraite, les salariés sont invités à les troquer contre un mécanisme de fonds de pension, lequel aboutit à soumettre un peu plus leurs propres entreprises aux seuils impératifs de la profitabilité immédiate, à étendre la zone d'influence de la sphère financière et à persuader les citoyens de l'obsolescence de constructions solidaires entre nations, peuples et générations. La déréglementation touche l'ensemble du marché du travail, avec comme conséquences la dégradation des conditions de travail, la montée de la précarité et du chômage et le démantèlement des systèmes de protection sociale. (...)

Sous prétexte de développement économique et d'emploi, les grands pays n'ont pas renoncé à négocier un Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) qui donnerait tous les droits aux investisseurs et imposerait tous les devoirs aux Etats. Devant la pression de l'opinion publique et de la mobilisation militante, ils ont dû abandonner leur projet de négocier cet accord dans le cadre de l'OCDE, mais la discussion devrait reprendre dans le cadre de l'Organisation mondiale du Commerce. Dans le même temps, les Etats-Unis, mais

aussi la Commission européenne, poursuivent leur croisade libre-échangiste en poussant à la création de nouvelles zones déréglées, au niveau continental ou intercontinental (projet du partenariat économique transcontinental - PET - entre l'Europe et l'Amérique du Nord). La plupart des engrenages de cette machine inégalitaire, entre le Nord et le Sud comme au cœur des pays développés eux-mêmes, peuvent encore être enrayés. Trop souvent, l'argument de la fatalité se nourrit de la censure de l'information sur les alternatives. C'est ainsi que les institutions financières internationales et les grands médias (dont les bénéficiaires de la mondialisation sont souvent les propriétaires) ont fait silence sur la proposition de l'économiste américain James Tobin, prix Nobel d'économie, de taxer les transactions spéculatives sur les marchés des devises. Même fixée à un taux particulièrement bas de 0,1%, la taxe Tobin rapporterait près de 100 milliards de dollars par an. Collectée, pour l'essentiel, dans les pays industrialisés, où sont localisées les grandes places financières, cette somme pourrait être utilisée pour les actions de lutte contre les inégalités, pour la promotion de l'éducation et de la santé publique dans les pays pauvres, pour la sécurité alimentaire et le développement durable. Un tel dispositif s'inscrit dans une perspective clairement anti-spéculative. Il alimenterait des logiques de résistance, redonnerait des marges de manœuvre aux citoyens et aux Etats et, surtout, signifierait que le politique reprend le dessus. A cette fin, les signataires se proposent de participer ou de coopérer avec le mouvement international ATTAC pour débattre ensemble, produire et diffuser de l'information, et agir en commun, tant dans leurs pays respectifs qu'aux niveaux continental et intercontinental. Ces actions communes ont pour but:

- d'entraver la spéculation internationale;
- de sanctionner les paradis fiscaux;

- d'empêcher la généralisation des fonds de pension;
- de promouvoir la transparence des investissements dans les pays dépendants;
- d'établir un cadre légal pour les opérations bancaires et financières, afin de ne pas pénaliser - encore davantage - les consommateurs et les citoyens (les salariés des institutions bancaires pouvant jouer un rôle important dans le contrôle de ces opérations);
- d'appuyer la revendication de l'annulation générale de la dette publique des pays dépendants et l'utilisation des ressources ainsi libérées en faveur des populations et du développement durable, ce que beaucoup appellent le règlement de la "dette sociale et écologique".

D'une manière générale, il s'agit:

- de reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière;
- de s'opposer à tout nouvel abandon de souveraineté des Etats au nom du prétendu "droit" des investisseurs et des marchands;
- de créer, au niveau mondial, un espace démocratique.

Il s'agit tout simplement de se réappropriier ensemble l'avenir de notre monde.

8. Pétition du CADTM: "Annulez les dettes pour l'an 2000 !"

En 1997-1998, les Eglises chrétiennes lancent une grande campagne internationale sous le nom de Jubilé 2000. Cette campagne réclame l'annulation de la dette des pays les plus pauvres de la planète. En trois ans, près de 24 millions de signatures sont réunies: la plus grande pétition de l'histoire. Le CADTM participe activement à la collecte des signatures, sur la base d'une pétition particulière rédigée à l'origine par le mouvement argentin Dialogo 2000, animé notamment par le prix Nobel de la paix Adolfo Perez Esquivel. Voici le texte de cette pétition, qui sera remise au G8 en juin 1999, à Cologne (voir texte suivant, p. 75). Le dernier paragraphe a été ajouté par le CADTM.

Les signataires de la présente pétition estiment que le début du nouveau millénaire devrait être l'occasion de créer une nouvelle espérance de vie pour les millions de personnes condamnées à la pauvreté par l'endettement illégitime de leur pays.

Pour permettre un nouvel essor, il est impératif de réparer l'injustice que constitue une dette extérieure exigée à ceux-là même qui ne l'ont pas contractée. Les populations n'ont pas été consultées lorsque cette dette fut contractée, elles n'ont pas bénéficié non plus de son utilisation. Cette dette a déjà été remboursée, avec intérêts,

et continue malgré tout de croître jour après jour. Ceux qui ont accordé les prêts sont autant, sinon plus, responsables de cette dette que ceux qui les ont reçus.

C'est pourquoi nous, citoyens du Nord et du Sud, lançons un appel aux gouvernements des pays créditeurs pour qu'ils annulent, avant l'année 2000, ces dettes devenues impayables. Nous demandons qu'ils prennent des mesures efficaces afin de rendre aux populations appauvries les moyens nécessaires pour une vie digne, et pour qu'ils démantèlent les mécanismes qui sont à l'origine de ces dettes.

Texte à signer par les citoyens des pays endettés. Nous demandons à nos gouvernements qu'ensemble avec les dirigeants des autres pays endettés, ils utilisent les ressources qui aujourd'hui sont destinées à maintenir le cycle de la dette extérieure pour rembourser aux populations de leur pays les dettes sociales et écologiques qui sont la conséquence du cycle d'endettement.

Texte à signer par les citoyens des pays créanciers. En parfaite solidarité avec les citoyens des pays endettés, nous demandons à leurs gouvernants qu'ils cessent de destiner les ressources nationales au paiement de la dette extérieure et qu'ils les utilisent pour rembourser aux populations de leur pays les dettes sociales et écologiques qui sont la conséquence du cycle d'endettement.

9. Déclaration de Gauteng. Sommet de Jubilé 2000 sur la dette en Afrique australe (Johannesburg, Afrique du Sud, 21 mars 1999)

C'est à l'occasion de cette importante rencontre, réalisée à l'initiative des campagnes qui, au Sud, mobilisaient pour l'annulation de la dette, que sont jetées les bases du mouvement Jubilé Sud, devenu depuis partenaire privilégié du CADTM.

Les années 1998 et 1999 furent particulièrement fertiles et constructives pour les mouvements et coalitions de lutte contre la dette du Tiers Monde, en pleine extension de la campagne internationale Jubilé 2000 pour l'annulation de la dette. En mai 1998, le G8 s'était réuni à Birmingham, rassemblant contre lui, dans la rue, plus de 70.000 personnes exigeant l'annulation de la dette des pays pauvres. Et quelques mois plus tard, en juin 1999, le mouvement contre la dette allait remettre aux chefs d'Etats du G8 réunis à Cologne et encerclés par une chaîne humaine de quelque 30.000 personnes une pétition de plus de 17 millions de signatures favorables à l'effacement de l'ardoise des pays du Tiers Monde. Parmi les manifestants, de nombreux militants venus du Sud (notamment des Philippines et d'Afrique du Sud) qui seront par la suite à l'origine de la création de la coalition Jubilé Sud. Destinée à faire entendre depuis les pays du Sud une voix différente de celle de Jubilé Grande-Bretagne, elle porte l'exigence d'une annulation complète et inconditionnelle de la dette, pour tous les pays du Sud et pas seulement pour les plus pauvres.

Le texte ci-dessous a été signé par les coalitions de Jubilé 2000 d'Afrique australe. Il s'agit d'une déclaration commune des délégués de l'Angola, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique, de l'Afrique du Sud, du Swaziland, de la Tanzanie, de l'Ouganda, de la Zambie, du Zimbabwe, de Jubilé 2000 Afrika et des Coalitions de Jubilé 2000 de l'Amérique Latine et des Philippines. Déclaration radicale et combative qui appelle notamment à l'annulation totale et inconditionnelle de la dette illégitime, à des réparations, ainsi qu'au rejet du modèle néolibéral imposé par les pays du Nord et à la convergence des campagnes dans une dynamique unitaire Sud-Sud et Sud-Nord.

Libération de la dette = libération de la domination

A la veille du nouveau millénaire, dans toute la région, on assiste au développement rapide de structures Jubilé 2000 et de coalitions contre la dette pour s'attaquer aux problèmes auxquels nous sommes confrontés et pour avancer vers un nouveau millénaire d'espoir et de changement.

La vaste majorité des peuples de l'Afrique sub-saharienne vit dans la pauvreté généralisée. En Afrique australe, des dizaines de millions de gens sont sous-alimentés, sans abri, sans emploi, sans éducation formelle et meurent de maladies qu'on peut soigner. Pourtant l'Afrique australe n'est pas une région intrinsèquement pauvre. Au contraire, elle est riche en ressources naturelles et humaines. L'asservissement à la dette, ce système qui exclut 80% de la population mondiale du développement économique et social, est partie intégrante de ce cauchemar.

L'Afrique australe est entravée par des dettes dues aux mêmes puissances qui ont initié, appliqué, sanctionné et maintenu les systèmes d'esclavage et du colonialisme. Aujourd'hui, cette dette est à la fois la manifestation et l'instrument d'un ordre économique international injuste où le Nord domine le Sud et dont les élites de nos pays sont complices et bénéficiaires. Les pays d'Afrique australe payent jusqu'à 40% de leurs revenus d'exportation pour le service de la dette. Les ressources ainsi perdues et les dividendes versés aux actionnaires sont la cause d'une grande misère humaine.

Non seulement le fardeau de la dette écrase le potentiel humain de l'Afrique australe, mais il impose aux nations endettées d'accepter des conditions paralysantes pour obtenir des emprunts afin de rembourser la dette, créant ainsi une spirale croissante d'endettement. Les programmes d'ajustement structurel (PAS) ont comme résultat l'augmentation du taux de chômage, des prix de l'alimentation et autres produits de première nécessité, la réduction des services gouvernementaux et l'intensification de la pauvreté. Ils imposent une croissance dépendant de l'exportation, la libéralisation financière et commerciale, l'austérité fiscale, la privatisation et la déréglementation. Ainsi nos économies restent-elles fournisseurs de matières premières et de main d'œuvre bon marché servant les intérêts du Nord industrialisé. Les PAS obligent nos gouvernements à répondre aux élites du Nord plutôt qu'à leurs propres peuples. On nous refuse le droit de participer activement dans les structures décisionnelles qui régissent notre propre développement. C'est dans ce sens qu'on voit que la dette est devenue un instrument de contrôle et de domination.

La domination du Nord sur le Sud produit des conditions qui engendrent guerres et conflits dans notre région, exacerbant les problèmes de pauvreté, de souffrance humaine et d'asservissement à la dette. L'héritage de l'apartheid aggrave cette situation. Toute la région

de l'Afrique australe ressent les effets des dettes causées par l'apartheid. Les guerres et la déstabilisation économique sponsorisées par le régime de l'apartheid ont obligé les nations à emprunter des milliards de dollars, car la communauté internationale a failli à son devoir d'application du droit international violé par l'apartheid.

Plus de deux millions de personnes ont été tuées en Afrique australe dans des guerres liées à l'apartheid, et des millions d'autres ont été mutilés. Des milliers d'écoles, de cliniques, de ponts et de routes ont été détruits. Aujourd'hui les nations de l'Afrique australe payent des millions de dollars chaque année pour le service de dettes encourues par l'apartheid à des créiteurs qui pour la plupart soutenaient le régime de l'apartheid. Le coût total de la déstabilisation due à l'apartheid en Afrique australe est bien plus important que les seules dettes encourues par l'apartheid. Le coût estimé de la première dépasse les 115 milliards de dollars tandis que la dette en question est d'environ 27 milliards de dollars. L'escalade actuelle des guerres oblige les Etats de la région à emprunter encore plus (...). Dans de telles conditions, la dette de l'Afrique australe est illégitime et immorale. De plus, nous constatons l'existence d'une dette à notre encontre - une dette morale, celle-ci. Il s'agit de la dette que nous doivent nos gouvernements, les gouvernements du G7/8, les multinationales et les banques commerciales internationales pour les écoles non construites ou délabrées, pour les femmes et les filles qui continuent à porter le fardeau de la misère, et pour les emplois, les maisons, l'eau potable et tous les droits humains fondamentaux dont nous sommes privés.

Ainsi revendiquons-nous:

- l'annulation immédiate et totale de la dette;

- l'interruption immédiate des conditions attachées à tous les mécanismes d'allégement de la dette et vouées à l'imposition de plus d'ajustement économique;
- l'abolition de l'initiative "Pays pauvres très endettés" (PPTE) lancée par la Banque mondiale et le FMI;

Les seules conditions que nous accepterons sont celles développées par les organismes populaires et représentatifs de la société civile. Nous estimons que l'annulation de la dette ne profitera à nos populations que si elle s'accompagne de processus radicaux de démocratisation, de la défense des droits humains - y compris des droits des travailleurs - de transparence, de responsabilisation et de l'installation des services sociaux de base.

Nous faisons nôtre la demande de la déclaration d'Abuja de 1993, pour une indemnisation couvrant la totalité des dommages quantifiables ou non encourus. L'indemnisation devra compenser les dommages économiques et sociaux subis par nos populations, pour financer la reconstruction de notre propre infrastructure et de notre propre société, pour restaurer notre dignité. Nous considérons de telles réparations comme indispensables pour nous permettre de prendre en main notre destin et prévenir toute répétition de l'holocauste africain. De ce fait, nous considérons qu'elles se font par trop attendre.

Nous appelons à la construction d'un nouvel ordre mondial démocratique après l'éradication de l'ordre actuel qui continue à nous ligoter à la dette par le commerce libéral, par les mouvements d'exploitation et d'extraction de l'investissement des corporations transnationales, par les flux d'argent volatils et spéculatifs... tout

cela à l'intérieur d'une idéologie concoctée par une minorité infime basée aux Etats-Unis, le soi-disant "Consensus de Washington".

Nous considérons le rassemblement des coalitions de Jubilé 2000 et d'autres mouvements populaires à Cologne au mois de juin comme un pas important vers la réalisation des objectifs qui nous unifient. Nous exigeons du G7 et des Institutions de Bretton Woods qu'ils nous rendent justice mais nous n'entretenons pas l'illusion que cela pourrait se passer sans une intensification de la pression populaire. C'est pourquoi nous estimons nécessaire de galvaniser nos forces ici au sommet Sud-Sud, pour former une forte coalition Sud-Sud et mettre en avant notre propre agenda pour une libération totale.

Nous réaffirmons notre appui aux déclarations d'Accra, de Rome et de Tegucigalpa ainsi qu'à la déclaration sur la dette du Conseil mondial des églises réuni à Harare, et nous accueillons avec enthousiasme le sommet Asie-Pacifique prochain de Jubilé 2000, en tant que partie du processus Sud-Sud de Jubilé.

Nous appelons nos alliés de l'Eglise et d'autres associations civiles dans le Nord à soutenir notre lutte et le processus qui a mené à cette déclaration et aux précédentes. Ainsi deviendraient-ils vecteurs d'une solidarité authentique au sein du mouvement mondial de Jubilé 2000 mené par le Sud pour un nouveau monde dans le nouveau millénaire.

De notre côté, nous poursuivrons la construction des coalitions dans le cadre de Jubilé 2000 afin d'apporter aux populations les moyens de répondre efficacement aux défis posés par la crise de la dette et au clairon de Jubilé pour un nouveau millénaire. Par là, nous

entendons des campagnes menées par et entre les peuples pour construire nos propres réseaux de pouvoir, de capacité et de “mondialisation de la solidarité”, pour arriver à nos objectifs. Nous construisons notre campagne de telle sorte qu'elle obtienne l'annulation de la dette par tous les moyens, y compris la pression sur tous ceux concernés ou par des actions collectives des masses unies du Sud pour le refus de la dette.

Nous vous appelons tous à agir en ce sens, et ainsi à participer à la réalisation des objectifs cités. Surtout, soutenons-nous mutuellement et augmentons notre confiance dans notre capacité collective à atteindre ces objectifs par l'unité organisée, Sud-Sud et Sud-Nord.

Enfin, nous nous engageons dans l'autodétermination en travaillant pour l'annulation de la dette dans une conception plus large de Jubilé. Celle-ci comprend l'assertion de notre souveraineté face à la domination du Nord et une dynamique vers un système économique mondial alternatif.

10. Contre la dictature des marchés: un autre monde est possible !

(Paris - Saint-Denis, France, juin 1999)

En juin 1999, le CADTM est associé étroitement à l'organisation à l'Université Paris VIII de Saint-Denis des Rencontres internationales placées sous le thème “Contre la dictature des marchés: un autre monde est possible” (co-organisées par ATTAC France, le

CADTM, la Coordination contre les clones de l'AMI, le Forum mondial des Alternatives et Dawn, organisation féministe). Ces rencontres, qui réuniront environ 1.500 militants venus de 80 pays, préfigurent le travail en réseau et les mobilisations à venir du mouvement altermondialiste, notamment autour des questions de la lutte pour la taxation des transactions financières et contre les paradis fiscaux, de l'annulation de la dette et du rôle néfaste des institutions financières internationales.

La création d'ATTAC, en 1998, et ces premières Rencontres internationales interviennent également à une période charnière pour le mouvement altermondialiste, désormais porteur de son leitmotiv devenu célèbre, "Un autre monde est possible".

En octobre 1998, ce même mouvement avait enregistré sa première victoire, avec la mise à bas de l'AMI, l'Accord multilatéral sur l'investissement négocié dans la plus grande opacité par les promoteurs et les fers de lance institutionnels de l'offensive néolibérale. Il avait réussi à faire toute la lumière sur les enjeux et les dangers considérables de ce projet d'AMI, et à mobiliser l'opinion publique contre lui - jusqu'à la prise de position décisive du gouvernement français, qui finit par rejeter la négociation sous la pression d'une population qui s'était déjà montrée passablement rétive aux sirènes néolibérales lors du mouvement social de l'automne 1995, en lutte pour la défense des retraites et du service public.

C'est à peu près à la même période que ce même modèle néolibéral subit un nouveau revers - encore qu'en l'occurrence il eût mieux valu parler de débâcle -, avec la spirale qui plongeait l'Asie dans la crise.

Six mois plus tard, les mouvements sociaux du Sud et du Nord allaient enregistrer une nouvelle victoire, avec, notamment sous la pression de la rue, l'échec des négociations de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle.

Après les Rencontres internationales des 24, 25 et 26 juin 1999, des perspectives de lutte et d'actions communes

1. L'objectif des Rencontres internationales de juin 1999, organisées par ATTAC en partenariat avec le CADTM, la coordination contre les clones de l'AMI, le Forum mondial des alternatives et Dawn était de contribuer à la coordination de réseaux agissant à l'échelle internationale contre la dictature des marchés. Des réseaux qui produisent des outils pour l'analyse et qui favorisent les échanges et les actions communes entre les mouvements citoyens, culturels et de défense des droits, les mouvements sociaux, les mouvements de femmes et les syndicats des différents continents. (...)

2. Cet objectif n'est pas utopique. Face à l'avancée de la mondialisation libérale, soutenue par des gouvernements qui, souvent, sont les premiers à s'opposer à la mondialisation de la démocratie et des droits humains, il s'agit maintenant de développer et de coordonner des contre-attaques et de faire le lien avec des forces porteuses d'une autre logique. La réussite des rencontres de Paris, après le succès d'initiatives comme les campagnes contre l'AMI ou pour l'annulation de la dette des pays du tiers-monde, est, en elle-même, un indice de cette attente: plus de 1.200 participants venant de près de 80 pays et représentant des mouvements de nature très diverse.

3. Il nous faudra faire connaître et soutenir les principales luttes et actions nationales et internationales de résistance à la dictature des marchés financiers, notamment par des campagnes d'urgence en appui aux mouvements sociaux et de défense des droits humains. Face à ces marchés, aux institutions financières internationales, aux entreprises transnationales et aux gouvernements qui leur servent de relais, il importe d'opposer la volonté des peuples et de mettre en relation les forces et mouvements qui l'expriment dans de nombreux pays. Nous coopérerons, chaque fois que cela sera possible, avec des réseaux et des mouvements sociaux opposés à la mondialisation, aux niveaux national et international. Cette coopération et ces liens auront comme fondement une pratique démocratique et solidaire. Nous encouragerons particulièrement les liens avec les mouvements de femmes, afin que notre analyse et nos alternatives puissent également être reprises dans une perspective féministe et à partir de la vision des femmes, où qu'elles se trouvent.

4. La première échéance est le démarrage d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales - le Cycle du Millénaire - dans le cadre de l'OMC, dont la conférence ministérielle est convoquée à Seattle (Etats-Unis) du 30 novembre au 3 décembre 1999. Ces négociations porteront non seulement sur la libéralisation accrue du commerce international, mais aussi sur l'investissement, les marchés publics et la concurrence, les services (santé, éducation, transports, etc.), le brevetage du vivant. Ce qui se profile est donc bien davantage qu'un simple "clone de l'AMI": rien moins que la mainmise des sociétés transnationales sur tous les domaines de l'existence humaine. Ceci est également vrai d'autres clones, tels les accords bilatéraux de libre-échange: pays méditerranéens-Union européenne; Corée-Japon-Etats-Unis; Union européenne-Mexique, qui consacrent la subordination des pouvoirs politiques aux intérêts des "investisseurs" et des marchands.

Il convient donc de lancer une campagne internationale d'information et de mobilisation pour refuser tous les accords qui iraient contre les droits de la personne humaine, les droits des peuples et le développement durable de la planète.

Avec des mouvements engagés contre l'AMI et l'OMC, nous nous mobilisons, dès l'été 1999, pour exiger un moratoire sur ce Cycle du Millénaire, et pour le remplacer par un Cycle du bilan (*Assessment Round*) de l'OMC. Dans chaque pays, les organisations de la société civile procéderont à cette évaluation par un débat démocratique et une consultation populaire à laquelle doivent être étroitement associés les syndicats de travailleurs et les petites et moyennes entreprises (PME). Attachés au principe de séparation des pouvoirs, nous exigeons également que soit supprimé l'Organisme de règlement des différends (ORD) de l'OMC, où cette dernière est à la fois juge et partie. Une réflexion doit, par ailleurs, s'engager sur la création d'une Cour de justice économique, internationale et indépendante. (...)

5. Deuxième thème qui nous rassemblera: la lutte pour la taxation des transactions financières, et la mise hors la loi des paradis fiscaux. Une occasion s'offre à nous, en Europe d'abord, pour cette campagne: la Finlande, qui assure la présidence de l'Union européenne au deuxième semestre 1999, est l'un des deux pays, avec le Canada, où les autorités politiques se sont prononcées en faveur de la taxe Tobin. Dans cette perspective, une pétition mondiale sera déclinée dans les différents continents et, en particulier, au sein de l'Union européenne qui dispose de la taille critique pour initier une taxation des capitaux spéculatifs. Si, au terme de cette campagne, des mesures concrètes n'étaient pas envisagées par les gouvernements, nous préparerons des mobilisations plus visibles, partout où nous pourrions les réaliser. En Europe, cela pourrait prendre la forme

d'une manifestation de masse à Bruxelles ou à Luxembourg, au printemps 2000, afin d'exiger des mesures visant à la suppression des paradis fiscaux: levée du secret bancaire, espace judiciaire ou tribunal pénal international.

6. Troisième thème de mobilisation: la dette des pays du Sud et de l'Est. Lors du G7-G8 de Cologne, en juin 1999, les mesures prises ne concernent qu'une faible partie de la dette des pays les plus pauvres, et elles sont conditionnées par le renforcement des plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale. Nous nous opposons à cette conditionnalité qui implique à la fois un abandon de souveraineté nationale et une dégradation supplémentaire des conditions de vie des populations concernées. Afin de rétrocéder aux peuples ce qui leur a été volé, nous soutiendrons l'engagement de poursuites judiciaires à l'égard des profiteurs, dictateurs et chefs d'Etat corrompus, et des responsables de l'endettement. Nous appuierons la réalisation d'un front des pays endettés pour le non-paiement de la dette. Nous saluons l'organisation d'une rencontre Sud-Sud pour l'annulation de la dette, qui se tiendra à Johannesburg du 18 au 20 novembre 1999. Nous devons nous préparer à de nouvelles mobilisations internationales, notamment à l'occasion du prochain sommet du G7 à Okinawa en juillet 2000, pour que cette dernière année du millénaire soit celle de l'annulation de la dette des pays du Sud et de l'Est.

7. Quatrième thème de mobilisation: les organismes génétiquement modifiés (OGM). Les mouvements sociaux, syndicats, ONG et citoyen(ne)s participant aux rencontres internationales décident de mener une campagne d'interpellation des gouvernements et des parlementaires pour exiger:

- la création d'instruments de contrôle démocratiques afin de placer les outils de recherche sur les biotechnologies au serv-

ice de la société et non pas au profit exclusif des sociétés transnationales;

- la mise en place d'un moratoire sur les organismes génétiquement modifiés en vue de libérer les paysans des relations de subordination développées par les entreprises transnationales productrices de semences, de permettre le développement d'agricultures alternatives, ainsi qu'une recherche scientifique au service de l'humanité;

- en Europe, nous soutenons la demande d'annulation de la directive communautaire sur la "protection juridique des inventions biotechnologiques" formulée auprès de la Cour de justice des Communautés européennes par les gouvernements des Pays-Bas, de l'Italie et de la Norvège;

- l'arrêt, par les gouvernements, de toute négociation sur la brevetabilité du vivant, et l'inclusion, dans la déclaration des droits de l'Homme, du caractère inaliénable des patrimoines génétiques.

8. L'action néfaste des institutions financières internationales a été mise en évidence une nouvelle fois à l'occasion des crises asiatique, russe et brésilienne. Par leurs mesures libérales, elles ont aggravé les situations économiques nationales et ont surtout fait payer aux plus faibles, aux femmes, aux chômeurs, aux petits paysans, aux petites entreprises et aux salariés, le prix de la spéculation financière et de leurs plans d'ajustement. Il convient d'analyser l'action de ces institutions, de faire connaître et de soutenir les mouvements de résistance aux plans d'ajustement, d'exiger un contrôle citoyen et une évaluation contradictoire de leurs actions. Il nous faudra rechercher les responsabilités et lutter contre l'impunité des

“experts”, y compris devant les tribunaux, élaborer et promouvoir, sur le plan international, des propositions alternatives.

9. Les femmes sont fortement touchées par les conséquences de la mondialisation; elles sont les premières atteintes par la pauvreté et la violence. Les participant(e)s visent à obtenir l'égalité des droits et leur application sur l'ensemble de la planète. C'est pourquoi nous soutiendrons la Marche mondiale des femmes de l'an 2000, ainsi que toutes les initiatives allant dans le même sens.

10. Des rencontres ultérieures nous permettront de nous retrouver. Nous avons pris date pour une initiative permettant, dans les deux ans, de dresser un bilan des actions engagées. Dès aujourd'hui, il nous faut développer les réseaux à l'échelle internationale pour faciliter les échanges et faire circuler les informations sur les luttes et les actions des différents mouvements (...).

11. Appel de Bangkok aux peuples du monde

(Bangkok, Thaïlande, février 2000)

1999 fut une année charnière pour le mouvement altermondialiste, qui vit exploser sa popularité et sa visibilité avec la victoire du “peuple de Seattle”, contre l'Organisation mondiale du commerce, réunissant dans une alliance inédite aux Etats-Unis depuis les années 60 des mouvements radicaux, des jeunes, des syndicats ou des militants environnementalistes. L'année 2000 sera celle d'une cascade d'actions internationales contre les symboles de la mondialisation néolibérale - c'est-à-dire, principalement, le FMI, la

Banque mondiale, l'OMC et le Forum économique de Davos. En janvier, le Forum économique est perturbé par plusieurs milliers de manifestants. En avril, 35.000 personnes descendent dans les rues de Washington, contre la Banque mondiale. En juillet, plus de 20.000 manifestants défient le sommet du G8 à Okinawa, au Japon - apportant simultanément leur soutien aux mouvements qui, sur place, luttent contre la présence de bases militaires états-uniennes. Jubilee 2000, de son côté, organisa à la veille du G8 une conférence mondiale sur la dette du Tiers Monde, qui déboucha sur un appel adressé aux dirigeants du G8, exigeant l'annulation des dettes illégitimes et dénonçant les conditionnalités imposées par les institutions financières internationales.

Le 26 septembre, les manifestants sont 20.000 à assiéger la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Prague. La répression policière est brutale, on compte de nombreux blessés et d'innombrables arrestations violentes. Mais au troisième jour de réunion, le FMI et la Banque mondiale décident d'écourter leur assemblée générale. Moins d'un an plus tard, en juin 2001, une réunion régionale de la Banque mondiale prévue à Barcelone, en Espagne, sera elle aussi annulée par peur de la contestation.

Les altermondialistes seront également des dizaines de milliers à arpenter les rues de Nice, en France, au début décembre, pour dénoncer la charte des droits fondamentaux en gestation au niveau européen et revendiquer "une autre Europe". On pourrait ajouter bien d'autres moments de mobilisation importants à l'agenda des initiatives qui ont émaillé l'année 2000. Ainsi le rassemblement de juin à Millau, en France, où 100.000 personnes se retrouvent pour soutenir José Bové, le leader de la Confédération paysanne jugé pour le "démontage" d'un McDonald's un an auparavant. Devant le succès et la combativité du rassemblement, on parle d'un Seattle-

sur-Tarn... Ainsi la Marche mondiale des Femmes et les gigantesques consultations populaires du mois de mars en Espagne (organisées notamment par le Réseau citoyen pour l'abolition de la dette extérieure - RCADE), qui compta plus d'un million de participants, et en septembre au Brésil, avec le référendum réalisé par les mouvements sociaux (6 millions de bulletins de vote). Avec dans les deux cas un plébiscite massif de la revendication de l'annulation de la dette du Tiers Monde. Ainsi, enfin, la réunion de Dakar, au Sénégal, en décembre, où les différents mouvements de lutte pour l'annulation de la dette du Tiers Monde tiennent avec succès leur premier véritable sommet commun (voir plus loin).

Le contexte du rassemblement de Bangkok en février était quant à lui quelque peu différent: il était organisé en contrepoint d'une réunion de la Cnuced, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. Institution qui, aux yeux de la plupart des manifestants, n'est pas assimilable ou réductible aux structures qui orchestrent l'offensive du capitalisme mondialisé - certains d'entre eux voyant même en la Cnuced une alternative possible à l'OMC. Plus que d'une manifestation "contre", il s'agissait donc d'une rencontre suscitant les échanges entre réseaux, l'organisation du mouvement, les débats et l'élaboration d'alternatives. Avec une caractéristique fondamentale (outre le fait qu'elle se tenait dans un pays du Sud): le très large éventail des thématiques et des problématiques portées par les participants à la mobilisation, donnant au rendez-vous de Bangkok et à son appel aux peuples du monde une représentativité toute particulière.

Les événements de Seattle ont changé les rapports de forces au niveau mondial, entre, d'un côté les mouvements sociaux opposés à

la mondialisation libérale et, de l'autre, les dirigeants du G7, les gouvernements, les entreprises et les institutions économiques mondiales, comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC qui mènent les processus de mondialisation libérale. Seattle a permis l'expression du rejet international croissant de cette nouvelle forme d'exploitation qui viole à grande échelle les droits des populations, y compris les droits sociaux, économiques, culturels, environnementaux, politiques et démocratiques. Seattle a montré que nous étions capables de nous unir contre la mondialisation libérale. Notre défi maintenant est de continuer notre résistance et d'approfondir le débat entre nous afin d'articuler et de promouvoir des alternatives communes.

Pour cela, il nous faut améliorer nos capacités de mobilisation au niveau national comme au niveau international et renforcer la coopération internationale. Nous appelons donc tous les mouvements sociaux, du Nord comme du Sud, à lutter pour l'annulation de toute la dette des pays en voie de développement, qui, selon les critères édictés par la société civile, est immorale, illégale et dans l'incapacité d'être payée; pour l'arrêt des plans d'ajustement structurel du FMI pour les nations endettées; pour un moratoire sur toutes nouvelles négociations qui augmenteraient le pouvoir et le champ d'action de l'OMC ainsi que pour l'exclusion de la juridiction de l'OMC des sujets tels que l'agriculture paysanne, les services sociaux et les droits de propriété intellectuelle; et pour imposer des contrôles et des taxes sur le capital.

Nous appelons les mouvements sociaux à se mobiliser en masse et à s'unir contre la mondialisation libérale partout où les principaux dirigeants du monde se rassemblent et se rencontrent. Nous attirons l'attention des mouvements et nous appelons en particulier à deux événements importants. Tout d'abord, à l'occasion du sommet social

de l'assemblée générale des Nations unies qui se tiendra à Genève du 22 au 25 juin 2000. Ce sera l'occasion de nous rassembler pour débattre sur les questions en discussion entre nous et pour penser les alternatives nécessaires. Cela sera aussi l'occasion de préparer une mobilisation de masse pour New York les 5 et 6 septembre 2000. A cette date se tiendra le sommet des dirigeants mondiaux à l'occasion de l'assemblée générale du millénaire des Nations unies du 6 au 9 septembre. Des actions simultanées seront organisées partout dans le monde.

12. Afrique: des résistances aux alternatives. Appel d'Amsterdam pour l'annulation de la dette

(Amsterdam, Pays-Bas, avril 2000)

Le texte de cet appel clôture la réunion convoquée en avril 2000 par le CADTM, le Conseil des organisations d'appui au développement (CONGAD, Sénégal) et le Centre national de coopération au développement (CNCD, Belgique), en partenariat avec Jubilé Sud (la coordination de la plupart des campagnes en faveur de l'annulation de la dette dans les pays du Sud). Prenant acte du fait que la campagne du "Jubilé 2000" s'achevait cette année là, le texte soulignait la nécessité d'en faire le bilan afin de poursuivre et renforcer la lutte pour l'annulation totale de la dette africaine. C'est dans cette optique qu'il appelait à la tenue d'une réunion internationale et panafricaine à Dakar en décembre, intitulée "Dakar 2000: des résistances aux alternatives", pour laquelle un comité de pilotage

(composé de délégués africains et européens) chargé de la coordination et de l'organisation serait rapidement mis en place.

Trois axes principaux ont en effet sous-tendu cette rencontre d'Amsterdam: d'abord, la volonté de rappeler que l'Afrique résiste bel et bien, que des alternatives existent, pour et par les Africains - en témoigne le texte de cet appel, rédigé par certains d'entre eux. Et qu'il est temps, dans la lignée des mobilisations importantes qui se sont précédemment déroulées en Amérique latine, en Asie et en Europe, d'organiser une réunion internationale des réseaux et mouvements sociaux en lutte contre la mondialisation libérale sur le continent africain. Ensuite, la nécessité de souligner que si la campagne du Jubilé prend fin (les grandes organisations chrétiennes ayant décidé d'y mettre un terme une fois l'an 2000 révolu), il ne doit pour autant pas être question d'abandonner la lutte pour l'annulation de la dette du Tiers Monde tant qu'elle n'a pas connu d'aboutissement. Dans cet esprit-là, la rencontre de Dakar devenait une étape indispensable dans la préparation du second souffle du mouvement international contre la dette. Enfin, le choix du thème de la prochaine campagne, prévue pour se dérouler de 2000 à 2004. A savoir: "Abolir la dette pour libérer le développement"... Abolir, et pas annuler. Abolir, en guise de rappel symbolique de l'abolition de l'esclavage, parce que c'est bel et bien un système de mise en esclavage des peuples du Tiers Monde qu'il s'agit de voir disparaître. Abolir la dette, pour faire sauter un obstacle essentiel sur la voie du développement humain.

Le nouvel esclavage de l'Afrique dû au fardeau de la dette et à l'imposition de l'ajustement structurel constitue le plus gros scanda-

le du début du vingt et unième siècle. Dans l'écrasante majorité des pays africains, les sommes allouées au service de la dette sont supérieures à celles affectées à l'éducation et à la santé réunies. Il est devenu évident que chaque sou dépensé pour le remboursement obligatoire de la dette est un sou perdu dans la lutte contre la pauvreté, contre l'analphabétisme, contre la malaria, contre le sida et d'autres maladies pourtant facilement curables. Les plans d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale et le FMI ont contribué à enfoncer les économies de beaucoup de pays africains dans une crise profonde; à aggraver les inégalités sociales et de genre; à installer la pauvreté sur une vaste échelle; à mettre en péril l'équilibre écologique et la sécurité alimentaire; à entretenir des conflits et à créer les conditions d'une recolonisation du continent à travers les programmes de privatisation et de libéralisation sauvage.

Les initiatives de Cologne (juin 1999) et du Caire (avril 2000), comme toutes celles qui les ont précédées, n'apportent aucune solution réelle. C'est au vu de tout cela qu'un vaste mouvement a pris forme à l'échelle mondiale, appelant à l'annulation pure et simple de la dette des pays du Tiers Monde et au rejet des programmes d'ajustement, qui n'ont fait que répandre la misère et la régression partout où ils ont été appliqués. Dans la plupart des cas, la dette a été contractée par des gouvernements non démocratiques généralement soutenus par les pays les plus industrialisés, elle a permis le financement de politiques répressives, voire génocidaires comme au Rwanda en 1994, et n'a jamais profité aux populations des pays endettés. Le détournement de biens publics et de prêts a été systématiquement organisé au vu et au su des créanciers publics et privés du Nord. En droit international, la dette "odieuse" qui en résulte est nulle et non avenue. En ce qui concerne plus spécifiquement l'Afrique subsaharienne, un argument historique irréfutable pour exiger l'annulation inconditionnelle de sa dette est que ce qu'elle

doit à ses “créanciers” occidentaux représente une infime parcelle de tout ce qui lui a été extorqué depuis le quinzième siècle. De l'esclavage, qui a arraché au continent entre 60 et 100 millions de ses habitants pour les emmener vers les Amériques, à la colonisation suivie de la recolonisation en cours, l'Afrique n'a que trop payé.

Aujourd'hui, la Banque mondiale, qui est largement responsable du désastre des trente dernières années, reconnaît elle-même que la situation du développement humain se dégrade en Afrique. Le revenu réel par habitant a baissé de manière continue pendant cette période. Dans plusieurs pays d'Afrique, l'espérance de vie, qui atteint à peine 46 ans, tend à baisser dramatiquement, comme conséquence de l'extension de la plus abjecte pauvreté. Malgré cela, le FMI et la Banque mondiale s'acharnent à imposer la poursuite de l'ajustement structurel et du remboursement de la dette, à travers l'initiative pour les Pays pauvres très endettés (PPTE). Seule la rhétorique a changé: le “cadre stratégique de lutte contre la pauvreté” a remplacé, dans le discours, les “plans d'ajustement structurel”.

Pour toutes ces raisons, l'annulation immédiate et inconditionnelle de la totalité de la dette extérieure de l'Afrique est une exigence éthique et de justice sociale. Elle permettra de libérer des ressources supplémentaires pour investir dans les secteurs productifs, dans l'éducation et la culture, dans la santé, dans l'émancipation des femmes, dans le futur de la jeunesse, dans les infrastructures de base, dans l'éradication de la pauvreté, dans la préservation de l'environnement et de la biodiversité, etc. Dans le même temps, l'Afrique doit rompre avec les programmes d'ajustement, qui sont en grande partie responsables de la situation catastrophique dans laquelle elle se trouve aujourd'hui. L'accent mis sur l'austérité budgétaire, au nom de prétendus “équilibres macroéconomiques” et le désengagement imposé à l'Etat se sont traduits par une compression

dramatique des dépenses publiques, qui à leur tour, ont engendré la récession, le chômage et la pauvreté. Les politiques de libéralisation et de privatisation ont contribué à étouffer les entreprises nationales et à favoriser le contrôle des économies africaines par les entreprises multinationales occidentales, pudiquement qualifiées de “partenaires stratégiques”. Le dogme du libre échange a éloigné l'Afrique de la sécurité alimentaire. La création culturelle est en danger car soumise à une concurrence sauvage de produits culturels venant des pays les plus industrialisés. Ce n'est qu'en rompant avec de tels programmes que le continent pourra avoir une plus grande maîtrise de son destin en retrouvant sa liberté et son autonomie dans l'élaboration de ses propres politiques de développement. L'opinion africaine ne peut assister passivement au sacrifice de générations entières et à une recolonisation du continent qui ne dit pas son nom. C'est pourquoi les organisations et personnalités africaines sont déterminées à mobiliser cette opinion pour qu'elle apporte sa contribution au vaste mouvement en cours à l'échelle mondiale. Ce mouvement a pris une grande ampleur avec le “Jubilé 2000”, qui a mobilisé des millions de personnes à travers le monde, recueillant plus de 20 millions de signatures qui ont été présentées aux dirigeants du G7 au mois de juin 1999 à Cologne. Mais cette campagne du “Jubilé 2000” prend fin cette année. Par conséquent, il devient nécessaire de faire le point sur les acquis et les limites de cette campagne afin de poursuivre la lutte pour l'annulation totale de la dette africaine, l'abandon des politiques d'ajustement et la réalisation de politiques dirigées vers le développement humain durable.

Nous inscrivons notre appel dans l'élan des déclarations d'Accra (Jubilé 2000 - avril 1998), Lusaka (Jubilé 2000 - mai 1999), Johannesburg (Jubilé Sud - novembre 1999) et Yaoundé (janvier 2000), ainsi que dans les initiatives convergentes de Paris (ATTAC - juin 1999), de Seattle (1999), de la Marche mondiale des femmes

de l'an 2000 et de l'appel de Bangkok (février 2000) qui, ensemble, exigent l'annulation pure et simple de la dette du Tiers Monde.

Réunis du 4 au 7 avril 2000 à Amsterdam, nous appelons à une rencontre internationale et panafricaine à Dakar du 12 au 17 décembre 2000 intitulée "Dakar 2000: des résistances aux alternatives", avec pour objectifs:

1. De faire le point sur l'état de l'endettement de l'Afrique à la fin de l'an 2000, après la campagne du Jubilé, et d'évaluer l'impact des solutions bilatérales et multilatérales "d'allègement" de la dette;

2. De faire le bilan économique, social et humain des programmes d'ajustement structurel, en mettant en exergue leur impact sur certains secteurs-clés, tels que l'éducation, la santé, l'emploi, la distribution des revenus, l'agriculture traditionnelle, etc.;

3. D'élaborer des stratégies à court, moyen et long terme en vue:

- de faire aboutir la lutte pour l'annulation de la dette et l'abandon des programmes d'ajustement;

- de contribuer à la mise en pratique d'une politique de développement centrée sur la satisfaction des besoins des populations. Cela suppose des politiques nouvelles de mobilisation et de redistribution des richesses ainsi que de nouvelles formes de financements (rapatriement de biens mal acquis, taxation des transactions financières internationales, commerce et politiques fiscales équitables, etc.).

13. Construire les voies d'un autre monde: mondialisons les résistances. Appel de Genève

(Genève, Suisse, juin 2000)

C'est en juin 2000, à Genève, qu'a été lancé le premier appel à se réunir à Porto Alegre, au Brésil, en vue de la création et de l'organisation du Forum social mondial. C'est Miguel Rossetto, alors vice-gouverneur de l'Etat de Rio Grande do Sul (et devenu par la suite, en janvier 2003, ministre de la réforme agraire du gouvernement brésilien, sous la présidence de Lula), qui en fit publiquement la proposition aux mouvements sociaux des quatre coins du monde qui s'étaient retrouvés en Suisse. Notons que les artisans de la création du CADTM Suisse étaient parmi les organisateurs principaux de cette mobilisation, dont voici la résolution finale, particulièrement centrée sur les campagnes en cours et à venir, notamment la Marche mondiale des Femmes et les actions contre la dette et les institutions financières internationales.

Nous, représentants et représentantes des luttes de la société civile, venus de différents horizons et de 60 pays, réunis à Genève en sommet alternatif du 22 au 25 juin 2000 en réponse à l'appel de Bangkok et à la veille de la session spéciale des Nations unies sur le développement social, reconnaissons pleinement les défis auxquels nos peuples sont confrontés dans la réalisation du développement social dans un contexte de mondialisation. Nous avons adopté la déclaration suivante. Nous invitons tous les mouvements

sociaux, syndicats, ONG, groupes, associations, etc. engagés dans la lutte contre la mondialisation néolibérale et sexiste à la signer. Ce faisant, nous visons la mondialisation de nos résistances et la construction collective des voies d'un autre monde.

La mondialisation en crise

Le nouveau millénaire annonce davantage de déséquilibres entre les pays du Nord et ceux du Sud, entre ceux de l'Est et ceux de l'Ouest et, au sein d'un même pays, entre riches et pauvres, entre femmes et hommes, entre jeunes et plus âgés, entre villes et campagnes.

Il y a de plus en plus de personnes pauvres y compris dans des sociétés de plus en plus riches, alors que l'humanité produit des richesses en quantité considérable. La mondialisation libérale accentue les écarts. Et si elle frappe tout le monde, les femmes comme les enfants en paient un prix encore plus élevé: les politiques néolibérales ont en effet intensifié la féminisation de la pauvreté, projeté les femmes et les enfants dans l'industrie mondiale du sexe et exacerbé les violences faites aux femmes, violences qui lui étaient préexistantes. La mondialisation est donc non seulement néolibérale, mais aussi sexiste.

Cette mondialisation se caractérise également par une politique de rentabilité immédiate qui épuise les ressources de la planète. Parce qu'elle favorise la domination de la finance sur tous les aspects de la vie, elle met en cause les démocraties, les Etats, les outils de solidarité sociale et les services publics. De plus, elle favorise la libre circulation des marchandises, mais empêche celle des personnes: d'où l'explosion du phénomène des "clandestins", l'ex-

clusion et la surexploitation des immigrant(e)s, la xénophobie et le racisme. Enfin, elle viole les droits humains les plus fondamentaux (civils, politiques, économiques et culturels), transformant ainsi le projet néolibéral en un véritable crime contre l'humanité.

En réponse à l'opposition croissante de populations de plus en plus nombreuses et face à l'échec manifeste des politiques libérales, l'establishment adopte le langage d'une "mondialisation à visage humain". D'un côté, il coopte l'agenda social et essaie d'engager la société civile dans ce processus en lui permettant d'avoir une pseudo influence à travers, par exemple, les études sur la réduction de la pauvreté et le développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. De l'autre, il tente de diviser et réprime de plus en plus les mouvements sociaux, les syndicats et les ONG critiques dans le but de les affaiblir.

La mondialisation libérale entraîne aussi de multiples conflits armés qui continuent de décimer les populations civiles et de grever les budgets des Etats au profit de l'industrie de l'armement. Le rôle accru des grandes puissances, rappelant les traditions impérialistes et rendu possible par la restructuration de leurs armées sous le commandement de l'OTAN, provoque l'affaiblissement et la désarticulation des cultures et des solidarités locales, les rivalités entre groupes ethniques et la désintégration des sociétés. Cela conduit à des risques de guerre, parfois menée au nom de la paix, à la montée de sentiments identitaires pouvant prendre la forme d'intégrismes ou de nationalismes exacerbés. Par exemple, sous prétexte de combattre le narco-trafic, le gouvernement des Etats-Unis amplifie sa politique de répression des mouvements insurrectionnels et, plus particulièrement dans la région andine, de répression des mouvements sociaux, au moyen de l'installation d'une puissante base militaire en Equateur. Ceci, jouté à l'approbation du plan Colombie, aggrave le

conflit armé dans ce pays et menace de conduire à son extension à toute la région. (...)

La réponse à ces crises ne peut être uniforme, mais l'existence de ces conflits rend d'autant plus urgente la nécessité des solidarités entre peuples, pour aider à l'émergence ou au renforcement de structures populaires, en particulier syndicales ou associatives, qui redonnent une perspective de lutte et d'émancipation qui ne soit ni le repli sur des solutions réactionnaires, ni l'acceptation des diktats des gouvernements occidentaux. Nous désirons changer le monde et en créer un qui soit axé sur le droit au développement intégral des êtres humains, où hommes et femmes vivront dans l'égalité, sans discrimination ni exclusion et où les peuples et leur savoir seront respectés. Nous insistons sur le respect des droits humains fondamentaux, en particulier sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels; sur l'importance d'utiliser les instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits humains pour critiquer le modèle dominant néolibéral; sur l'urgence de promouvoir l'application par les Etats nationaux de leurs obligations en matière de droits humains. (...)

Dans ce contexte, les mouvements sociaux, les syndicats, les ONG doivent tout à la fois:

- construire et développer les mobilisations les plus larges sur des objectifs concrets; (...)

- débattre sur les alternatives à opposer au modèle néolibéral et sur les questions qui peuvent diviser les différents mouvements;

- faire un pas en avant dans la coordination des mouvements sur le plan international.

Débattre et élaborer des alternatives

Les discussions entre syndicats, ONGs et mouvements sociaux à Seattle ont montré l'existence d'approches différentes, en particulier sur les normes sociales ou environnementales. Il convient de progresser en la matière en construisant un rapport de forces et en imposant des droits nouveaux. Les différentes campagnes internationales ont également été l'occasion de débats et discussions, en particulier sur les thèmes de la dette (sur la notion de pays les plus pauvres ou sur les moyens de contrôler l'usage des sommes dégagées par une annulation de la dette) ou des institutions financières internationales (réforme ou suppression de celles-ci).

Ces approches différentes n'ont pas été et ne sont pas un obstacle à l'action commune. Le refus commun de la mondialisation libérale, l'assentiment général au sein du mouvement pour un développement centré sur la personne humaine et qui constitue une source inspirante et riche de diversité, font que les bases d'accord entre les différents mouvements sont suffisamment solides. Cette dynamique permet de dépasser les points de désaccord éventuels concernant entre autre les diverses stratégies de développement humain. Elle permet de formuler des propositions alternatives.

Les solidarités en action

De multiples initiatives, actions, campagnes, mobilisations existent maintenant au niveau mondial, témoignant ainsi qu'un

autre monde est possible dès maintenant. Plusieurs s'articulent autour d'objectifs très concrets. Mentionnons :

Dettes

Nous appelons tous les mouvements sociaux, du Nord comme du Sud à lutter :

- pour l'annulation de toute la dette des pays en voie de développement qui, selon les critères édictés par la société civile, est immorale, illégale et dans l'incapacité d'être payée. Elle constitue une forme moderne d'esclavage condamnant des millions de personnes, en majorité des femmes et des enfants, au travail forcé ;

- pour l'abandon de l'initiative du FMI et de la Banque mondiale envers les pays pauvres très endettés (initiative PPTE), qui est en fait une opération de sabotage empêchant l'annulation de la dette ;

- pour une solution définitive au problème de la dette, une solution qui respecte les principes de justice et de transparence envers les peuples ;

- pour l'arrêt des plans d'ajustement structurel imposés par le FMI aux nations endettées.

Nous appelons à une mobilisation mondiale massive lors de la réunion du G8 à Okinawa (21-23 juillet) et lors du sommet du Millénaire organisé par l'ONU à New York le 6 septembre prochain, de façon à inscrire l'annulation de la dette à l'ordre du jour du présent millénaire.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale

Le Sommet alternatif exige des changements radicaux au sein du FMI et de la BM. C'est pourquoi nous demandons:

1. L'annulation totale des dettes multilatérales (dues notamment au FMI et à la BM), sans ajustement structurel ni conditionnalité, y compris la manière dont les sommes débloquées sont dépensées.

2. L'arrêt des programmes d'ajustement structurel et de tout autre programme de réformes économiques, car ces programmes conçus et imposés de l'extérieur par le FMI et la BM, ne sont pas démocratiques et sont économiquement et socialement désastreux pour les populations locales.

3. La transparence et la démocratisation du FMI et de la BM, leur soumission aux peuples encore assujettis à leurs politiques et leurs projets. L'existence future, la structure et la politique de ces institutions internationales doivent être déterminés à travers un processus démocratique et transparent.

4. Le respect, par ces institutions internationales, des droits humains fondamentaux tels que défini dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et dans le droit international; l'utilisation de ces instruments de respect des droits humains comme cadre de référence pour l'élaboration de leurs projets et politiques; l'obligation pour les Etats nationaux de respecter les obligations contenues dans ces instruments régionaux et internationaux.

5. La réduction des pouvoirs de la BM et une plus grande imputabilité de cette institution, comme le propose la campagne internationale World Bank Bonds Campaign.

6. Au cas où ces institutions persisteraient dans leur logique de libéralisation du monde, le mouvement en faveur d'une autre mondialisation n'hésiterait pas à imposer l'abolition du FMI et de la BM. Le 26 septembre 2000 devrait donc être l'objectif principal d'une semaine mondiale d'actions qui coïncidera avec la réunion annuelle à Prague, pour réclamer le changement radical de la BM et du FMI et une nouvelle architecture du système financier international.

L'Organisation mondiale du commerce

Le monde n'est pas une marchandise et l'humanité n'est pas une ressource: le moment est venu de reconnaître que le commerce international et son institutions principale, l'OMC issue de l'accord de Marrakech, sont en crise. Il est temps de remplacer ce système caduc, inique et oppresseur par un cadre d'échange équitable et durable pour le vingt et unième siècle.

Nous continuons à nous opposer à toute nouvelle ronde de négociation et à exiger un moratoire sur toutes nouvelles négociations qui augmenteraient le pouvoir et le champ d'action de l'OMC, ainsi que pour exclure de la juridiction de l'OMC des sujets tels l'agriculture paysanne, les services sociaux et les droits de propriété intellectuelle. Nous exigeons l'imposition de contrôles et de taxes sur le capital.

Il faut garantir l'accès aux besoins de base: des secteurs comme la santé, l'éducation, la culture, le logement, l'environnement, l'ap-

provisionnement en eau et les autres besoins essentiels sont des droits fondamentaux. Ces secteurs ne peuvent être soumis aux règles du commerce mondial et doivent donc être exclus de l'accord général sur le commerce et les services (AGCS). De la même manière, les politiques visant à favoriser et protéger la sécurité et la souveraineté alimentaire, l'agriculture paysanne et durable ne doivent en aucun cas être soumises aux règles commerciales multilatérales.

L'Organe de règlement des différends opère dans le secret et usurpe les fonctions législatives et réglementaires des Etats souverains et des collectivités territoriales. Il doit donc disparaître.

Les règles du commerce international doivent être assujetties au droit international tel que défini par la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels et aux différents instruments internationaux (conventions, pactes, protocoles) qui garantissent en premier lieu le respect des droits humains fondamentaux et la souveraineté des peuples.

L'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) favorise la constitution de monopoles au profit des sociétés transnationales. Il dénie au plus grand nombre le droit aux soins et aux médicaments. Il entraîne la privatisation des savoirs et du vivant; porte atteinte à la biodiversité et empêche les pays pauvres d'améliorer leurs niveaux de bien-être social, économique et de développer leurs savoir-faire techniques. L'ADPIC doit sortir de l'OMC.

Nous condamnons les politiques mises en œuvre par l'OMC, la BM, le FMI et l'OCDE. Nous dénonçons l'allégeance des pouvoirs politiques nationaux et régionaux (dont l'Union européenne) aux groupements d'intérêt des sociétés transnationales: le World Economic Forum, la Chambre de commerce international, l'European Round Table, Services 2000, firmes qui prétendent réguler l'immigration aux seuls critères des besoins en main d'œuvre précaire et cerveaux dociles.

Nous, mouvements et organisations soussignés, nous engageons à œuvrer pour un système d'échange international équitable et mis sous contrôle démocratique. Nous soutiendrons les luttes à toutes les échelles et dans tous les pays à travers des campagnes de solidarité internationale.

Contrôle des flux financiers et paradis fiscaux

La taxe Tobin

La taxe Tobin est une taxe limitée aux transactions sur les devises. Elle n'est pas la seule solution aux nombreux problèmes et revendications soulevés par la mondialisation financière. Elle représente l'une des possibilités mobilisatrices de contrôle des flux financiers mondiaux. Par sa simplicité, ses mécanismes, ses conséquences, elle permet d'atteindre des buts divers et complémentaires. Outil pédagogique et proposition dynamique, elle permet de faire comprendre aux citoyen(ne)s pourquoi les dysfonctionnements sociaux, économiques et politiques sont liés à la mondialisation libérale. Outil contre la spéculation financière, elle permet, si son taux est suffisamment élevé, de freiner les phénomènes spéculatifs qui déstabilisent les économies et entravent tout projet volontaire de

construction et de progrès à l'échelle d'un pays. Outil de politique internationale, elle permet, du fait qu'elle génère un revenu conséquent, de mettre en place une architecture internationale différente fondée sur la redistribution et le partage des richesses à l'échelle internationale.

La taxe Tobin est une proposition concrète et réalisable. En effet, les systèmes électroniques couramment utilisés par les banques permettent très facilement de la mettre en place. C'est avant tout une question de volonté politique. Le débat est ouvert sur le moyen de distribuer cette taxe. Une des propositions consiste à créer une nouvelle entité internationale démocratique soucieuse des aspects sociaux et environnementaux et chargée de gérer les ressources issues de cette taxation.

De manière plus globale, ce combat s'inscrit dans la lutte contre le chômage et l'exclusion. La dérégulation des marchés du travail va de pair avec des politiques de l'emploi qui, au nom de la lutte contre le chômage, accentue le travail précaire et les bas salaires. Elle va de pair aussi avec des politiques de démantèlement de l'Etat social. La meilleure façon de faire changer d'avis les gouvernements, c'est le poids des mobilisations citoyennes. Celles-ci pourraient s'exprimer à l'échelle européenne dans un premier temps. Il faut donc se préparer pour une mobilisation commune contre le chômage et la précarité lors de la réunion de l'Union européenne en décembre à Nice. Ce sera aussi l'occasion de mobilisation pour les droits sociaux et pour la taxe Tobin.

Les paradis fiscaux

Les taxations sont accolées aux paradis fiscaux, lieu de recyclage des capitaux de la criminalité financière. Leur démantèlement est

indispensable. Les paradis fiscaux sont une rivière de diamants au cou de la planète. Ils mettent en présence des filiations entre trois partenaires: les multinationales (fraude fiscale, gigantesques commissions sur les marchés mondiaux; pétrole, armes, transports, etc.), les organisations de blanchiment de l'argent du crime et les Etats (pour le financement des partis et hommes politiques). Les responsables sont donc bien les gouvernements et les Etats. Ils n'ont en réalité aucune volonté de démanteler les paradis fiscaux, même si des personnes à l'intérieur les combattent. Les grands paradis ne sont pas *off shore*, ils sont à Londres, à Genève, au Liechtenstein, à Monaco, etc. Notre objectif est d'envoyer les paradis fiscaux aux enfers par des actions ciblées d'information et de pression. Ces actions pourraient prendre la forme de marches vers un de ces paradis fiscaux ou vers une multinationale, ou même simultanément plusieurs de ces objectifs. Il est également proposé des études concernant l'impact des paradis fiscaux sur les petits pays et que des alternatives économiques soient financées par les pays du G7 lors de l'élimination des paradis fiscaux dans ces pays.

La lutte contre les accords de libre échange

Ces accords présentés comme nécessaires, tout en favorisant les sociétés transnationales et les élites locales, sont incapables de satisfaire les besoins de la population et au contraire, aggravent la pauvreté et l'exclusion. Les accords bilatéraux, régionaux et internationaux excluent l'agenda social et environnemental et ignorent les asymétries entre les pays: ils ne font que favoriser le capital transnational et ses élites locales, empêchant par là l'exercice de la démocratie. En nous fondant sur ces expériences négatives, nous rejetons le projet de création d'une zone de libre échange des Amériques (ALCA), proposé par le gouvernement des Etats-Unis et ceux de la région, ainsi que les accords similaires existant en Afrique et en Asie ou n'importe où ailleurs. Nous réclamons des accords de com-

merce justes, équitables et inscrits dans une logique de développement durable, négociés avec la participation et l'accord des populations et ayant comme objectif le développement social des peuples.

La marche mondiale des femmes 2000

Avec plus de 4500 groupes dans plus de 155 pays, la Marche mondiale des femmes 2000 constitue une force de mobilisation sans précédent des femmes contre la pauvreté et pour le partage des richesses, contre toutes les violences faites aux femmes et pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle fait partie de l'ensemble des mouvements sociaux, syndicats, groupes, associations, ONG, etc. qui luttent contre la mondialisation néolibérale actuelle, proposent des alternatives et tissent des solidarités au niveau planétaire. Pour la Marche, la mondialisation actuelle est non seulement capitaliste et néo-libérale mais sexiste. La situation faite aux femmes ne peut s'expliquer que par la force conjuguée de deux phénomènes mondiaux: le capitalisme néolibéral et le patriarcat qui se nourrissent l'un l'autre et se renforcent mutuellement pour maintenir la très grande majorité des femmes dans une infériorisation culturelle, une dévalorisation sociale, une marginalisation économique, une "invisibilisation" de leur existence et de leur travail, une marchandisation de leur corps, toutes situations qui s'apparentent à un véritable apartheid. Beijing+5 a malheureusement fait la démonstration éclatante qu'un très long chemin reste encore à parcourir pour l'obtention du respect des droits fondamentaux des femmes. La Marche propose de bâtir un monde d'égalité entre les femmes et les hommes et où les femmes seraient libérées de toute forme de violence, d'exploitation incluant la violence domestique, le viol, la prostitution, le trafic des femmes, le harcèlement sexuel, la violence sociale et la violence étatique. La Marche propose de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté et de la violence faite aux femmes et

porte des revendications dont plusieurs rejoignent celles d'autres mouvements sociaux, mais en y intégrant une perspective de genre:

- la mise en place par tous les Etats d'une loi-cadre et de stratégies visant l'élimination de la pauvreté en particulier celle des femmes;

- l'application de mesures urgentes comme celles décrites dans cette résolution;

- la mise en place d'un Conseil pour la sécurité économique et financière chargé d'exercer un contrôle politique des marchés financiers et de redéfinir les règles d'un nouveau système financier au niveau mondial et dont la composition devra inclure des représentant(e)s de la société civile et assurer la parité hommes-femmes et la parité entre pays du Nord et du Sud;

- l'application des conventions et des mesures permettant d'éliminer toutes les violences faites aux femmes. Il nous faut apporter une attention particulière aux revendications concernant les lesbiennes, car si la mondialisation est sexiste, elle est particulièrement intraitable face aux personnes homosexuelles.

La Marche exige d'appliquer immédiatement le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les structures ou modes de coordination que le mouvement pour une autre mondialisation voudra bien se donner et d'accorder une large place aux représentant(e)s des pays du Sud et des personnes marginalisées.

La Marche invite l'ensemble des mouvements à se joindre aux actions futures de la Marche: en Europe à Bruxelles le 14 octobre,

à Washington le 15 octobre pour manifester contre la BM et le FMI et à New-York le 17 octobre devant les Nations unies où une délégation internationale de la Marche rencontrera Kofi Annan pour lui transmettre les revendications des femmes et l'informer de notre détermination à en obtenir la réalisation.

Coordonner les actions et les mouvements au plan international

La force des campagnes internationales et des manifestations de Seattle et de Washington a reposé en grande partie sur leur mode de fonctionnement: des structures en réseaux, souples et non directifs, des convergences par accord sur des campagnes et des thèmes concrets. Tout cela a permis à des mouvements de nature très diverse d'entrer dans l'action commune. Dans le même temps, il faut pouvoir confronter les expériences, avoir des lieux où mener les débats et permettre ainsi l'enrichissement cumulatif des différents mouvements engagés dans la lutte contre la mondialisation libérale. Pour répondre à ces besoins, il serait utile de faire un pas vers une alliance internationale très souple et articulée sur les campagnes concrètes de ces différents mouvements. Ce processus a déjà commencé, basé sur la volonté de construire un agenda commun, une connaissance mutuelle des uns et des autres, une compréhension réciproque des enjeux des actions respectives, un besoin pratique de partager les informations entre régions, campagnes et mouvements de façon à en augmenter la visibilité et l'efficacité.

La création d'une coordination au niveau international sera un processus complexe: la démarche devra à la fois élargir et approfondir le mouvement en rejoignant (de façon consciente) les syndicats, les organisations de travailleurs et travailleuses, les femmes, les paysans et paysannes, les organisations culturelles, etc. Cette

coordination devra également être bien enracinée dans les préoccupations sociales et les luttes des peuples et populations concernés. Il existe plusieurs moyens d'aller de l'avant avec ce processus, comme par exemple: articulation des liens entre les campagnes thématiques et régionales, journées communes de mobilisation, assemblées des peuples, utilisation plus efficace des technologies, secrétariats de coordination, etc. Parmi les nombreux événements à venir, la rencontre de Dakar 2000 en décembre de cette année au Sénégal et le Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil en janvier 2001 constituent deux occasions importantes de poursuite de ce processus de discussions, en vue de la création d'un réseau international de mobilisation.

14. Afrique: des résistances aux alternatives. Manifeste de Dakar (Dakar, Sénégal, décembre 2000)

La réunion internationale de Dakar est le résultat de trois ans de travail préparatoire et de partenariat entre le CADTM, le Conseil des organisations d'appui au développement (CONGAD, Sénégal) et Jubilé Sud - partenariat élargi au Centre national de coopération au développement (Belgique). Un des objectifs de la mobilisation est de réunir à Dakar un maximum de mouvements sociaux (et donc de ne pas se limiter à la participation des ONG) afin d'élaborer une stratégie alternative aux politiques imposées par les créanciers, Banque mondiale et FMI en tête. Il ne s'agit pas seulement de peaufiner le diagnostic sur la situation des pays du Tiers Monde en général et des pays africains en particulier, mais

bien de concentrer les débats et les travaux sur l'élaboration d'alternatives concrètes et cohérentes, comme l'indique l'intitulé de la rencontre. Le succès sera au rendez-vous, avec la participation de délégués venus d'une trentaine de pays africains, et la présence d'une forte délégation syndicale, notamment sénégalaise. Sans oublier l'adoption du présent manifeste, rédigé par des Africains livrant une analyse pointue du processus de mondialisation néolibérale et de ses conséquences, ainsi que des alternatives à lui opposer, à partir de l'Afrique.

A noter également que la réunion de Dakar sera l'occasion d'un dialogue Sud/Nord quelque peu inhabituel, avec l'invitation lancée par la coordination Jubilé Sud aux différentes campagnes contre la dette venues des pays du Nord: pour une fois (et même pour la première fois sur la question de la dette), ce sont les campagnes du Sud qui invitent celles du Nord, dans une dynamique particulièrement intéressante et constructive.

L'annulation totale et inconditionnelle de la dette africaine est une exigence qui se fonde sur des arguments économiques, sociaux, moraux, juridiques et historiques indéniables. Car le problème de la dette n'est pas un problème "financier" ou "technique", comme tentent de le faire croire la Banque mondiale et le FMI. Il est fondamentalement un problème humain, social et politique. Le service de la dette et les conditionnalités liées à celle-ci ont contribué à aggraver partout la pauvreté. En outre, la dette a été déjà remboursée: depuis plusieurs années, l'Afrique transfère plus de ressources aux pays développés qu'elle n'en reçoit. De plus, la majeure partie de la dette de l'Afrique est composée de dettes odieuses, frauduleuses et immorales. En effet, dans la plupart des cas, la dette a été contractée par des

régimes peu représentatifs, qui ont utilisé les sommes ainsi reçues à des fins qui n'ont pas servi les intérêts de leurs peuples. Dans bien des cas, cette dette a servi à consolider et même à légitimer des dictatures, qui les ont utilisées pour opprimer leurs peuples ou pour faire la guerre, avec la bienveillance et même la complicité des pays occidentaux. Cette dette a également été contractée pour servir des méga projets tournant encore plus l'économie vers les exportations au détriment de la satisfaction des besoins fondamentaux. Le remboursement de cette dette est immoral: son service détourne des ressources indispensables à la lutte contre la pauvreté, contre l'analphabétisme, contre le SIDA... Sous quelque angle que l'on considère le problème de la dette de l'Afrique, elle est inacceptable. D'autant que la dette historique que l'Occident a contractée à l'égard de l'Afrique est incomparable. Dès lors, nous sommes en droit d'exiger plutôt des réparations pour toutes les infamies infligées à l'Afrique et la restitution des biens qui lui ont été spoliés à travers les siècles.

Mobilisés par la déclaration d'Amsterdam d'avril 2000, nous, représentant(e)s d'organisations de femmes, de jeunes, de travailleurs ruraux et urbains, de solidarités internationale... réunis du 11 au 14 décembre à Dakar avec le soutien de nos partenaires des autres continents:

- appelons une nouvelle fois à l'annulation immédiate et inconditionnelle de la dette africaine;
- exigeons l'arrêt des programmes d'ajustement structurel, même rebaptisés cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté;
- adoptons le programme ci-après et nous engageons à prendre toutes les mesures nécessaires pour sa mise en œuvre.

1. A court et moyen terme

Nous appelons les mouvements citoyens à intensifier les campagnes visant à obtenir l'annulation inconditionnelle de la dette de l'Afrique et des autres pays du Tiers Monde. Nous préconisons d'utiliser toutes les occasions pour renforcer la pression sur les créanciers de l'Afrique, en oeuvrant ou participant à des initiatives de toutes nature pour attirer l'attention de l'opinion publique mondiale sur la nature criminelle des politiques imposées par le FMI et la Banque mondiale obligeant les pays africains à payer plusieurs fois une dette déjà remboursée. Toutes les réunions de ces deux institutions et des principaux dirigeants occidentaux (G7) ainsi que d'autres rencontres internationales seront autant d'occasions pour manifester notre détermination. Simultanément, nous exigeons de nos gouvernements qu'ils constituent un front des pays endettés et qu'ils répudient la dette extérieure en utilisant les sommes ainsi économisées aux bénéfices de la population.

Pour mieux mettre en œuvre la politique précédente, nous nous attacherons à renforcer le réseau international de lutte contre la dette du Tiers Monde. Nous tâcherons d'abord de renforcer les relations entre organisations engagées dans cette lutte en Afrique et dans les autres pays en voie de développement, dans le cadre du mouvement Jubilé Sud. En effet, nous pensons que le renforcement de tels liens constitue un des gages de la réussite de la campagne pour l'annulation de la dette. La solidarité entre ces organisations constitue le socle sur lequel doit s'édifier la solidarité entre organisations du Sud et du Nord. L'alliance stratégique avec ces dernières constitue un maillon solide de la chaîne de solidarité humaine mondiale pour venir à bout de la résistance et de l'égoïsme des Etats occidentaux et des institutions multilatérales. Dans ce cadre, des campagnes régionales seront menées et articulées à des campagnes internationales.

Il nous faut impliquer massivement l'opinion publique de chaque pays pour exercer les pressions décisives sur les gouvernements afin de les amener à remettre en cause leurs relations avec le FMI et la Banque mondiale et à refuser de payer la dette. La solidarité entre membres du réseau sera forgée et renforcée à travers des échanges de données, l'organisation de manifestations conjointes, l'assistance mutuelle dans le renforcement des capacités humaines et organisationnelles afin d'être mieux préparées à porter la lutte à un niveau supérieur. La crédibilité de la campagne repose sur la capacité des organisations de la société civile à articuler des stratégies cohérentes et à proposer des alternatives. Par conséquent, le renforcement des capacités d'intervention de la société civile est une tâche cruciale dont la mise en œuvre requière un travail patient. Les mouvements citoyens doivent se renforcer pour être en mesure non seulement de réfuter les arguments des créanciers mais surtout pour recentrer le débat et poser les vrais problèmes.

2. Programme stratégique

1. Changement radical de politiques

Il est essentiel de s'attaquer aux facteurs structurels qui sont à la base de la crise de la dette. Il est nécessaire de revoir de fond en comble les politiques d'emprunts extérieurs des pays africains ainsi que l'utilisation de ceux-ci. Quand il s'agit d'y recourir, les institutions parlementaires doivent en être saisies et en délibérer. Des règles transparentes et démocratiques doivent être appliquées sous le contrôle des citoyen(ne)s. Il faut réduire au minimum le recours aux emprunts extérieurs en mobilisant l'épargne intérieure par une politique fiscale progressiste qui amène les plus riches à contribuer fortement à l'effort de développement. Sur le plan extérieur, il faudra agir sur plusieurs fronts. Pour arrêter, voire renverser, la ten-

dance à la détérioration des termes de l'échange, il faudra mettre en place des mécanismes visant à stabiliser les prix des matières premières et des produits de base. Les pays producteurs doivent former des cartels pour défendre ces prix face à leur manipulation par les grandes maisons de négoce du Nord. De même, des accords internationaux de stabilisation des prix doivent être négociés sous l'égide du système des Nations unies. Cela permettra d'augmenter les recettes d'exportation tout en limitant l'épuisement des richesses naturelles et en préservant l'environnement. Dans le même temps, les pays africains doivent accélérer leur intégration économique afin de réduire leur dépendance extérieure, créer les conditions d'un marché régional capable de soutenir une industrialisation régionale, gage d'une diversification des exportations, grâce à une plus grande valeur ajoutée des produits locaux. L'intégration doit s'accompagner de la création de zones monétaires viables dans les différentes régions du continent, seul moyen leur permettant de se soustraire à terme de la tyrannie exercée par les devises étrangères sur les économies du continent.

2. Renforcer la coopération Sud-Sud

La coopération Sud-Sud doit être considérée comme un volet essentiel tant par les mouvements de citoyens que par les gouvernements africains permettant aux pays africains de renforcer la tendance vers moins de dépendance vis à vis des pays développés. Dans cette optique, nous encourageons les pays africains réunis dans l'OUA à exploiter toutes les possibilités qui existent, notamment les recommandations contenues dans le rapport de la Commission Sud, sous la direction de feu Julius K. Nyerere, et à mettre concrètement en œuvre les accords pris entre eux au sommet de Syrte en 1999 en matière d'annulation de dette. La coopération entre pays du Groupe des 77, celle entre pays du G 15 et d'autres

formes de coopération doivent être développées dans tous les domaines. Le premier Sommet du Sud (Groupe des 77), tenu à La Havane (Cuba), du 12 au 14 avril 2000, constitue un événement historique majeur et un pas décisif dans cette direction.

Les mouvements citoyens doivent s'approprier et divulguer largement les traités signés entre les pays du Sud. Les pays africains et leurs partenaires du Sud doivent amener les Nations-Unies à entreprendre des mesures concertées pour décourager la spéculation financière internationale dont les effets dévastateurs ont été mesurés en Asie du Sud-Est, au Brésil et en Russie, au cours des années récentes. L'imposition d'une taxe de type Tobin, dont les recettes doivent être utilisées pour le développement humain, la lutte contre le blanchiment d'argent (notamment par la levée du secret bancaire), ainsi que la fermeture ou l'imposition de sanctions contre les paradis fiscaux constituent des mesures appropriées.

3. Restitutions et réparations

Un autre volet de l'agenda stratégique est la question des restitutions et réparations dues à l'Afrique par les pays occidentaux. L'esclavage, la colonisation et les diverses formes d'exploitation et de pillage des richesses ont laissé l'Afrique exsangue et causé un retard économique, social, scientifique et culturel incommensurable du continent. On ne peut pas comprendre la situation actuelle du continent sans prendre en compte les dévastations, les spoliations et le pillage subis par l'Afrique de la part des pays occidentaux. Dès lors nous sommes fondés à exiger à la fois la restitution de ce qui a été pris de force à l'Afrique et des réparations pour tous les crimes et dommages infligés à ses peuples. Les restitutions concernent tous les biens y compris culturels et scientifiques. Par ailleurs, il s'agit de récupérer les biens mal acquis par les dirigeants africains et les res-

tituer aux populations qui en ont été spoliées. Pour atteindre cet objectif, il importe de mettre en œuvre les procédures juridiques adéquates.

4. Pour un développement endogène

Nous devons substituer au tristement célèbre “Consensus de Washington”, maintenant largement discrédité, une vision de développement inspirée par les valeurs de la Renaissance politique, sociale, culturelle, économique et scientifique africaines en développant un consensus des peuples d'Afrique. Les valeurs fondamentales associées à cette Renaissance sont la restauration de la confiance chez les Africain(e)s, le refus de toute forme de d'oppression et de domination, la culture de la solidarité, l'esprit de compter sur leurs propres forces, de faire confiance à leur génie créateur pour forger une nouvelle civilisation de développement autonome afin d'apporter une contribution de taille à la civilisation universelle. Le concept de développement endogène doit être perçu comme un processus de réflexion stratégique sur les conditions fondamentales d'un développement africain, conçu comme un projet émancipateur multidimensionnel, c'est à dire aux plans économique, social, politique, scientifique, culturel et de genre. La nécessité d'une approche de développement endogène procède de cette vérité historique fondamentale selon laquelle il n'existe pas de “modèle universel”, hors de l'espace et du temps, c'est à dire valable en tous lieux et en tous temps. Le développement est tributaire de l'histoire, de la culture et de l'expérience d'un peuple. Il ne peut être la copie conforme d'une autre expérience, surtout celle fondée sur une vision réductionniste de l'histoire réelle des peuples, remplie de préjugés culturels tenaces et bâtie sur la domination, l'exploitation et le pillage des ressources d'autres peuples. Les contours d'une approche de développement endogène africain pourraient avoir, entre autres, les caractéristiques essentielles suivantes:

- un développement centré sur l'être humain: répondre aux besoins fondamentaux réels exprimés par les peuples africains. L'expérience de l'Afrique a été assez édifiante sur la faillite du modèle néoclassique imposé comme un modèle clé en mains. Plus l'on parle de taux de croissance, plus la pauvreté se répand. Or à quoi sert une "croissance" qui broie les êtres humains et accroît la misère et l'exclusion? La vérité est que la seule forme de développement digne de ce nom est celle qui concourt à l'épanouissement intégral de l'être humain. Compris dans cette optique, le développement est avant tout un phénomène qualitatif et non purement quantitatif. Il n'est plus une recherche effrénée d'accumulation de richesses, souvent pour une poignée d'individus, mais la recherche permanente de solutions aux problèmes fondamentaux de la majorité du peuple;

- un développement reposant avant tout sur notre vision de notre avenir et la défense de nos intérêts fondamentaux. Donc, un développement conçu et mis en œuvre par les Africain(e)s eux-mêmes et selon leurs priorités. En effet, la deuxième rupture fondamentale à opérer est le rejet d'un développement importé qui considère le continent comme un "souk" ou l'on déverse les déchets des pays les plus industrialisés;

- une autre caractéristique de la nouvelle approche du développement est que celle-ci ne doit plus être une affaire "d'élite", mais un développement participatif, inclusif et démocratique. En particulier, c'est un développement s'appuyant sur l'agriculture et la mobilisation des immenses ressources matérielles et humaines de ce secteur et intériorisé à la fois par les intellectuels et les non-intellectuels, par le monde rural et les zones urbaines. Ceci pose la question de la Renaissance culturelle africaine et l'utilisation des langues africaines dans la conception et la mise en œuvre des programmes

de développement. Introduire les langues nationales africaines, c'est permettre à des centaines de millions d'Africains d'utiliser leurs facultés créatrices pour participer pleinement à l'élaboration des stratégies et politiques de développement. Sans la participation consciente du peuple à la définition de politiques qui affectent sa vie et son avenir, il ne pourra jamais y avoir de développement, car le peuple est la force motrice de tout processus de transformation économique et sociale.

La nouvelle approche doit également mettre l'accent sur la recherche de l'autonomie collective du continent en besoins essentiels et stratégiques, sur les plans agricole et industriel. Pour cela, s'inscrire dans la dynamique de l'intégration africaine, cadre fondamental d'un développement endogène durable. C'est un truisme que de dire que sans intégration, l'Afrique n'a aucune chance de se développer. Les vicissitudes de l'histoire ont fait de l'Afrique l'un des continents les plus émiettés au monde. C'est l'un des facteurs essentiels de son retard et de sa marginalisation actuelle. Au vingt-et-unième siècle, l'Afrique ne sera africaine que si le continent parachève son intégration et parle d'une seule et unique voie dans le concert des nations. Cette approche n'implique pas un repli de l'Afrique sur elle-même. Au contraire, il s'agit d'assurer la participation des peuples du continent à un processus de mondialisation alternatif à la globalisation néolibérale. Nous nous prononçons en faveur d'une mondialisation basée sur une entente des peuples du Nord et du Sud donnant la priorité à la satisfaction des besoins humains fondamentaux.

Voilà pourquoi l'Afrique doit renouer avec l'idéal du panafricanisme. Cela veut également dire que nous devons marcher sur nos deux jambes, c'est à dire prendre l'agriculture comme base du développement et jeter les bases d'une industrie moderne et performante. Un autre développement signifie promouvoir et garantir la justice socia-

le, l'égalité des sexes, la démocratie et le respect des droits humains. L'étendue de la pauvreté et de l'exclusion est le résultat de l'influence néfaste de la politique du "tout au marché" et de la recherche effrénée du profit privé qui a poussé l'Etat à abandonner la politique visant à promouvoir l'équité et la justice sociale. Un autre développement en Afrique implique la création de nouvelles institutions de développement, dont un nouvel Etat débarrassé de son héritage colonial oppresseur, exploiteur et répressif. En fait, il est impératif de remettre en cause toutes les institutions héritées de la colonisation et créer à leur place de nouvelles institutions adaptées à une approche endogène et autonome. L'Etat et la plupart des institutions actuelles sont de type "élitiste" et calqués sur leurs homologues européens. C'est pourquoi ils participent plus de la répression et de l'exploitation des peuples africains qu'à la création de conditions leur permettant de développer tout leur potentiel et de s'épanouir. En effet, des institutions créées pour asservir les Africains ne pourront en aucun cas servir à les libérer. Il faut donc de nouvelles institutions, dont la nature et les fonctions sont complètement différentes de celles héritées de la colonisation. Il s'agit de mettre en place un nouvel Etat qui garantisse l'équité entre tous et favorise un développement humain intégré.

La question de la gouvernance doit être examinée et résolue sous cet angle et non dans l'optique préconisée par les pays occidentaux, qui ne vise qu'à faire de nos institutions des instruments encore plus dociles au service de leurs intérêts. Les citoyen(ne)s doivent se réapproprier les espaces perdus par la démocratie.

Les institutions conformes à un développement endogène, conçu par et pour les Africains, seront des instruments de libération des peuples d'Afrique, des institutions auxquelles ils s'identifieront intimement, parce qu'ayant participé à leur élaboration, comprenant leur nature et maîtrisant leurs fonctionnements.

15. Appel des mouvements sociaux

(Porto Alegre, Brésil, janvier 2001)

En janvier 2001, la première édition du Forum social mondial est organisée à Porto Alegre, une ville du Sud du Brésil à haute valeur symbolique pour le mouvement altermondialiste: Porto Alegre, c'est par excellence la ville du "budget participatif", ce système original de démocratie directe qui permet la prise de décision des citoyen(ne)s dans la gestion de la cité et dans le choix des politiques menées par la municipalité, notamment en matière de services sociaux, de transports, de logement, etc.

Le Forum social mondial de Porto Alegre, organisé en contrepoint du Forum économique mondial de Davos, qui réunit chaque année, en Suisse, les grands argentiers de la planète et les promoteurs de la mondialisation capitaliste (chefs d'Etats et de gouvernements, directeurs d'institutions financières internationales, de grandes entreprises, etc.), est pour le mouvement altermondialiste l'occasion, au gré d'un forum comptant des centaines de conférences, de débats, de séminaires et d'ateliers, de démontrer la capacité d'analyse, d'élaboration et de proposition d'un mouvement social international à tort présenté par ses détracteurs comme un front "antimondialiste" dogmatiquement enfermé dans une logique stérile et rétrograde d'opposition systématique au "progrès néolibéral". Depuis cette ville du Sud où ils sont réunis, les quelque 20.000 participants au FSM témoignent de l'impérieuse nécessité d'une mondialisation alternative et prouvent qu'ils sont partie prenante de cette alternative en construction.

Fort des centaines de conférences, séminaires et ateliers organisés en son sein, le Forum social mondial est un extraordinaire espace de débats, creuset d'innombrables alternatives portées par une constellation d'associations, d'organisations, d'acteurs sociaux, économiques, culturels, etc. Cette première édition, mise sur pieds dans des délais très courts, est un succès qui ouvre la porte aux Forums ultérieurs: 20.000 participants en 2001, 60.000 en 2002, 100.000 en 2003. Et pour la première édition du FSM hors du Brésil et de Porto Alegre, à Mumbai, en Inde (janvier 2004), 100.000 personnes seront au rendez-vous.

Parallèlement au Forum social mondial proprement dit, dont les débats ne donnent lieu à aucune déclaration ou prise de position officielle, un certain nombre de mouvements sociaux et d'activistes présents à Porto Alegre estiment qu'il est important de conclure leur participation à cette première édition du FSM par une déclaration publique, rédigée et adoptée collectivement. C'est "l'Appel des mouvements sociaux", dont le principe sera répété lors des éditions ultérieures du Forum social mondial et lors des Forums sociaux continentaux qui verront le jour dès l'année suivante. Objectif: proposer une synthèse des analyses et des revendications portées par les mouvements sociaux engagés dans la lutte contre les politiques néolibérales et établir un calendrier d'action pour des mobilisations communes, concertées, dans une alliance large et combative. Le CADTM a participé à la rédaction du premier appel reproduit ici ainsi qu'à ceux qui ont suivi.

En tant que forces sociales venant du monde entier, nous nous sommes réunis ici au Forum social mondial de Porto Alegre. Syndicats et ONG, mouvements et organisations, intellectuels et artistes, nous construisons ensemble une grande alliance afin de créer une société nouvelle, loin de la logique actuelle qui ne valorise que le marché et l'argent. Davos symbolise la concentration des richesses, la globalisation de la pauvreté et la destruction de notre planète. Porto Alegre symbolise la lutte et l'espoir d'un monde nouveau possible, où l'être humain et la nature sont au centre des préoccupations.

Nous faisons partie d'un mouvement en pleine croissance depuis Seattle. Nous défions les élites et leurs procédés antidémocratiques, représentés au sommet économique de Davos. Nous venons pour partager nos combats, pour échanger nos expériences, renforcer notre solidarité et manifester notre refus radical des politiques néolibérales de la globalisation actuelle.

Nous sommes des femmes et des hommes: paysannes et paysans, travailleuses et travailleurs, salariés, étudiants, chômeuses et chômeurs, peuples indigènes et noirs, venant du Nord et du Sud, engagés dans la lutte pour les droits des peuples, pour la liberté, la sécurité, l'emploi et l'éducation. Nous sommes contre l'hégémonie du capital, la destruction de nos cultures, le monopole du savoir, les médias de masse, la dégradation de la nature et de la qualité de vie causée par les corporations multinationales et les politiques antidémocratiques. L'expérience de la démocratie participative, comme à Porto Alegre, démontre que des alternatives concrètes sont possibles. Nous réaffirmons la suprématie des droits de l'homme, des droits de l'écologie et des droits sociaux sur les exigences du capital et des investisseurs.

Au fur et à mesure que notre mouvement se fortifie, nous résistons à l'élite globale afin d'améliorer l'égalité, la justice sociale, la démocratie et la sécurité pour tous, sans aucune distinction. Nos méthodes et nos alternatives contrastent fortement avec les politiques destructrices du néolibéralisme.

La globalisation renforce un système sexiste, patriarcal, qui favorise l'exclusion et la féminisation de la pauvreté. Il exacerbe toutes les formes de violence à l'encontre des femmes. L'égalité homme-femme est une dimension centrale de notre combat. Sans elle, un autre monde ne sera jamais possible.

La globalisation néolibérale déchaîne le racisme, en continuité avec le génocide causé par des siècles d'esclavage et de colonialisme, qui ont détruit les fondements des civilisations et des sociétés noires d'Afrique. Nous appelons tous les mouvements à se solidariser avec le peuple africain, du continent et ailleurs dans le monde, pour défendre son droit à la terre, à la citoyenneté, à l'égalité et à la paix à travers la reconnaissance de la dette historique et sociale. Le trafic d'esclave et l'esclavage sont des crimes contre l'humanité.

Nous exprimons tout spécialement notre reconnaissance et notre solidarité aux peuples indigènes dans leur combat historique contre le génocide et l'ethnocide et pour la défense de leurs droits, de leurs ressources naturelles, de leur culture, de leur autonomie, de leur terre et de leur territoire.

La globalisation néolibérale détruit l'environnement, est néfaste pour la santé et les conditions de vie du peuple. L'atmosphère, l'eau, la terre et les êtres humains également sont transformés en marchandises. La vie et la santé doivent être reconnus en tant que droits

fondamentaux et il faut soumettre les décisions économiques à ce principe.

La dette extérieure des pays du Sud a été payée plusieurs fois. Injuste, illégitime et frauduleuse, elle fonctionne comme un instrument de domination, privant les peuples de leurs droits fondamentaux, avec pour seul objectif celui de favoriser le système d'usure international. Nous exigeons son annulation sans conditions et la réparation des dettes historiques, sociales et écologiques, ceci constituant les premières mesures d'une solution définitive aux crises que la dette extérieure provoque.

Les marchés financiers exploitent les richesses et les ressources des populations et soumettent les économies nationales aux va-et-vient des spéculateurs. Nous réclamons la suppression des paradis fiscaux et l'introduction d'impôts sur les transactions financières.

Les privatisations transfèrent les biens publics et les ressources vers les multinationales. Nous sommes opposés à toute forme de privatisation des ressources naturelles et des biens publics. Nous lançons un appel afin de les protéger et d'offrir à toutes et à tous une vie digne.

Les compagnies multinationales contrôlent la production mondiale grâce au chômage massif, aux bas salaires et au travail peu qualifié. Elles refusent de reconnaître les droits fondamentaux des travailleurs, tels qu'ils ont été définis par l'OIT. Nous réclamons la reconnaissance réelle des droits des syndicats à s'organiser et à négocier afin d'obtenir de nouveaux droits pour les travailleurs. Alors que les biens et les capitaux peuvent traverser librement les frontières, les restrictions concernant les mouvements de population

exacerbent l'exploitation et la répression. Nous exigeons la fin de ces restrictions.

Nous demandons un système commercial juste et qui garantisse le plein emploi, l'autosuffisance alimentaire, des échanges équitables et la prospérité locale. Le "libre échange" n'est pas aussi libre que cela. Les règles du commerce global permettent aux multinationales d'accumuler très rapidement richesse et pouvoir et génèrent en même temps une plus grande marginalisation et un plus grand appauvrissement des paysannes et des paysans, des travailleuses et des travailleurs ainsi que des entreprises locales. Nous demandons aux gouvernements de respecter leurs obligations, suivant en cela les règles internationales sur les droits de l'homme et les accords internationaux sur l'environnement. Nous en appelons à votre soutien pour les mobilisations contre la création de la zone de libre échange des Amériques, une initiative qui signifie la reconquête de la région et la perte des droits humains fondamentaux: les droits sociaux, économiques, culturels et environnementaux.

Le FMI, la Banque mondiale et les banques régionales, l'OMC, l'OTAN et d'autres alliances militaires sont une partie des acteurs de la globalisation multinationale. Nous exigeons qu'ils cessent d'interférer dans les politiques nationales. Ces institutions n'ont aucune légitimité aux yeux des peuples et nous continuerons à protester contre leurs mesures.

La globalisation néolibérale a provoqué la concentration des terres et a favorisé une agriculture transnationalisée, néfaste à l'environnement et aux structures sociales. Elle se base sur la production pour l'exportation qui suppose de grandes plantations et des barrages qui ont comme corollaire l'expulsion des gens de leur terre et la destruction de leurs moyens de subsistance. Ceux-ci doivent leur

être rendus. Nous demandons une Réforme Agraire démocratique qui donnerait au paysan l'usufruit de la terre, de l'eau et des graines. Nous favorisons des systèmes agricoles d'autosuffisance. Les graines et le matériel génétique font partie du patrimoine de l'humanité. Nous exigeons l'abolition de l'utilisation des plantes transgéniques et des brevets sur la vie.

Aux mains des multinationales, la militarisation et la globalisation se soutiennent afin d'ébranler la démocratie et la paix. Nous refusons complètement que la guerre soit l'unique façon de résoudre les conflits. Nous sommes contre la course à l'armement et le commerce des armes. Nous exigeons la fin de la répression et de la criminalisation de la revendication sociale. Nous condamnons les interventions militaires étrangères dans les affaires internes de nos pays. Nous exigeons la levée des embargos et des sanctions qui sont utilisées comme moyen d'agression et nous exprimons notre solidarité avec ceux qui souffrent de leurs conséquences. Nous refusons l'intervention militaire des États-Unis en Amérique latine par l'intermédiaire du Plan Colombie.

Nous appelons au renforcement de notre alliance face à ces thèmes essentiels et à l'organisation d'actions communes. Nous continuerons à nous mobiliser autour de ces actions jusqu'au prochain forum. Nous reconnaissons que nous disposons à présent d'une position plus favorable pour entreprendre le combat en vue d'un monde différent, sans misère, sans faim, sans discrimination ni violence et pour une meilleure qualité de vie, dans l'équité, le respect et la paix.

Nous nous engageons à soutenir toutes les luttes de l'agenda collectif qui mobilise l'opposition au néolibéralisme. (...)

Ces propositions définies font partie des projets alternatifs élaborés par les mouvements sociaux du monde entier. Elles ont pour principe l'idée que les êtres humains et la vie ne sont pas des marchandises. De la même façon, elles sont guidées par l'engagement pour le bien-être et les droits humains de toutes et de tous.

Notre participation au forum social mondial a enrichi notre compréhension de chacun de nos combats et nous en sommes sortis plus forts. Nous en appelons aux peuples du monde entier afin qu'ils nous rejoignent dans notre lutte pour la construction d'un futur meilleur. Le forum social de Porto Alegre est un pas vers la souveraineté des peuples et vers un monde juste.

16. Une autre Europe pour une autre mondialisation.

Déclaration finale du Congrès européen citoyen

(Liège, Belgique, septembre 2001)

C'est à un moment tout à fait particulier que s'est tenu le Congrès européen citoyen de Liège, en septembre 2001. Deux mois à peine s'étaient écoulés depuis les "événements" de Gênes, en Italie, et la sauvage répression par la police italienne de l'immense mobilisation contre le sommet du G8, dans une tentative extrêmement brutale et froidement planifiée de criminaliser et diviser le mouvement. Le CADTM, participant actif au contre-sommet organisé par le Forum social de Gênes (regroupant plus d'un millier d'organisations), avait pu, en même temps que tous ses partenaires

italiens et internationaux, prendre toute la mesure de la violence d'Etat exercée contre les dizaines de milliers de manifestants pacifiques (ils étaient environ 300.000 le samedi 21 juillet, au lendemain de l'assassinat par les carabinieri du jeune Gênois Carlo Giuliani), de son caractère prémédité, ainsi que de la virulente campagne de propagande orchestrée par des médias aux ordres qui l'avaient préparée, accompagnée, puis défendue et légitimée. Les militants et sympathisants du CADTM présents sur place s'étaient immédiatement associés à la dénonciation publique de cette violence sanglante (un mort, des centaines de blessés) et de la tentative de criminalisation de la contestation.

Rappelons ici que si cette tentative de criminalisation du mouvement a échoué, elle n'en a pas moins bénéficié par la suite d'une totale impunité, à l'instar des commanditaires et des exécutants de la violence dirigée contre les manifestants - dont certains, en 2004, sont toujours poursuivis par la justice italienne...

Dans l'esprit de beaucoup, et à de multiples égards, Gênes a constitué un tournant, à la fois symbolique, politique, traumatique et fondateur pour le mouvement altermondialiste - et singulièrement pour des milliers de jeunes, qui vécurent là leur première expérience politique -, au même titre que Seattle avait pu l'être en décembre 1999. Avec une mobilisation quantitativement beaucoup plus importante, annonciatrice de celles qui allaient suivre, notamment contre la guerre - les guerres.

Moment particulier également, pour le Congrès citoyen de Liège en 2001, parce qu'il se déroulait moins de deux semaines après les attentats du 11 septembre à New York et Washington, qui allaient déboucher sur la guerre contre l'Afghanistan puis contre l'Iraq. Immédiatement après le 11 septembre, les tenants de la mon-

dialisation néolibérale avaient décrété la fin du mouvement altermondialiste. Le succès du Congrès fut un signal, parmi d'autres, de la vanité de leur espoir.

Moment particulier enfin parce qu'il était légitime pour les participants à ce Congrès européen de nourrir quelques inquiétudes, dans ces conditions, quant aux mobilisations programmées dans les semaines suivantes, et notamment celles de Gand et de Bruxelles, en Belgique, à l'occasion du sommet européen de Laeken (décembre 2001).

C'est dans ce climat que le millier de délégués venus de toute l'Europe et réunis sur les hauteurs de Liège ont adopté la déclaration suivante, particulièrement détaillée et argumentée, et qui affirme notamment la nécessité d'une alternative citoyenne à la construction européenne imposée "d'en haut". Soulignons que la quatrième partie de ce texte ("Un autre mode de développement") reprend très largement les propositions avancées par le CADTM.



Pour les tenants de la mondialisation néolibérale, l'avènement de la monnaie unique - l'euro - est une fin en soi qui suffit à prouver l'éclatante réussite de la construction européenne. Parallèlement, lors de son discours au Parlement européen de Strasbourg en février 2000, le président de la Commission européenne, Romano Prodi, s'est félicité que "l'efficacité de l'action des institutions européennes est sa source principale de légitimité". Nous nous opposons à cette double analyse envisageant la construction européenne sous son seul aspect économique et faisant fi des procédures démocratiques les plus élémentaires. Arguant du fait que nos sociétés modernes

sont devenues trop complexes, la Commission européenne prône une “gouvernance organique post-parlementaire”, où les pouvoirs des Parlements seraient réduits pour faire place à des négociations par secteurs avec les groupes d'intérêt - les “lobbies”- concernés. Nous refusons que la démocratie et la citoyenneté soient sacrifiées au nom d'une gouvernance subdivisée en sous-gouvernements d'intérêts sectoriels privés. La seule légitimité politique émane des citoyennes et citoyens et de leurs représentants, pas d'une fantasmagorique “efficacité”.

La construction européenne actuelle est essentiellement déterminée par les intérêts des institutions financières et des grandes entreprises - en particulier par la Table ronde des industriels européens et par l'Unice. De ce fait, l'Union européenne, en son état actuel, représente un puissant moteur de la mondialisation néolibérale. Elle appuie les organisations internationales qui la soutiennent, telles l'OMC, le FMI, la Banque mondiale et l'OTAN. En outre, sa logique institutionnelle est tellement complexe et opaque que des représentants européens dénoncent eux-mêmes le déficit démocratique qu'elle engendre.

C'est pourquoi nous désirons reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière et promouvoir une construction européenne fondée sur les intérêts des citoyennes et des citoyens. Une Europe pacifique et solidaire des autres peuples du monde.

Suivant l'esprit de l'appel de Morsang, nous sommes déterminés à agir localement en pensant globalement, afin de ramener l'économie au service des citoyennes et citoyens, dans le respect de l'environnement. Dans ce but, nous avançons nos alternatives pour une autre fiscalité, pour une Europe sociale et un renforcement des serv-

ices publics d'intérêt général, pour une autre organisation du commerce international et pour une autre mondialisation - une mondialisation citoyenne garantissant une justice sociale et une démocratie planétaire.

1. Une autre fiscalité pour une économie au service de l'humain

Avec l'avènement de la globalisation financière, la construction européenne a adopté, dès 1990, le modèle économique néolibéral basé sur la liberté de circulation des capitaux. Parallèlement, la politique fiscale européenne actuelle vise essentiellement à favoriser les spéculateurs et les entreprises multinationales, l'objectif final étant de leur permettre d'investir où ils veulent, quand ils veulent et à des conditions fixées par eux.

Les citoyennes - plus que les autres - et les citoyens sont les victimes de cette logique de course aux profits créatrice d'inégalités. Les conséquences sociales désastreuses des crises financières ont montré clairement les limites d'un développement prioritairement axé sur le profit financier à court terme et la spéculation.

Par ailleurs, l'idéologie néolibérale contribue à discréditer la fiscalité aux yeux de l'opinion publique, alors qu'elle est un outil efficace pour redistribuer équitablement les richesses. C'est pourquoi il est urgent de prendre des mesures destinées à rétablir un contrôle politique sur l'économie et d'y limiter le pouvoir des multinationales afin qu'elle soit au service de tous les citoyens et pas seulement du monde financier. En particulier, dans le domaine des marchés financiers et dans celui de la fiscalité au sein de l'Union européenne, nous demandons de:

- Etablir une taxe à deux niveaux sur les transactions financières impliquant une opération de change (proposition de Spahn à partir de l'idée de Tobin): une taxe permanente à très faible taux en période de stabilité des cours de change et une taxe très élevée, appliquée de façon automatique, lorsque les cours de change entre deux monnaies sortent d'un couloir défini autour du taux de change moyen des 20 derniers jours (selon le principe du "serpent monétaire"). Selon les projections réalisées, le seul rendement de la taxe à faible taux rapporterait au minimum le montant total actuel de l'aide publique au développement versée au pays en développement. Une telle taxe pénaliserait fortement les allers-retours spéculatifs à court terme, tandis que son taux faible ne perturberait pas le fonctionnement des marchés ni les investissements alimentant l'économie productive. Sur le plan technique, la centralisation informatique de la liquidation des opérations de change internationales, par le biais de la société de routage financier Swift, facilite grandement la faisabilité d'une telle taxe, puisque pratiquement tous les échanges internationaux de devises sont "traçables" et dénoués dans cet unique lieu. Sur le plan politique, il n'est pas nécessaire d'attendre que tous les pays du monde soient d'accord pour établir la taxe. L'Union européenne pourrait créer une "zone de type Tobin" avec les autres pays qui le souhaitent et appliquer une taxe plus élevée pour les transactions opérées entre la "zone de type Tobin" et le reste du monde. De la sorte, le reste du monde aurait intérêt à rejoindre la "zone de type Tobin" qui s'étendrait progressivement à tous les pays.

- Etablir un impôt boursier européen, également simple à appliquer techniquement, puisque pratiquement toutes les transactions boursières internationales sont "traçables" et liquidées dans les deux sociétés internationales de "clearing", Clearstream et Euroclear.

- Démanteler les paradis fiscaux, lieu de passage et de recyclage des capitaux de la criminalité financière et du terrorisme (entre 500 et 1500 milliards de dollars sont blanchis annuellement). Des mesures contraignantes existent: l'Union européenne pourrait établir une taxe punitive sur les transactions provenant des paradis fiscaux, afin d'annihiler l'avantage tiré de cette politique fiscale déloyale. Parallèlement, il est nécessaire de lever le secret bancaire pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale, le détournement de fonds publics et la corruption.

- Placer les sociétés de "clearing" (Euroclear et Clearstream) sous le contrôle démocratique d'une organisation publique de tutelle, afin de les rendre transparentes. En effet, l'absence de contrôle public et l'opacité des transferts internationaux de valeurs mobilières offrent un outil efficace pour la criminalité financière et le terrorisme.

- Etablir une harmonisation fiscale incluant des mécanismes de redistribution des richesses: alors que des distorsions fiscales au sein d'une même zone monétaire sont susceptibles de créer une nouvelle forme de spéculation au sein de l'Euroland, l'accord actuel ne vise que les revenus d'intérêt des personnes physiques et est conditionné à un accord avec les principales places financières mondiales. Parallèlement, les réformes fiscales engagées dans la plupart des Etats membres visent principalement à alléger la facture des entreprises et des hauts revenus, et particulièrement à favoriser les placements financiers qui alimentent la bulle spéculative. Il est nécessaire de renverser cette tendance par l'établissement d'une politique fiscale européenne socialement juste et écologiquement durable.

- Garantir une répartition démocratique des richesses par l'intégration au niveau local des citoyennes et citoyens dans le processus de décision de l'affectation de ces richesses, selon le modèle

du budget participatif mis en place à Porto Alegre (Brésil). Seule une telle politique fiscale démocratique et réellement redistributive permettra de redonner tout son sens citoyen à l'impôt. Les Etats de l'Union européenne doivent garantir une taxation réellement égale entre les petites et moyennes entreprises et les multinationales. Ils doivent également garantir une égalité de taxation entre le travail et le capital.

2. Une Europe sociale et un renforcement des services publics d'intérêt général

L'Europe sociale est inlassablement sacrifiée au nom de rendements élevés à offrir aux investisseurs, notamment par la définition de critères de convergence inscrits en 1992 dans le traité de Maastricht: politique monétariste gérée par une Banque centrale européenne indépendante du pouvoir politique, stabilité des prix (l'inflation ne peut dépasser 2%) et austérité budgétaire (le déficit ne peut dépasser 3% du PIB).

Suivant l'objectif unique de stabilité des prix, la Banque centrale européenne brise la croissance et l'emploi, tandis que les gouvernements européens poussent les salaires à la baisse en permettant l'existence d'une "armée de chômeurs" concurrençant les salariés et les contraignant à accepter une "flexibilisation" sans cesse accrue des conditions de travail. Ainsi, alors que l'Union européenne représente la première puissance commerciale mondiale, 20% de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Nous refusons que les citoyennes et citoyens soient réduits à des variables ajustables à merci pour le seul bénéfice d'actionnaires exigeant des rendements de 12 à 15%. C'est pourquoi nous exigeons de:

- promouvoir le plein-emploi, c'est-à-dire un contrat à temps plein, à durée indéterminée et payé décemment, en l'imposant comme nouveau critère de convergence européen. Cela passe par une réduction généralisée du temps de travail, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire;
- établir une politique monétaire orientée vers la croissance et l'emploi, ce qui passe par un contrôle démocratique de la Banque centrale européenne;
- garantir un revenu minimum assurant la satisfaction des droits humains fondamentaux tels que définis par la Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948);
- sanctionner les entreprises licenciant en situation de bénéfices, afin d'empêcher le développement des "licenciements boursiers" dont le but est de satisfaire les actionnaires aux dépens des salariés;
- mener un débat sérieux sur l'activation du temps de liberté par la déconnexion des notions de revenu et de travail et l'instauration d'un revenu inconditionnel d'existence;
- renforcer le système de retraite par répartition, car la prolifération des fonds de pension par capitalisation exacerbe la bulle financière et provoque des licenciements massifs au nom du sacrosaint rendement financier à atteindre. La principale menace qui pèse sur le système par répartition n'est pas d'ordre démographique, mais est liée au sous-emploi que le gouvernement d'entreprise des fonds de pension exacerbe. Seule une politique de plein-emploi peut garantir l'accès universel à une retraite décente. Promouvoir les

fonds de pension pour garantir un tel accès est donc un dangereux non-sens.

Dans le même temps, l'austérité budgétaire et la concurrence fiscale réduisent les capacités de financements publics et mènent au démantèlement des services publics d'intérêt général. L'accélération de la libéralisation et des privatisations de ces services est une menace pour les usagers, surtout que le morcellement des sociétés publiques permet de privatiser les segments rentables et de laisser à la charge de la collectivité les segments non rentables.

Nous refusons que l'accès aux services publics d'intérêt général soient limités à des "clients" suffisamment solvables. Les concepts d'efficacité et de rentabilité sociale ne peuvent être définis selon des critères strictement économiques et productivistes. De nouveaux indicateurs doivent être mis en place, afin de redéfinir l'universalité d'accès et la finalité de réduction des inégalités comme principes de base de la mission de service public d'intérêt général - ce qui entre en totale opposition avec la politique de libéralisation et de privatisation actuellement à l'œuvre. Un véritable service public doit obéir à un certain nombre de principes de base tels que: égalité, continuité, adaptabilité, neutralité et accessibilité. Nous défendons l'idée que les textes européens doivent imposer à chaque pays membre d'assurer, sur base de ces principes, des services publics accessibles à chacun; le choix de l'opérateur (public - privé - mixte) ressortissant de la seule responsabilité nationale. Le renforcement et l'élargissement des services publics pourraient, dans certains cas, passer par le concept d'entreprise publique communautaire. Parallèlement, le rôle déterminant rempli par les services publics demande que les agents qui y exercent leurs compétences puissent bénéficier de conditions de travail spécifiques. Nous réaffirmons le "statut des agents des services publics". Il ne pourra y avoir d'amélioration

dans la qualité des services publics sans le maintien et l'amélioration de ce statut, gage d'indépendance et de reconnaissance justifiées par la contribution que ces agents apportent au fonctionnement de rouages essentiels de l'existence humaine, depuis la naissance jusqu'à la mort.

Dans le même esprit, nous nous opposons aux pressions des entreprises, de la Commission européenne et de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en faveur d'un rapprochement toujours grandissant entre l'enseignement et le secteur privé. Loin de nous rassurer, les déclarations des ministres européens de l'enseignement à la Sorbonne (1998) et à Bologne (1999) n'ont apporté aucune garantie quant à d'éventuelles dérives mettant en danger la constitution d'un enseignement démocratique et libre d'accès. Si certaines avancées ont été enregistrées à Prague (2001), la notion de "compétitivité" de l'enseignement a contre toute logique été conservée.

Nous nous opposons au glissement de la notion d'"éducation citoyenne" vers celle de la "compétence", et par extension au remplacement de la finalité d'"emploi" à cette d'"employabilité". Nous pensons que l'enseignement doit se concevoir dans le cadre d'un projet de vie au sein duquel l'activité professionnelle ne constitue qu'un pôle, à côté d'autres pôles tels que la culture et l'attitude citoyenne. L'enseignement doit développer l'articulation entre le savoir-faire et le savoir-être. C'est pourquoi nous demandons:

- l'arrêt de la "marchandisation" de l'éducation, ce qui implique de retirer l'éducation de l'OMC et plus précisément de l'accord général sur le commerce et les services (AGCS);

- l'affirmation du principe de liberté d'accès à l'enseignement, et ce sans discrimination sociale, culturelle, économique ou géographique;

- un refinancement public de l'enseignement, afin qu'il puisse répondre à l'attente des étudiants et des citoyennes et citoyens en général;

- que tout projet de réforme de l'enseignement fasse l'objet d'un large débat public et démocratique sur ses missions et les moyens de les rencontrer.

Enfin, nous encourageons la constitution d'alliances entre les mouvements sociaux et citoyens européens, afin que la construction européenne n'implique pas une réduction des acquis sociaux au plus petit dénominateur commun. Au contraire, nous exigeons que la constitution d'une Europe sociale autour du plus grand commun multiple devienne une priorité.

Pour ce faire, vu l'émergence de nouveaux acteurs sociaux dans le champ occupé jadis par les presque seules organisations syndicales, il est impératif d'assurer la convergence des terrains de lutte afin que les acteurs sociaux, dans leur diversité, jouent un rôle de complémentarité au lieu de se consacrer à une concurrence préjudiciable à chacun. Ceci implique de:

- sortir des combats spécifiques, assurer un appui réciproque dans les différents combats, mutualiser les réflexions, établir un cadastre de revendications fédératrices et recréer des solidarités autour de thèmes pourtant spécifiques à une seule frange;

- fixer des rendez-vous où lutte et réflexion sont menées en commun et inscrire ce mouvement social européen dans la lutte globale contre la mondialisation néolibérale;
- lutter pour le maintien et l'extension des libertés syndicales, y compris le respect de droit de grève collectif et individuel.

3. Une autre organisation du commerce international

Depuis Seattle, aucune réforme n'est intervenue et l'OMC (Organisation mondiale du commerce) porte toujours les mêmes caractéristiques condamnables: une institution opaque et non démocratique, au service des pays riches et dont les accords sont des facteurs très puissants de maintien des déséquilibres mondiaux et d'appauvrissement des populations du Sud. L'OMC continue de prôner l'ouverture des marchés au profit des multinationales et les "groupes spéciaux" de son Organe de règlement des différends (ORD) continuent de rendre des jugements, d'autoriser des sanctions et d'établir une jurisprudence ne tenant aucun compte de la santé publique, de l'environnement, des droits humains ou du travail. Au contraire, l'Union européenne prône un nouveau round qui s'ajouterait aux négociations de "l'agenda incorporé" (services, agriculture et droits de propriété intellectuelle) et inclurait notamment des matières comme l'investissement, l'environnement et les droits sociaux. En outre, les propositions de la Commission de modifier l'article 133 du traité risque de mener à une formulation de la politique de commerce encore moins transparente et contrôlable.

Nous rejetons cette logique et exigeons un moratoire sur tout nouveau round. Toute nouvelle négociation sur de nouvelles matiè-

res doit être subordonnée à une réforme profonde de l'organisation du commerce international, à une évaluation des accords existants et de leur impact et à leur modification en conséquence. L'organisation du commerce international ne peut continuer d'être gérée par une institution non démocratique. C'est pourquoi il est nécessaire de:

- démocratiser radicalement l'organisation du commerce international en accordant au Tiers Monde la place qu'il mérite et en mettant fin à la nature oligarchique de l'actuelle OMC que lui octroie la confusion entre ses pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires;

- mettre fin à la pratique du secret qui affecte le fonctionnement de la plupart des organes de l'OMC, à la pratique de la "green room" et à l'artifice démocratique que représente la méthode du "consensus";

- sortir l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC et la transformer en une véritable Cour commerciale internationale fonctionnant selon les règles de droit et non plus les rapports de force. Actuellement, l'ORD rend une justice profondément inégalitaire - une sanction vis-à-vis des pays riches n'ayant pas le même poids qu'une sanction envers les pays pauvres -, cumule les pouvoirs et impose ses propres normes sans se soucier des normes du droit international;

- imaginer des systèmes de prise de décision qui associent toutes les catégories de pays et qui ne considèrent comme acquises que les décisions ayant fait l'objet d'un accord formel des Etats membres;

- organiser un contrôle parlementaire de l'organisation du commerce international, non par une assemblée parlementaire consultative, comme proposé, mais par un exercice accompli par chaque parlement des Etats membres;
- au niveau européen, le mandat de négociateur unique confié à la Commission européenne doit faire l'objet d'une approbation et d'un contrôle parlementaire direct. Les travaux du comité 133 (ordres du jour, notes déposées et procès-verbaux) doivent être systématiquement portés à la connaissance du Parlement européen et des parlements de chaque Etat membre.

Outre cette démocratisation radicale de l'organisation du commerce international, il est nécessaire d'en modifier la logique. Le monde n'est pas une marchandise et l'humanité n'est pas une ressource. Or, l'OMC place la liberté de commercer des entreprises transnationales au-dessus des droits humains et environnementaux. Au contraire, les compétences de l'OMC doivent être limitée au commerce et les règles du commerce mondial doivent être subordonnées à des critères environnementaux, sociaux et culturels stricts, c'est-à-dire au droit international reconnu, ce y compris la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Parallèlement, l'Union européenne doit prendre des initiatives pour pénaliser les violations des droits économiques, sociaux et culturels (doc. E/C/.12/1999/9) par des entreprises européennes.

Il faut ensuite garantir la satisfaction des besoins humains fondamentaux en évacuant du champ du commerce international les secteurs vitaux: la santé, l'éducation, la culture, l'agriculture, l'approvisionnement en eau et plus généralement les services publics d'intérêt général sont des droits fondamentaux et doivent donc être

exclus de l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS). De la même manière, en voulant traiter les produits de l'agriculture comme n'importe quelle marchandise, l'OMC risque de compromettre gravement la sécurité alimentaire des peuples.

D'une part, alors que les pays en développement ont été tenus d'abaisser leurs tarifs douaniers et de réduire les subventions versées à leur secteur agricole, des exemptions ont été octroyées aux pays riches pouvant subventionner allègrement leur agro-industrie d'exportation (sous le masque d'aides dites découplées), ce qui implique une concurrence mondiale déloyale condamnant les paysans du Sud à aller gonfler les bidonvilles.

D'autre part, alors que près de la moitié du budget de l'Union européenne est destinée à l'agriculture, 80% des subventions agricoles sont accaparées par 15% des plus gros agriculteurs (puisque distribuées selon les superficies cultivées ou l'effectif du bétail, et non selon le nombre d'actifs ou la qualité des services non marchands rendus à la collectivité - dont la protection de l'environnement et la qualité des produits). Comme la majeure partie de ces subventions sont des aides directes compensant la baisse des prix agricoles (devenus inférieurs aux coûts de production), ce sont aussi des subventions aux firmes agroalimentaires productivistes, responsables des catastrophes sanitaires et économiques de ces dernières années (vache folle, poulet à la dioxine, fièvre aphteuse, etc.). Il est nécessaire de rompre radicalement avec cette double tendance, ce qui implique de:

- garantir la sécurité alimentaire, reconnaître le droit à la souveraineté alimentaire et à la protection à l'importation et promouvoir l'adoption du "Code de conduite sur le droit à une nourriture adéquate" du FIAN (Foodfirst Information Action Network);

- garantir la sécurité sanitaire des aliments par une traçabilité stricte des produits;

- promouvoir une agriculture paysanne et citoyenne - à la fois “multifonctionnelle” (respectueuse de l'environnement, de l'emploi rural, des paysages, de la vie animale, etc.) et socialement et écologiquement durable. Il est dans ce but nécessaire d'appliquer des mesures de protection à l'importation qui permettront de rémunérer par les prix agricoles et sans aides directes les agriculteurs situés dans les zones agro-climatiques plus favorables (couvrant au moins la moitié de la production européenne de chaque produit protégé). Les aides directes doivent être essentiellement versées aux agriculteurs des zones moins favorisées (dans la limite d'un plafond par actif) et il est nécessaire de soumettre les agriculteurs à une forte éco-conditionnalité. Parallèlement, il faut interdire l'exportation des produits protégés à l'importation ou recevant des aides directes, afin d'éviter tout dumping, et les prélèvements variables perçus à l'importation doivent être ristournés aux pays pauvres, en vue d'y financer des actions réduisant leur dépendance alimentaire.

Enfin, l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) entraîne la privatisation des savoirs et du vivant, favorise la constitution de monopoles, dénie au plus grand nombre le droit aux soins et aux médicaments et empêche les pays pauvres d'améliorer leurs niveaux de vie et de développer leurs savoir-faire techniques. Il est donc nécessaire de sortir l'ADPIC de l'OMC et de:

- déclarer l'eau, l'air, les semences et le vivant biens communs inaliénables de l'humanité soustraits à toutes logiques marchandes;

- distinguer clairement les notions d'“invention” et de “découverte”, afin de limiter les octrois de brevets aux “inventions”;
- garantir à chaque pays le droit de produire et de distribuer sur son territoire les médicaments de base, en particulier ceux susceptibles d'enrayer des épidémies telles le SIDA, le paludisme et la tuberculose.

4. Un autre mode de développement

L'évolution de l'économie mondiale au cours des deux dernières décennies a montré que le Tiers Monde ne pouvait financer un développement durable par le biais de marchés financiers instables et concentrés sur une vingtaine de pays en développement. Parallèlement, les conditionnalités des prêts du FMI et de la Banque mondiale, appuyées par l'Union européenne dans sa politique de coopération, ont entraîné des réformes macroéconomiques creusant les inégalités, la pauvreté et l'endettement.

Aussi est-il nécessaire que le Tiers Monde se libère de sa dépendance envers les capitaux internationaux et les prêts multilatéraux par la création d'un fonds de développement suffisamment conséquent et démocratiquement contrôlé par les femmes et les hommes des pays concernés (ce qui implique l'établissement d'un mécanisme de surveillance). Ce fonds doit être alimenté par différentes sources:

- L'annulation de la dette du Tiers Monde: la dette du Tiers Monde a été remboursée six fois depuis 1980, mais elle a quadruplé depuis lors, suite à l'échec des programmes du FMI et de la Banque mondiale. Cette dette, dont une large part n'a jamais profité aux

populations locales - fruit de la complicité entre prêteurs et emprunteurs - et est donc illégitime, implique des transferts massifs de capitaux du Sud vers les créanciers du Nord (quelque 300 milliards de dollars annuels). Elle se substitue aux budgets sociaux et permet une re-colonisation économique du Tiers Monde par les pays riches, alors qu'à l'analyse, ce sont ces pays riches qui ont une dette écologique et sociale envers le Tiers Monde. L'Union européenne, dont les membres sont parmi les principaux actionnaires du FMI et de la Banque mondiale, doit assurer sa responsabilité en la matière, afin de réorienter ses rapports avec le Sud;

- La rétrocession des biens mal acquis par les élites du Sud: les peuples du Sud ont été pillés par les pires dictatures soutenues par les pays du Nord et profitant d'un système d'impunité structurelle; ces avoirs frauduleux doivent être rétrocédés, ce qui implique la ratification de la Convention de Rome, la réalisation d'enquêtes internationales et la levée du secret bancaire;

- La taxation des transactions financières (type Tobin): en présumant que l'introduction d'une telle taxe freinerait les opérateurs et diminuerait le volume des transactions à 500 milliards de dollars par jour, une taxe de 0,1% dégagerait annuellement 120 milliards de dollars;

- L'augmentation de l'aide publique au développement à au moins 0,7% du PNB, tel que les pays de l'Union européenne se sont engagés à le faire notamment lors de la conférence de Rio en 1992 (la moyenne des Etats membres de l'Union européenne plafonne à 0,4%);

- L'établissement d'un impôt mondial exceptionnel sur les grosses fortunes, tel que l'a proposé la CnuCED en 1995;
- L'établissement d'un programme international de conversion des dépenses militaires en dépenses sociales et culturelles.

Ce fonds s'élevant à quelque 1000 milliards de dollars (alors que les Nations unies évaluent à 80 milliards la somme nécessaire pour assurer un accès universel aux services sociaux de base) doit permettre aux pays du Sud de progressivement établir un modèle de développement endogène, largement financé par leur épargne et leurs ressources intérieures et adapté à leurs besoins et à leurs richesses naturelles et culturelles spécifiques. Aussi, la participation active des citoyens et citoyennes du Sud dans les prises de décision doit être encouragée et toute conditionnalité politico-économique imposée par les créanciers doit être abolie. Cependant, il est essentiel d'ouvrir le débat autour d'une politique, de sorte que les accords commerciaux tiennent compte du degré de respect du droit international et des progrès observés dans l'abrogation des lois d'impunité.

Nous appuyons également les mouvements sociaux du Tiers Monde qui, lors de la conférence de l'ONU contre le racisme à Durban, ont exigé des réparations pour les crimes qui ont été commis au cours de l'histoire contre leurs peuples (notamment la "traite des Noirs" et l'esclavage).

Ensuite, fruit de la surproduction imposée par les plans d'ajustement structurel depuis deux décennies, les cours des matières premières du Sud ont chuté de manière quasiment continue, ce qui rend les termes de l'échange désavantageux pour les pays pauvres. Ces termes de l'échange doivent être équitables et permettre au Tiers Monde

de tirer le juste prix de ses richesses. Il faut donc assurer des termes de l'échanges équitables par l'établissement d'un mécanisme de garantie des revenus d'exportation du Sud (stabiliser le prix des matières premières, constituer des stocks régulateurs, etc.).

Parallèlement, les règles de l'OMC sont largement défavorables aux pays du Tiers Monde, le tout au détriment des paysans et des populations du Sud. Cette logique doit être inversée, ce qui implique de soutenir le droit du Sud au protectionnisme, notamment pour acquérir une souveraineté alimentaire et favoriser les producteurs locaux. De façon générale, tous les peuples ont le droit de concevoir leur propre développement sans être tenus de se référer au modèle dominant, dont les ravages sociaux et écologiques sont patents. Aucun développement ne peut être durable si son contenu n'est pas radicalement changé et son financement ne sera pas possible sans que les marchés financiers, hautement opaques et spéculatifs, ne soient contrôlés. Cela implique d'assurer une "traçabilité" de toutes les opérations financières et de contrôler les mouvements de capitaux au niveau international.

Plus globalement, la mondialisation néolibérale et ses acteurs majeurs - organisations internationales, entreprises transnationales, banques, holdings financiers et gouvernements - doivent respecter le droit international reconnu (Déclaration universelle des droits de l'Homme, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, accords multilatéraux sur l'environnement, conventions de base de l'OIT, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Convention européenne des droits de l'Homme, Convention de Genève, etc.). Il existe notamment des bases dans le droit international permettant d'exiger d'autres comportements de la part des institutions financières internationales.

Nous exigeons que les droits économiques soient défendus de la même façon que les droits civils et politiques, ce qui implique dans un premier temps d'adopter un Protocole tel que demandé en 1993 par la conférence de Vienne, et dans un second temps de pouvoir juger les crimes économiques comme des crimes contre l'Humanité imprescriptibles par nature. Le premier devoir de la justice, où que ce soit, doit être de faire respecter les droits humains fondamentaux, au Nord comme au Sud, à commencer par ceux définis par la Déclaration universelle des droits de l'Homme - notamment le droit d'asile et le droit de circulation des êtres humains. Toute politique doit être guidée par cette priorité.

17. Appel de la Marche mondiale des femmes. Pour un monde égalitaire, solidaire, démocratique et pacifique

(Montréal, Québec, Canada, octobre 2001)

L'idée d'organiser une marche mondiale des femmes en l'an 2000 est née suite à la Marche des femmes contre la pauvreté qui a eu lieu en 1995 au Québec. Cette marche, initiée par la Fédération des femmes du Québec, a mobilisé l'ensemble du mouvement féministe, appuyé par de larges secteurs de la population. Lors de la Marche de 1995, la présence d'une vingtaine de femmes venues de pays du sud soulignait la nécessité de mondialiser les solidarités. C'est à l'occasion de la quatrième Conférence mondiale des Nations unies sur les Femmes, tenue à Pékin en septembre de la même année, qu'a été lancée l'idée de la Marche mondiale des Femmes,

pour avancer dans cette mondialisation des résistances et des solidarités. Lancée officiellement en 2000 par la fédération des femmes du Québec, l'initiative a, depuis lors, recueilli l'adhésion de près de 6.000 organisations de femmes de 161 pays du monde.

Au cours de l'année 2000, ces femmes ont mené de nombreuses actions nationales et internationales, qui ont culminé le 17 octobre 2000 avec de grandes mobilisations, partout dans le monde, dont une marche devant les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) à Washington, pour dénoncer les bases capitalistes, néolibérales et patriarcales de leurs politiques ainsi que les conséquences néfastes des programmes d'ajustement structurel et de la dette extérieure imposés aux pays du Sud et de l'Est, intimement liés à l'augmentation effroyable de la pauvreté et de la violence faite aux femmes. Portant les revendications de la Marche mondiale des femmes, elles ont exigé une transformation radicale du modèle de développement imposé par la mondialisation économique actuelle. Simultanément, elles ont remis aux Nations unies une pétition comptant 5.084.546 signatures recueillies aux quatre coins du monde pour exiger que l'ONU prenne des mesures concrètes pour "éliminer la pauvreté et assurer un partage équitable de la richesse mondiale entre les riches et les pauvres et entre les femmes et les hommes, et pour éliminer la violence faite aux femmes et assurer l'égalité entre les femmes et les hommes" (à ce sujet, lire notamment la lettre adressée par la Marche mondiale des femmes au FMI et à la Banque mondiale, reproduite pour partie dans le livre Sortir de l'Impasse - voir la partie de ce livre consacrée aux publications du CADTM).

Un an plus tard, devant le mutisme opposé par les gouvernements nationaux, les Nations unies et les institutions financières internationales à leurs revendications, et devant l'augmentation

constante de la pauvreté et de la violence envers les femmes, elles ont décidé, lors de leur troisième rencontre internationale, en octobre 2001, de poursuivre la Marche mondiale des femmes. La déclaration que voici clôturait leurs travaux.

Nous, les femmes de la Marche mondiale, sommes entrées dans le troisième millénaire en marchant contre la pauvreté et contre toutes les formes de violences envers les femmes parce que ces deux plaies défigurent l'humanité, la fragilisent, engendrent des réactions terribles de haine, de cruauté, de désespoir et bloquent tout espoir de vivre dans un monde solidaire, égalitaire, pluraliste, pacifié et pacifique. Dans tous les pays nous avons marché contre les injustices, l'ignorance, les violences, les intégrismes, le racisme, les discriminations, les exclusions, les guerres, et contre tous ces maux qui servent de terreau à tous les terrorismes.

Nous, déléguées de 35 pays et territoires, réunies à Montréal, pour la troisième rencontre internationale de la Marche mondiale, condamnons encore une fois et avec la plus grande vigueur tous les actes terroristes perpétrés sur la planète dont ceux du 11 septembre constituent une barbarie de plus. Les milliers de citoyenNEs tuéEs sauvagement dans ces attentats rejoignent les milliers et les milliers de personnes civilEs innocentEs qui, bien avant le 11 septembre, ont été elles aussi rayéEs brutalement de l'humanité, victimes d'actes terroristes tout aussi barbares, de guerres abusivement qualifiées "d'humanitaires" ou guerres de "basse intensité", de violences étatiques, de blocus économiques, d'occupations, de colonialismes, de génocides, d'oppressions patriarcales (crimes "d'honneur", violences domestiques, mutilations génitales, trafic sexuel), de faim, de misères engendrées par les inégalités intolérables du système éco-

nomique mondial. Notre compassion va à toutes les victimes et à tous leurs proches.

Nous, femmes de la Marche mondiale, nous nous sommes présentées devant l'ONU il y a exactement un an pour dénoncer vigoureusement les multiples guerres sales qui ravagent nos peuples. Nous avons identifié clairement les acteurs qui mènent le jeu et dont les intérêts se renforcent mutuellement: grandes puissances, industrie de l'armement, compagnies transnationales, gouvernements corrompus, dictateurs, intégristes religieux, crime organisé, marchands de drogues. Nous nous sommes présentées comme les témoins vivants des violences et des injustices subies par des milliers de femmes en raison de conflits armés. Nous avons crié: les femmes de la planète ne veulent plus mettre au monde des enfants pour la guerre. Nous avons réclamé le respect des droits humains, l'application de toutes les conventions de l'ONU, le règlement politique négocié de ces conflits. Nous n'avons pas été entendues. Aujourd'hui, alors que nous assistons au retour en force des guerriers de tout genre, notre voix s'élève plus forte encore, pour rappeler:

- la poudrière que constituent l'occupation par Israël des territoires palestiniens, leur utilisation des événements du 11 septembre pour légitimer et accentuer les agressions contre le peuple palestinien, leur refus de travailler à une solution politique négociée du conflit selon les résolutions de l'ONU;

- la durée, l'ampleur, l'intensité des tragédies du Rwanda, de l'Angola, du Burundi, de la Sierra Leone, de la République démocratique du Congo, du Libéria, du Soudan, de l'Ethiopie, de l'Erythrée, du Sri Lanka;

- les massacres en Algérie; les horreurs vécues au Timor oriental; la situation au Mexique et en Indonésie (Mollesques);
- le sort des prisonniers politiques qui agonisent dans les prisons turques, marocaines et dans tant d'autres prisons à travers le monde;
- l'impact sur les populations civiles des conflits dans les Balkans, au Kurdistan, en Géorgie, en Tchécénie et dans tant d'autres pays;
- les fragilités et les ratés du processus de paix en Irlande du Nord.

Nous ressentons dans notre chair les violations sans nom que les Talibans imposent aux femmes afghanes depuis déjà une décennie, en toute impunité et forts de l'inaction complice de la communauté internationale. Les femmes de Birmanie, d'Iran, d'Iraq, du Pakistan ne connaissent pas un meilleur sort. Nous savons les conséquences sur les populations latino-américaines du plan Colombie orchestré et financé par les Etats-Unis. Nous redisons notre indignation face à la situation d'oppression vécue par les peuples autochtones partout à travers le monde. Nous portons en nous tous les conflits du monde. Nous ne voulons plus de guerre. Nous, femmes de la Marche mondiale, manifestons donc notre totale opposition à l'utilisation d'une intervention armée contre un pays ou un groupe de pays pour résoudre la crise engendrée par les événements du 11 septembre parce que:

- cette intervention créera davantage de souffrances et de destructions sans résoudre aucunement les problèmes qui en sont à

la source; au contraire elle aggravera la pauvreté et l'humiliation des populations affectées;

- nous le savons d'expérience, les femmes et les enfants sont toujours les premières victimes des conflits armés avec les populations les plus défavorisées. Déjà la menace d'une intervention militaire des forces de l'OTAN a jeté sur les routes des milliers de citoyenNEs afghanEs déjà dramatiquement appauvriEs;

- le gouvernement des Etats-Unis, appuyés par des alliés inconditionnels, renforcera sa position hégémonique de gendarme du monde, continuera d'imposer son "nouvel ordre mondial" et de s'opposer à ces instruments internationaux indispensables à la paix, au développement durable et au respect des femmes que sont, entre autres, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le protocole de Kyoto, le Traité instituant la Cour pénale internationale, la Convention sur les mines antipersonnelles;

- l'industrie des armes et les budgets militaires vont croître au détriment des programmes de santé, d'éducation, de sécurité sociale, de protection de l'environnement;

- nombre de gouvernements en profiteront pour alimenter la xénophobie, pour resserrer encore plus leurs frontières s'érigant ainsi en forteresse contre les immigrantEs et les réfugiéEs, pour mettre en péril et même supprimer les droits civils et les libertés fondamentales en particulier celles des femmes, pour criminaliser tout mouvement d'opposition à la mondialisation néo-libérale et sexiste actuelle;

- elle provoquera le renforcement des dictatures et des intégrismes religieux de tout acabit.

Nous, femmes de la Marche mondiale des femmes:

- exigeons que les coupables des attentats soient identifiés clairement et traduits en justice. Le droit doit prévaloir sur l'esprit de vengeance et sur les justiciers;

- appuyons les voix de plus en plus nombreuses de citoyenNEs et de groupes qui, aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde, réclament un changement de cap radical de la politique extérieure américaine;

- demandons que l'ONU joue un rôle beaucoup plus actif pour empêcher toute intervention militaire dans la crise actuelle, mette un terme à toute forme d'intervention, d'agressions ou d'occupations militaires actuellement en cours, garantisse le droit d'asile et assure le droit des personnes réfugiées de retourner dans leur pays d'origine;

- exigeons que tous les pays ratifient et appliquent la Convention sur les mines anti-personnel;

- affirmons l'urgence de règlements politiques négociés de tous les conflits dans lesquels les femmes doivent être partie prenante;

- exigeons la levée immédiate des embargos et des blocus (Cuba, Iraq) qui affectent principalement les femmes et les enfants;

- exigeons l'interdiction totale de la production et de la vente d'armes et exigeons des Etats de mettre en œuvre des politiques de désarmement en ce qui a trait autant aux armes classiques qu'aux armes nucléaires et biologiques.

Nous, femmes de la Marche mondiale des femmes, proposons la construction longue, patiente et inlassable de la paix, de la justice, de la démocratie et de l'égalité entre les femmes et les hommes comme alternatives aux actes terroristes et aux interventions armées. Nous réitérons notre volonté de vivre dans un monde davantage préoccupé de la sécurité des personnes que de la sécurité des nations et où chaque être humain jouit des mêmes droits et des mêmes libertés quels que soient le sexe, l'origine ethnique, la nationalité, la religion, l'orientation sexuelle. Nous, les femmes de la Marche mondiale nous associons solidairement à toutes ces forces qui, partout sur la planète, sont à l'œuvre pour affirmer "qu'un autre monde est possible" et pour le réaliser... maintenant!

18. Deuxième appel des mouvements sociaux

(Porto Alegre, Brésil, février 2002)

Pour beaucoup, les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis devaient signer l'arrêt de mort du mouvement altermondialiste: fallacieusement assimilé par certains à un redoutable nid de terroristes potentiels, le mouvement n'allait pas survivre à la croisade antiterroriste menée par les gouvernements occidentaux au nom de la démocratie et de la liberté. C'est précisément le contraire qui s'est produit: devant l'agressivité, l'arrogance et l'unilatéralisme

guerrier du gouvernement états-unien et de ses alliés, devant le caractère impérialiste de leurs offensives contre l'Afghanistan puis l'Iraq, le mouvement altermondialiste a démontré qu'il pouvait renforcer ses mobilisations, partout dans le monde, et singulièrement contre l'état de guerre globale, "préventive" et désormais permanente promu et imposé aux peuples du monde par les croisés du "Bien".

Cette opposition radicale et déterminée à la guerre, couplée avec le rejet des options néolibérales, s'exprimera dès lors comme valeur commune et centrale du mouvement, renforçant encore sa popularité et sa capacité de mobilisation, comme on le verra d'abord en Italie, peu de temps après le 11 septembre 2001, lorsque près de 300.000 manifestants, encore sous le choc de la sanglante répression policière de Gênes, lors du sommet du G8, se rassembleront pour une marche de 20 kilomètres contre la guerre, entre Perouse et Assise. Puis lors des mobilisations immenses qui verront des millions de personnes descendre dans les rues partout dans le monde au cours des mois suivants - et particulièrement le 15 février et le 20 mars 2003, en opposition à la guerre contre l'Iraq.

Le texte du deuxième appel de l'Assemblée des mouvements sociaux témoigne de cette détermination. Il est adopté par les mouvements réunis dans cette Assemblée à l'occasion du Forum social mondial de Porto Alegre, qui accueille pour sa deuxième édition 60.000 participants, venus de plus de 130 pays. Trois fois plus que l'année précédente...

Résistance au néolibéralisme, à la guerre et au militarisme: pour la paix et la justice sociale

1. Face à la détérioration croissante des conditions de vie des peuples, nous, mouvements sociaux du monde, nous sommes réunis à plusieurs dizaines de milliers au second Forum social de Porto Alegre. Nous sommes ici ensemble malgré les tentatives pour briser notre solidarité. Nous sommes revenus pour poursuivre nos luttes contre le néolibéralisme et la guerre, pour confirmer nos engagements de l'an passé et réaffirmer qu'un autre monde est possible.

2. Notre diversité est grande - femmes et hommes, jeunes et adultes, peuples indigènes, ruraux et urbains, travailleurs et chômeurs, sans abris, retraités, étudiants, immigrés, peuples de toutes croyances, couleurs et préférences sexuelles. Cette diversité fait notre force. Elle est la base de notre unité. Notre mouvement de solidarité est global, uni dans une même détermination contre la concentration de la richesse, l'extension de la pauvreté et des inégalités, contre la destruction de notre terre. Nous construisons des solutions alternatives, et nous les mettons en œuvre de façon créative. Nos luttes et résistances sont le ciment d'une large alliance contre un système basé sur le sexisme, le racisme et la violence, un système qui privilégie systématiquement le capital et le patriarcat sur les besoins et les aspirations des peuples.

3. Ce système est dramatique. Chaque jour, des femmes, des enfants, des personnes âgées meurent de faim, ou faute d'accès aux soins médicaux. Des familles entières sont expulsées de leur foyer par faits de guerres, par des projets industriels pharaoniques, par le dessaisissement de leurs terres, et par des désastres environnementaux. Des sociétés entières souffrent du chômage, des attaques contre

les services publics et des solidarités sociales. C'est pourquoi au Nord comme au Sud, on voit se multiplier des luttes et des résistances pour la dignité et le respect.

4. Les événements du 11 septembre ont introduit une rupture dramatique. Après les attaques terroristes que nous condamnons sans réserve, de même que nous condamnons toute attaque contre des civils partout dans le monde, le gouvernement des Etats-Unis et ses alliés ont déclenché une riposte militaire massive. Au nom de “la guerre contre le terrorisme”, des droits civiques et politiques sont remis en question partout dans le monde. La guerre contre l'Afghanistan, dans laquelle des méthodes terroristes sont utilisées, est en voie de s'étendre à d'autres fronts. On assiste de ce fait au début d'une guerre globale permanente qui vise à renforcer la domination du gouvernement des Etats-Unis et de ses alliés. Cette guerre révèle une autre face du néolibéralisme, brutale et inacceptable. L'islam est satanisé tandis que le racisme et la xénophobie sont délibérément exacerbés. Les médias de masse prennent une part active dans cette campagne en divisant le monde entre “bien et mal”. L'opposition à la guerre est constitutive de notre mouvement.

5. La déstabilisation du Moyen-Orient s'en est trouvée accrue, fournissant un prétexte à une répression redoublée contre le peuple palestinien. Nous considérons qu'il y a urgence à nous mobiliser en solidarité avec le peuple palestinien et son combat pour l'autodétermination alors qu'il subit une occupation brutale par l'Etat d'Israël. Cette question est vitale pour la sécurité collective de tous les peuples de la région.

6. L'actualité inscrit nos combats dans l'urgence. En Argentine, la crise financière causée par la politique d'ajustement structurel du FMI, et une dette sans fin ont précipité la crise sociale et politique.

Spontanément, les classes moyennes et les travailleurs se sont mobilisés, subissant une répression meurtrière et provoquant la chute de gouvernements. *Cacerolazos*, *piquetes* et mobilisations populaires, se sont développés autour de demandes élémentaires, nourriture, emploi et logement. Nous rejetons la criminalisation des mouvements sociaux en Argentine et condamnons les attaques contre les droits démocratiques et la liberté. Nous condamnons également l'avidité et le chantage pratiqués par les multinationales, appuyés par les gouvernements des pays riches.

7. L'effondrement de la multinationale Enron illustre la banqueroute de l'économie casino et la corruption d'hommes d'affaires et de politiciens, qui ont délibérément sacrifié les salaires et les retraites des salariés. Dans les pays en voie de développement, cette multinationale menait des activités frauduleuses. Ces projets ont conduit à l'expulsion de populations entières de leur terre et à de fortes hausses du prix de l'eau et de l'électricité...

8. Le gouvernement des Etats-Unis, dans ses efforts pour protéger les intérêts des grandes entreprises, s'est refusé avec arrogance à respecter les accords de Kyoto sur le réchauffement de la planète, les traités antimissiles et antibalistiques, les conventions sur la biodiversité, la conférence de l'ONU contre le racisme et l'intolérance, les discussions sur les livraisons d'armes légères. Tout ceci prouve, une fois de plus, que l'unilatéralisme des Etats-Unis sape les tentatives pour trouver des solutions multilatérales aux problèmes globaux.

9. A Gênes, le G8 a échoué dans la fonction de gouvernement global qu'il s'était attribué. Confronté à une mobilisation et à une résistance massives, les gouvernements du G8 ont répondu par la violence et la répression, traitant comme des criminels ceux qui avaient osé protester. Cette politique d'intimidation a échoué.

10. Tout ceci se déroule dans un contexte de récession mondiale. Le modèle économique néolibéral détruit les droits et les moyens d'existence des peuples. Ne reculant devant rien pour protéger leurs marges de profits, les multinationales licencient, réduisent les salaires et ferment les entreprises. Les gouvernements gèrent cette crise économique en privatisant, en effectuant des coupes claires dans les budgets sociaux, et en s'attaquant aux droits des travailleurs. Cette récession montre le caractère mensonger des promesses néolibérales de croissance et de prospérité.

11. Le mouvement global pour la justice sociale et la solidarité doit relever d'énormes défis: notre combat pour la paix et la sécurité collective implique de s'attaquer à la pauvreté, aux discriminations, aux dominations et de s'engager dans la construction d'une société durable et alternative. Les mouvements sociaux condamnent énergiquement la violence et le militarisme comme moyens de résolution des conflits. Ils condamnent la multiplication des conflits de faible intensité, les opérations militaires telles que le plan Colombie ou le plan Puebla-Panama, le commerce des armes et l'augmentation des dépenses militaires, le blocus économique contre les peuples, en particulier contre Cuba, mais aussi contre l'Iraq et d'autres pays. Ils condamnent l'escalade répressive contre les syndicats, les mouvements sociaux et les militants.

Nous soutenons les luttes des syndicats et des salariés tant du secteur traditionnel que du secteur informel. Ces luttes sont essentielles pour défendre les conditions de travail et de vie, le droit de s'organiser, de se mettre en grève, de négocier des accords collectifs à différents niveaux, et d'obtenir l'égalité des salaires et des conditions de travail entre femmes et hommes. Nous rejetons l'esclavage, l'exploitation des enfants. Nous soutenons les luttes des syndicats et des travailleurs contre la précarisation, la stratégie de sous-traitance

du travail et de licenciement. Nous exigeons de nouveaux droits transnationaux pour les salariés des compagnies multinationales et de leurs filiales, en particulier dans le domaine de la syndicalisation et de la négociation collective. Nous soutenons également les mouvements paysans, les mouvements populaires en lutte pour la préservation de leurs terres, de leurs forêts, de leur eau, pour des conditions de vie correctes.

12. Les politiques néolibérales génèrent misère et insécurité. Elles ont considérablement augmenté l'exploitation sexuelle et les trafics de femmes et d'enfants. Pauvreté et insécurité créent des millions de migrants qui se voient déniés leur dignité, leur liberté et leurs droits fondamentaux. Nous exigeons le respect de la liberté de circulation, le droit à l'intégrité physique et un statut légal pour tous les migrants. Nous défendons le droit des peuples indigènes et exigeons l'inclusion de l'article 169 de l'OIT dans les législations nationales, et son application.

13. La dette externe des pays du Sud a été remboursée plusieurs fois. Illégitime, injuste et frauduleuse, la dette fonctionne comme un instrument de domination, au seul service d'un système d'usure internationale. Les pays qui exigent le paiement de la dette sont ceux-là mêmes qui exploitent les ressources naturelles et les savoirs traditionnels du Sud. Nous demandons son annulation sans condition ainsi que la réparation pour les dettes historiques, sociales et écologiques.

14. L'eau, la terre, les aliments, les bois, les semences, les cultures et les identités des peuples sont le patrimoine de l'humanité pour les générations actuelles et futures. Il est donc fondamental de préserver la biodiversité... Les peuples ont droit à une alimentation permanente et à une nourriture saine, libre de tout organisme généti-

quement modifié. Car l'autosuffisance alimentaire locale, régionale et nationale est un droit élémentaire; en ce sens, les réformes agraires démocratiques et l'accès des paysans à la terre sont fondamentaux.

15. Le sommet de Doha a confirmé le caractère illégitime de l'Organisation mondiale du commerce. Son "agenda de développement" défend uniquement les intérêts des multinationales. En lançant un nouveau cycle, l'OMC se rapproche de son objectif d'une marchandisation globale. Pour nous, la nourriture, les services publics, l'agriculture, la santé et l'éducation ne sont pas à vendre. Les licences ne doivent pas être utilisées contre les pays pauvres et leur population. Nous rejetons donc le brevetage et le commerce du vivant. L'OMC relaie ce programme global par des traités régionaux de libre échange et des accords sur les investissements. En protestant et en se mobilisant massivement contre l'ALCA, les peuples expriment leur rejet de tels accords, assimilés à une nouvelle colonisation à la destruction de droits et de valeurs fondamentales, sociales, économiques, culturelles et environnementales.

16. Nous renforcerons notre mouvement en menant des actions et des mobilisations communes pour la justice sociale, pour le respect des droits et des libertés, pour la qualité de la vie, l'égalité, la dignité et la paix.

Nous luttons:

- pour le droit des peuples à connaître et critiquer les décisions de leur propre gouvernement, particulièrement en ce qui concerne leur politique au sein des institutions internationales. Les gouvernements sont comptables devant leur peuple. Alors que nous

luttons pour l'établissement d'une démocratie électorale et participative dans le monde, nous insistons sur la nécessité de démocratiser les Etats et les sociétés, de lutter contre les dictatures;

- pour l'abolition de la dette externe et les réparations;
- pour contrer les activités spéculatives: nous demandons la création de taxes spécifiques telles que la taxe Tobin et l'abolition des paradis fiscaux;
- pour le droit à l'information;
- pour les droits des femmes, contre la violence, la pauvreté et l'exploitation;
- pour la paix, nous affirmons le droit de tous les peuples à la médiation internationale avec la participation d'acteurs de la société civile indépendants. Contre la guerre et le militarisme, contre les bases et les interventions militaires étrangères, et l'escalade systématique de la violence, nous privilégions le dialogue, la négociation et la résolution non violente des conflits;
- pour le droit des jeunes à l'accès à une éducation publique gratuite, à l'autonomie sociale et pour l'abolition du caractère obligatoire du service militaire;
- pour l'autodétermination de tous les peuples, en particulier des peuples indigènes.

19. Charte du CADTM France

(Paris, France, mai 2002)

Le CADTM France a démarré son activité de fait en février 2001. Au moment de structurer officiellement l'association, en avril 2002, ses membres fondateurs ont souhaité pouvoir disposer d'un texte de référence faisant office de socle commun de travail, par souci de clarté et de cohérence.

Nous, membres du CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde), considérons la dette extérieure publique du Tiers Monde comme illégitime et immorale, pour plusieurs raisons:

1. Elle a été contractée très souvent par des régimes non démocratiques, qui n'ont pas utilisé les sommes reçues dans l'intérêt de leurs populations, et ont souvent organisé des détournements massifs d'argent, avec l'accord tacite ou actif des Etats du Nord, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Les créanciers qui ont prêté en connaissance de cause à des régimes corrompus ne sont pas en droit d'exiger des peuples qu'ils remboursent.

2. Le remboursement de la dette est contraire à la garantie des besoins humains fondamentaux, que nous considérons comme supérieurs aux considérations purement financières; sous le poids des plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale, le remboursement s'opère au détriment de la satisfaction de ces besoins (santé, éducation, alimentation, eau...).

3. Elle a été remboursée plusieurs fois; par exemple, en 2002, pour 1\$ dû en 1980, les pays en développement en ont remboursé 7,5 et en doivent encore 4.

4. Elle conduit les Etats du Sud, souvent pourvus en richesses humaines et naturelles considérables, à un appauvrissement général à cause d'un pillage organisé dont le système de l'endettement est le principal ressort.

Le CADTM France revendique l'annulation totale et inconditionnelle de la dette extérieure publique des pays en développement et la création de fonds nationaux de développement contrôlés par les populations locales, alimentés par les annulations de dette, par la restitution des biens mal acquis par les élites du Sud, par une augmentation de l'aide publique au développement pour laquelle les Etats du Nord ne respectent pas leurs engagements, et par d'autres fonds, comme ceux qui résulteraient d'une taxe de type Tobin par exemple. Nous affirmons qu'il y a urgence à mettre en œuvre ces mesures seules capables de construire des relations justes et équitables entre les différentes populations du monde.

Les allègements fort médiatiques consentis ces dernières années par les pays industrialisés ne correspondent absolument pas aux besoins. Ils sont totalement insuffisants puisque 80% des pauvres de cette planète ne vivent pas dans les pays concernés, et iniques puisqu'ils sont appliqués sous conditions de politiques ultra-libérales déstructurant les services sociaux, n'hésitant pas à causer des dégâts irréversibles à l'environnement et impliquant une réelle perte de souveraineté. Enfin, ces allègements très partiels sont étalés sur de nombreuses années, laissant le fardeau de la dette à la charge des générations à venir.

Nous nous engageons donc au sein du CADTM France à œuvrer pour:

- améliorer l'information et la formation sur les problèmes de développement et les relations Nord-Sud, notamment sur la problématique de la dette;
- prendre toutes initiatives, organiser toutes actions, diffuser toutes informations, réaliser tous projets de nature à favoriser la solidarité internationale entre citoyennes et citoyens du monde, qu'ils vivent au Nord ou au Sud, à l'Est ou à l'Ouest;
- favoriser l'émergence d'un monde plus juste dans le respect de la souveraineté des peuples et de la justice sociale.

Nous, membres du CADTM France, sommes conscients que notre pays est directement impliqué dans ce mécanisme infernal qui ponctionne de nombreux pays et qu'il en tire profit. En liaison avec le CADTM international, nous sommes prêts à assumer une responsabilité particulière d'information des citoyens et d'interpellation de notre gouvernement et de toute organisation impliquée dans le processus de la dette, dans le but d'obtenir l'abolition de la dette pour libérer le développement des pays du Sud.

20. Assemblée européenne et appel des mouvements sociaux

(Florence, Italie, novembre 2002)

On a parlé plus haut de l'opposition totale à la guerre portée par le mouvement altermondialiste. Le Forum social européen de Florence est l'occasion de voir cette opposition se traduire en mobilisations d'une ampleur sans précédent, et dont l'impact politique se révélera considérable: c'est en conclusion du FSE qu'un million de personnes manifeste dans les rues de Florence, et que l'assemblée des mouvements sociaux, une nouvelle fois réunie, lance en coordination avec les coalitions anti-guerre l'appel à la manifestation mondiale d'opposition à la guerre contre l'Iraq, qui verra plus de douze millions de personnes (dont plus de la moitié en Europe) défilé dans les rues des grandes villes de la planète le 15 février 2003, suivis de plusieurs millions lors des manifestations suivantes, le 20 mars 2003. Il faut souligner la très vigoureuse mobilisation des jeunes à ces manifestations historiques, ainsi qu'une importante participation des syndicats.

Deux mois plus tard, en juin 2003, la conférence de Djakarta, en Indonésie, constituera un nouveau pas franchi dans le rapprochement et la collaboration étroite des mouvements anti-guerre et altermondialiste. Il y sera notamment décidé d'étendre la lutte contre la guerre à des mobilisations communes, par exemple contre l'occupation de l'Iraq, contre les bases militaires états-uniennes, contre l'intervention russe en Tchétchénie, pour les droits des Palestiniens, pour le désarmement ou pour l'instauration d'un tribunal international jugeant les responsables de la guerre contre l'Iraq.

Le Forum social de Florence est la première concrétisation européenne du processus enclenché par le Forum social mondial, traduit au niveau continental. C'est la naissance du Forum social européen, qui se déplacera l'année suivante à Paris puis à Londres en octobre 2004. Le précédent de Porto Alegre essaime, se... "mondialise". Les Forums continentaux (régionaux), dans la droite ligne des forums mondiaux, ouvrent la voie aux forums nationaux et locaux, qui transformeront l'événement en processus et la mobilisation d'apparence ponctuelle en dynamique, véritablement et visiblement inscrite dans le long terme et les réalités régionales - et ce sur tous les continents.

Appel contre la guerre

A tous les citoyens d'Europe, tous ensemble, nous pouvons arrêter cette guerre. Nous, les mouvements sociaux européens, nous luttons pour les droits sociaux et la justice sociale, pour la démocratie et contre toutes les formes d'oppression.

Nous croyons que la guerre qui se prépare, qu'elle se fasse sous le mandat de l'ONU ou non, sera catastrophique pour le peuple irakien qui souffre déjà de l'embargo et du régime de Saddam Hussein, et pour tous les peuples du Moyen-Orient. Tous ceux qui pensent qu'une solution politique et démocratique doit s'imposer dans le règlement des conflits internationaux devraient s'opposer à cette guerre parce qu'elle augmentera le risque d'une catastrophe plus grande encore. Le mouvement contre la guerre est massif dans tous les pays européens et des centaines de milliers de personnes se sont déjà mobilisés dans la rue.

Nous appelons tous les mouvements et tous les citoyens européens à se mobiliser de manière coordonnée au niveau européen pour exiger l'arrêt des projets de guerre contre l'Iraq, en manifestant partout en décembre et en janvier et en se retrouvant dans toutes les capitales d'Europe le 15 février 2003.

Appel des mouvements sociaux européens

Ensemble, nous venons des mouvements sociaux et citoyens de toutes les régions d'Europe, de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud. C'est le résultat d'un long processus: les manifestations d'Amsterdam, Seattle, Prague, Gênes, Bruxelles, Barcelone, les grandes mobilisations contre le néolibéralisme, tout comme les grèves générales pour la défense des droits sociaux et les mobilisations contre la guerre montrent la volonté de construire une autre Europe. Nous nous reconnaissons dans la charte des principes et l'appel des mouvements sociaux de Porto Alegre.

Nous nous sommes rassemblés à Florence pour exprimer notre refus d'une Europe néolibérale au services des grandes entreprises. La loi du marché conduit à une remise en cause permanente des conditions de travail et des droits des salariés, à l'accroissement des inégalités sociales et de l'oppression des femmes et des minorités et à l'exclusion des chômeurs et des immigrés. La loi du marché est à la base de la dégradation de l'environnement, des privatisations et de la précarité sociale. Elle conduit les pays les plus puissants à tenter de dominer les économies des pays les moins développés, en leur déniaient souvent tout droit à l'autodétermination. Ce modèle, une fois de plus, conduit le monde à la guerre. Nous nous sommes rassemblés pour renforcer et élargir nos alliances parce que nous sommes convaincus que la lutte pour une autre Europe et un autre Monde est plus urgente que jamais. Nous voulons créer un monde

basé sur l'égalité, la défense des droits sociaux et le respect des diversités, un monde où l'éducation, un travail décent, des soins de qualité ou le logement, sont des droits pour toutes et tous, comme celui d'avoir accès à des produits alimentaires de qualité produits par des paysans, un monde sans pauvreté, sans racisme, sexisme ni homophobie dans lequel la priorité ira à la population plus qu'au profit. Un monde sans guerre.

Nous sommes à Florence pour discuter des alternatives à construire, mais aussi pour continuer à élargir nos réseaux et pour organiser des campagnes et des mobilisations qui, ensemble, pourront rendre possible le futur pour lequel nous nous battons. Des mouvements de grande ampleur se développent dans toute l'Europe: les mouvements sociaux européens représentent une possibilité nouvelle et concrète de construire une autre Europe pour un autre monde.

Nous nous engageons ici à élargir encore nos alliances pour l'année qui vient en organisant les mobilisations et campagnes:

- contre le néolibéralisme;
- contre la guerre;
- contre le racisme;
- pour les droits et pour une autre Europe;
- contre le patriarcat.

21. Troisième appel des mouvements sociaux

(Porto Alegre, Brésil, janvier 2003)

Comme lors des deux premières éditions du Forum social mondial à Porto Alegre, l'assemblée convoquée par des mouvements sociaux réunis à l'occasion de leur participation au Forum rédige, amende puis adopte un appel qu'elle diffuse ensuite internationalement et auquel d'autres mouvements peuvent adhérer, dans un délai de deux mois après le Forum social. L'assemblée fera de même au moment des Forums européen et mondial de Paris et Mumbai, en novembre 2003 et janvier 2004. Rappelons ici que les appels adoptés par l'assemblée des mouvements sociaux n'engagent pas les Forums sociaux, qui ne donnent lieu, comme le prévoit leur charte, à aucune déclaration publique.

A souligner notamment dans cet appel: l'engagement concerté des mouvements et organisations signataires à soutenir tout pays endetté qui déciderait d'arrêter de rembourser sa dette extérieure publique et romprait avec les politiques d'ajustement structurel, ainsi que la proposition faite de constituer un "groupe de contact" chargé de coordonner l'action des mouvements sociaux au service de leurs mobilisations. Il s'agit là d'une étape importante dans la consolidation du réseau constitué par ces mouvements sociaux.

Une crise globale est imminente. Les intentions bellicistes du gouvernement des Etats-Unis contre l'Iraq constituent une grave menace pour nous tous; elles illustrent dramatiquement les liens existant entre la militarisation et la domination économique. Dans le même temps, la globalisation néolibérale est en crise et la menace d'une récession globale plus que jamais présente; les scandales liés à la corruption des grandes entreprises sont quotidiennement à la Une et mettent à nu la réalité du capitalisme.

Les inégalités sociales et économiques s'approfondissent, déstructurant nos sociétés et nos cultures, nos droits et jusqu'à nos vies. La biodiversité, l'air, l'eau, les forêts, la terre et la mer sont sacrifiés et mis à l'encan. Tout ceci hypothèque notre avenir commun. Nous refusons cette perspective.

Pour assurer notre avenir

Dans le monde entier, nous, mouvements sociaux, nous sommes engagés contre la globalisation néolibérale, la guerre, le racisme, le système de castes, la pauvreté, le patriarcat et toutes les formes de discrimination et d'exclusion, qu'elles soient économiques, ethniques, sociales, politiques, culturelles, de genre ou sexuelles. Nos objectifs sont la paix, la justice sociale, la citoyenneté, la démocratie participative, le respect des droits universels et le droit des peuples à disposer de leur futur.

Nous défendons la paix et la coopération internationale pour une société soutenable, répondant aux besoins des populations en termes d'alimentation, de logement, de santé, d'éducation, d'information, d'eau, d'énergie, de transport et de droits de l'Homme.

Nous sommes solidaires des femmes engagées contre toutes les formes de violence. Nous soutenons les luttes des paysans, des salariés, des mouvements sociaux urbains et de tous ceux qui font face à l'urgence car privés de toit, d'emploi, de terre et de droits.

Nous avons été des millions à manifester pour dire qu'un autre monde est possible. Cela n'a jamais été aussi vrai et aussi urgent.

Non à la guerre!

Nous condamnons la militarisation, l'augmentation des bases militaires et de la répression qui génèrent des masses de réfugiés, criminalise les mouvements sociaux et les pauvres.

Nous nous élevons contre le projet de guerre en Iraq, contre les attaques que subissent les peuples palestiniens, tchéchènes et kurdes, contre les guerres en Afghanistan, en Colombie, en Afrique, contre les menaces croissantes de guerre en Corée. Nous nous opposons aux agressions politiques et économiques perpétrées à l'encontre du Venezuela et contre le blocus économique et politique contre le peuple cubain. Nous condamnons toutes les pressions économiques et militaires visant à imposer le modèle néolibéral et à miner la souveraineté et la paix des peuples du monde. La guerre est devenue une dimension structurelle et permanente d'une domination globale utilisant la puissance militaire pour contrôler les peuples et les ressources stratégiques telles que le pétrole. Le gouvernement des Etats-Unis et ses alliés banalisent la guerre comme solution à tous les conflits. Nous dénonçons également les tentatives délibérées des pays riches pour aviver les tensions religieuses, ethniques, racistes, tribales et autres, et intervenir dans le monde entier pour protéger leurs seuls intérêts.

L'opinion publique mondiale est majoritairement opposée au projet de guerre contre l'Iraq. Nous appelons tous les mouvements sociaux et les forces progressistes à soutenir et à participer à la journée mondiale de protestation du 15 février 2003. D'ores et déjà, des manifestations réunissant tous ceux qui s'opposent à la guerre sont prévues dans plus de 30 capitales et grandes villes dans le monde.

Enrayer la mécanique de l'OMC

L'organisation mondiale du commerce (OMC), la zone de libre échange des Amériques (ZLEA) et la prolifération des accords de libre échange régionaux et bilatéraux, tel que l'accord de développement africain (NEPAD) sont utilisés par les transnationales pour leurs seuls intérêts, pour dominer et contrôler nos économies et imposer un modèle de développement qui accroît la pauvreté. Au nom de la libéralisation du commerce chaque dimension de la vie et de la nature est à vendre et les peuples se voient dénier leurs droits élémentaires. Les transnationales agroalimentaires essayent d'imposer leurs OGM au monde entier; les hommes et les femmes affectés par le virus du sida et d'autres pandémies, en Afrique et ailleurs, se voient interdire l'usage de médicaments génériques moins coûteux. Ceci alors que les pays du sud sont piégés dans un cycle d'endettement sans fin qui les contraint à ouvrir leurs marchés et à brader leurs ressources.

Cette année, nos campagnes contre l'OMC, la ZLEA et la libéralisation du commerce sont appelés à grandir et à se renforcer. Nous allons nous mobiliser pour arrêter et inverser la libéralisation de l'agriculture, de l'eau, de l'énergie, des services publics et de l'investissement; pour que les peuples se réapproprient leurs sociétés, leurs ressources, leurs cultures, leurs savoirs, leurs économies.

Nous sommes solidaires de paysans mexicains qui disent: “les fermiers n'en peuvent plus” et à leur exemple, nous nous mobiliserons localement, nationalement et internationalement pour enrayer la mécanique de l'OMC et de la ZLEA. Nous soutenons le mouvement mondial qui se développe pour la souveraineté alimentaire et contre les modèles néolibéraux d'agriculture et de production et distribution alimentaire. Nous organiserons des protestations massives dans le monde entier à l'occasion de la cinquième réunion ministérielle de l'OMC à Cancún, au Mexique, en septembre 2003, ainsi que lors de la réunion ministérielle de la ZLEA à Miami, Etats-Unis, en octobre.

Annulons la dette

L'annulation complète et inconditionnelle de la dette du tiers monde constitue un préalable indispensable pour répondre aux droits humains les plus élémentaires. C'est pourquoi nous soutiendrons tout pays endetté qui déciderait d'arrêter de rembourser la dette extérieure publique et romprait avec la politique d'ajustement structurel du FMI. Les siècles d'exploitation des peuples du tiers monde, de leurs ressources et de leur environnement leur ouvrent le droit à réparation. “Qui doit à qui” aujourd'hui?

Tous ces enjeux seront au cœur de nos campagnes en 2003: G8 (Evian, juin), OMC (Cancún, septembre), réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale (Washington, septembre).

Contre le G8

Nous appelons tous les mouvements sociaux et les forces progressistes à rejeter les politiques du G8, organisme illégitime, qui se

réunira à Evian en France du 1er au 3 juin 2003. Nous les invitons à s'inscrire dans les mobilisations qui se tiendront dans le monde entier et seront marquées par un rassemblement international à Evian avec un sommet alternatif, un camp alternatif et une importante manifestation internationale.

Femmes: pour l'égalité

Nous sommes partie prenante des actions organisées par les mouvements féministes à l'occasion du 8 mars, journée internationale des femmes contre toutes les formes de violence et de patriarcat, pour l'égalité sociale et politique.

Solidaires

Nous appelons à la solidarité de toutes les forces progressistes et sociales, mouvements et organisations du monde entier à développer la solidarité avec les peuples palestinien, vénézuélien, bolivien et tous ceux qui luttent en ce moment même contre l'hégémonie.

Renforcer notre réseau international

L'esprit du texte que nous avons adopté l'an passé lors du forum de Porto Alegre et qui définit nos objectifs, nos combats et nos alliances, continue de nous animer et d'inspirer nos mobilisations. Parce que le monde a depuis connu des changements rapides, nous éprouvons le besoin de progresser dans notre travail en commun, dans notre façon de travailler et de prendre des décisions ensemble. Ceci pour élaborer un cadre ouvert, radical, démocratique, divers, internationaliste, féministe, anti-discriminations et anti-impérialiste; un cadre permettant d'articuler nos analyses, nos engagements et nos mobilisations.

Ceci nécessite la participation active de tous les mouvements, dans le respect de leur indépendance vis-a-vis des gouvernements, des partis politiques et dans le respect de leur autonomie, ainsi que le spécifie la charte du Forum social mondial. Ce cadre se nourrira des contributions de tous les différents acteurs sociaux partageant leurs expériences et pratiques sociales, dans le respect des différentes formes d'expression politique et d'organisation de ces mouvements sociaux, de leurs valeurs et cultures spécifiques.

Nous avons besoin de constituer un réseau qui soit réactif, souple et durable, ouvert et transparent, horizontal et efficace. Sa responsabilité sera d'enrichir et de nourrir ce processus, de promouvoir sa diversité et d'assumer le niveau de coordination nécessaire. Ce réseau visera à renforcer la participation des mouvements du monde entier aux débats de fond, à faciliter l'action commune, à renforcer l'initiative de toutes celles et ceux mobilisés autour d'enjeux sociaux.

A cette fin, nous proposons d'établir un groupe de contact; au service de nos mobilisations internationales, il aura à préparer des réunions, à dynamiser le débat et la démocratie au moyen d'un site internet et de listes de discussions électroniques. Il travaillera durant 6 à 12 mois, sur la base de l'expérience des animateurs du réseau des mouvements sociaux et populaires qui sont basés au Brésil.

Tout en étant provisoire, ce dispositif assure une continuité... Dans ce cadre, la tâche principale de ce groupe provisoire est de faciliter le débat pour que les mouvements sociaux du monde entier définissent des procédures concrètes de travail en commun. C'est un processus évolutif: un premier bilan se fera lors des réunions du réseau des mouvements sociaux qui se tiendront durant les mobilisations de masse contre l'OMC à Cancún en septembre 2003. Un

second bilan se fera lors de la réunion du Forum social mondial prévu en Inde en 2004, également lors des réunions du réseau des mouvements sociaux.

Ces bilans évalueront notamment l'efficacité de la coordination et envisageront les moyens de l'améliorer. Ils examineront également les moyens d'organiser la transition d'une année sur l'autre, et d'inclure les mouvements nationaux, régionaux, les campagnes thématiques. Entre temps, il est nécessaire que se développe un large débat dans les organisations, campagnes et réseaux afin d'articuler les propositions pour une architecture plus permanente et plus représentative. Dans les mois qui viennent, nous aurons de nombreuses occasions pour expérimenter, améliorer et construire ce réseau dans nos mobilisations.

Nous appelons tous les réseaux, mouvements populaires et sociaux à signer cet appel.

22. Déclaration de la première rencontre de l'hémisphère face à la militarisation

(San Cristobal de las Casas, Chiapas, Mexique, mai 2003)

Pour la démilitarisation des Amériques: c'est le mot d'ordre qui réunit au Chiapas, du 6 au 9 mai 2003, 929 femmes et hommes venus de 28 pays (1), à l'invitation du Cri des exclu(e)s, de la Convergence des Mouvements des Peuples des Amériques, de Jubilé Sud/Amériques, de Nonviolenace International et du Réseau

du Chiapas face au néolibéralisme. En opposition à la guerre contre l'Iraq, aux visées militaro-impériales de l'administration états-unienne, les participants à la première Rencontre de l'Hémisphère face à la militarisation réitèrent "notre volonté d'autodétermination et de défense de nos territoires et de nos ressources, notre décision de construire une paix juste et digne pour tous les peuples, pour partager et célébrer les expériences de résistance en Amérique latine et dans les Caraïbes, comme le départ de la marine des Etats-Unis de [la base militaire de] Vieques (Porto Rico), et pour réaffirmer notre engagement de continuer à lutter jusqu'à obtenir la démilitarisation du continent."

Représentants d'organisations et de mouvements sociaux "engagés dans la construction de sociétés égalitaires, solidaires, pacifiques et aimantes de la diversité", ils entendent "rassembler idées et volontés pour tracer des alternatives de paix face aux ardeurs belliqueuses renouvelées des Etats-Unis, qui caractérisent le scénario de ce début de vingt-et-unième siècle." Les exigences posées dans l'appel clôturant leurs échanges illustrent et symbolisent le caractère désormais central, pour le mouvement altermondialiste, de la lutte contre la guerre, analysée et dénoncée comme un instrument constitutif de l'offensive capitaliste mondialisée.



1. République dominicaine, Haïti, Cuba, Porto Rico, Guatemala, Salvador, Honduras, Costa Rica, Nicaragua, Panama, Pérou, Equateur, Bolivie, Colombie, Brésil, Argentine, Chili, Canada, Etats-Unis, Mexique, Italie, Angleterre, Espagne, France, Grèce, Philippines, Palestine et Nigeria.

La guerre sans fin et la militarisation sont l'autre face de la concurrence et de l'économie de marché. Leurs moyens d'expression les plus éloquentes sont les armées et les institutions financières internationales, comme le FMI et la Banque mondiale. Les politiques d'ajustement, de privatisation généralisée et l'endettement croissant des pays latino-américains et caribéens; le blocus comme celui imposé à Cuba, l'embargo et les crises induites, ainsi que la collaboration et la soumission des armées régionales aux dispositions et aux intérêts des forces de sécurité des Etats-Unis sont les principaux outils qu'utilise le système dominant pour essayer de faire plier la résistance des peuples et pour piller leurs richesses, avec en général la complicité enthousiaste des gouvernements locaux. La militarisation entraîne de graves violations des droits humains, dont les femmes supportent les pires aspects; elle détruit les communautés traditionnelles des peuples indigènes; elle augmente la migration forcée de millions de personnes; la destruction de l'environnement; et la répression des mouvements populaires et des processus démocratiques et souverains. Nous les peuples, nous luttons pour la vie, la militarisation sème la mort.

Le processus de militarisation régi par les forces de sécurité des Etats-Unis porte atteinte à la souveraineté des peuples, en favorisant des interventions, des exercices et des patrouilles, l'entraînement des soldats nationaux, l'installation de radars, de systèmes de surveillance et de renseignement par satellite et terrestres, quand il ne s'agit pas d'établir directement des bases militaires sur tout le continent.

La puissance militaire des Etats-Unis vise le contrôle et le pillage des ressources naturelles comme le pétrole, l'eau, la biodiversité et autres, dont l'Amérique Latine conserve d'inappréciables richesses. Par ce pillage des communautés humaines et naturelles sont dévastées, l'environnement est dégradé et les possibilités de futur de nos

peuples sont annulées. L'invasion de l'Iraq est la barbarie la plus récente de cette stratégie. C'est un crime contre le peuple iraquien, contre le peuple et l'ancestrale culture arabe et contre l'humanité. Les gisements de pétrole et la volonté de ne pas se soumettre ont condamné ce peuple à la destruction la plus sauvage. L'attaque contre les pays placés sur ce que l'on appelle "l'axe du mal" a clairement le profil d'une guerre néocoloniale. Nous sommes tous de la chair pour l'empire, nous sommes tous irakiens. (...) Les Etats-Unis ont déchaîné une véritable croisade contre les peuples, les pays et les mouvements qui luttent pour l'autodétermination. Les occupations et les interventions économiques et militaires comme le plan Colombie, le plan Puebla Panamá, le plan Dignité, l'ALENA, la ZLEA et l'Initiative andine cherchent à faire plier l'insurrection, à maintenir la domination des grandes entreprises sur les ressources naturelles et à régir le destin de la région.

Convaincus qu'"un autre monde de paix est possible", nous, hommes et femmes, lançons un appel urgent aux peuples et aux gouvernements de la région pour qu'ils assument ensemble les engagements suivants:

1. Exiger le retrait immédiat de toutes les bases et des militaires (d'opération et de renseignement) des Etats-Unis qui se trouvent actuellement en territoires latino-américain et caribéen.
2. Exiger l'annulation de tous les exercices et entraînements militaires supervisés par les forces armées des Etats-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes.
3. Empêcher la création de corps de sécurité privés, militaires, paramilitaires et policiers dans nos pays. Exiger que les armées natio-

nales respectent les droits humains, agissent dans la transparence et dans le cadre des constitutions nationales.

4. Rejeter, et exiger la même chose des gouvernements de la région, l'argument de la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic pour justifier l'intervention des Etats-Unis dans la politique et sur le territoire de nos pays.

5. Œuvrer pour le désarmement immédiat et la réorientation des ressources multimillionnaires qui sont investies dans les armes vers les besoins des peuples comme l'éducation, la santé, et tout ce qui permet la diversité et l'égalité hommes femmes.

6. Défendre les principes de souveraineté, de culture de paix et de justice économique et sociale, comme axes centraux dans l'élaboration de tout projet national et international.

7. Rétablir la communauté des Nations en tant qu'organisme promoteur de la paix dans le monde et du développement, régie par des principes d'égalité entre les Etats et de respect intégral des droits humains.

8. Développer des accords de solidarité et d'échange qui servent les intérêts et les besoins des peuples de la région et non les intérêts d'un seul pays. C'est le cas du traité de libre-échange des Amériques, qui porte atteinte non seulement aux intérêts des peuples mais aussi aux droits humains.

9. Remettre en question le rôle déplorable que jouent les moyens de communication de masse en servant d'instrument de propagande belliciste, occultant le forfait qui est perpétré en Iraq, en Palestine et

en de si nombreux endroits. Exiger d'eux des pratiques éthiques et une transmission d'informations responsable, basée sur des sources multiples et dignes de foi. Renforcer les moyens de communication démocratiques et alternatifs.

Nous, hommes et femmes, représentants de 28 pays présents à cette première Rencontre de l'Hémisphère face à la militarisation, nous engageons à continuer la lutte pour un monde de paix en lançant la campagne pour la démilitarisation des Amériques et la construction d'une paix à la hauteur de la dignité de nos peuples.

Pour que les armes se taisent, que parlent les peuples! Une Amérique démilitarisée est possible.

23. Consensus des peuples face au consensus du G8. Appel du Forum des peuples (Siby, Mali, juin 2003)

Alors que se déroule à Evian (France) le sommet 2003 du G8, des représentants d'organisations citoyennes, paysannes et syndicales du Mali, du Bénin, du Sénégal, du Niger, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Conakry, du Togo et du Cameroun se réunissent du 31 mai au 3 juin 2003 à Siby, localité de 18.000 habitants située à 80 kilomètres de la Guinée-Conakry et à 52 kilomètres de Bamako, la capitale malienne. Coordinée par la coalition Jubilé 2000/CAD Mali (membre du réseau international CADTM), la rencontre se veut un espace d'échanges, de témoignages et de

propositions axés sur les thèmes de la dette, de la mondialisation, de la sécurité alimentaire, des attaques dirigées contre les services publics ou du commerce inéquitable mondial. La première édition du Forum des peuples, organisée l'année précédente alors que le G8 se réunissait au Canada (retranché au fin fond des montagnes rocheuses, à Kananaskis) en présence de nombreux chefs d'Etat africains, avait été consacrée pour l'essentiel à une analyse critique du NEPAD, le "Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique".

La rencontre est un succès, comme l'année précédente. A la suite des débats, des ateliers, des conférences et des discussions, les participants au Forum des peuples de Siby ont effectué les constats suivants:

1. Les politiques de développement imposées en Afrique depuis un quart de siècle par les grandes institutions internationales et les pays du Nord n'ont pas réussi à endiguer la pauvreté sur le continent. Ayant eu pour effet principal l'ouverture de nouveaux marchés aux multinationales du Nord, ces politiques n'ont correspondu en rien aux aspirations des populations du Sud. Les nouveaux programmes de développement tels que le NEPAD, l'accord de Cotonou, l'AGOA et le CSLP sont élaborés sans consultation de ces mêmes populations. Parallèlement, les politiques menées par les gouvernements africains depuis les indépendances ont été calamiteuses: clientélisme politique, corruption généralisée, détournement de biens publics et impunité ont compromis gravement les chances de développement de ces populations.

2. Le fardeau de la dette constitue l'un des freins majeurs au développement de l'Afrique. Le plus souvent contractées par des régimes dictatoriaux ou pseudo-démocratiques, ces dettes odieuses, immorales et illégitimes ont été multipliées par 4 voire 5 par le jeu des hausses de taux d'intérêt et des dévaluations, alors que les montants empruntés initialement ont été remboursés dans certains cas plus de trois fois.

3. Les grandes institutions internationales au chevet des pays sur-endettés ont soumis les rééchelonnements ou les allègements de ces dettes à la mise en place de programmes d'ajustement structurel (ou autres clones plus récents tels que CSLP ou Initiative PPTE) dont les conséquences ont été désastreuses; ces programmes relèvent d'une doctrine ultra-libérale dont les pierres angulaires sont: austérité budgétaire, réduction drastique des dépenses sociales (école, santé), libéralisation totale des marchés, déréglementation, privatisation massive et bonne gouvernance. Les conséquences des plans d'ajustement structurel ont été une paupérisation croissante des plus pauvres et un enrichissement rapide des élites locales et des multinationales du Nord.

4. Le démantèlement des services publics (éducation et santé) ainsi que la marchandisation des biens communs que sont entre autres l'eau et l'énergie ont rendu ces services inaccessibles à la majorité de la population avec pour conséquences l'augmentation du taux d'analphabétisme et une croissance des problèmes de santé.

5. Les mesures de privatisations massives exigées par les institutions internationales (Banque mondiale, FMI) et entérinées par les gouvernements locaux ont eu pour conséquence le bradage des entreprises et des sociétés d'Etat au profit le plus souvent des multinationales du Nord et de leurs alliés locaux.

6. Les subventions agricoles pratiquées par les pays du Nord et les mesures protectionnistes (...) ainsi que l'organisation de la surproduction des produits agricoles d'exportation compromettent dangereusement les agricultures africaines et paupérisent les paysans.

7. L'absence de vie démocratique digne de ce nom en Afrique, les caractères frauduleux de la majeure partie des élections, les violations massives des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la corruption des élites gouvernementales, la prolifération des armes de guerre vendues à bas prix par les pays du Nord constituent des sources d'instabilité politique et sociale du continent africain.

Le Forum des peuples lance aux gouvernements, au G8, aux institutions internationales, à la société civile les appels suivants:

- Le Forum des peuples exige l'arrêt des politiques de développement ultra-libérales et propose que les populations soient associées à toutes décisions de développement national, bilatéral ou multilatéral, et ce par un processus de larges consultations démocratiques.

- Le Forum des peuples exige l'annulation totale et inconditionnelle des dettes du tiers-monde, le rapatriement des montants détournés et l'utilisation des ressources financières ainsi libérées dans les secteurs sociaux de base (santé, éducation, agriculture). Le Forum des peuples à Siby demande également la reconnaissance dans le droit international du délit "crime de dettes" ainsi que la poursuite devant les tribunaux ad hoc des individus, multinationales ou gouvernements ayant commis de tels crimes.

- Le Forum des peuples demande aux gouvernements l'arrêt de la privatisation des biens communs que sont l'eau et l'électricité ainsi que le maintien comme service public des domaines de l'éducation et de la santé.

- Le Forum des peuples demande aux organisations internationales que sont le FMI et la Banque mondiale, l'OMC, de respecter la souveraineté et le droit à l'autodétermination des peuples.

- Le Forum des peuples demande l'instauration d'un commerce équitable des produits agricoles sur deux règles simples: l'interdiction de l'exportation de produits agricoles en dessous du coût de production (dumping) et le droit (ou devoir) pour tout pays (ou groupe de pays) de protéger son agriculture, sachant que les pays du Nord ne renonceront jamais au subventionnement de leurs agricultures.

- Le Forum des peuples demande l'instauration rapide de systèmes électoraux fiables, la mise en place d'institutions démocratiques sur tout le continent, le respect des droits de l'Homme, l'arrêt des pratiques corruptrices et de clientélisme politique ainsi que la fin de l'impunité.

- Le Forum des peuples demande un réel partenariat entre la société civile et les gouvernements, dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement, par le biais d'une démocratie participative.

- Le Forum des peuples lance un appel aux sociétés civiles africaines pour un engagement sans faille aux côtés des populations dans leur lutte pour leurs droits.

- Le Forum des peuples invite les sociétés africaines à intensifier la concertation et la coordination en leur sein.

Concernant le Forum des peuples, nous appelons à son maintien, son élargissement et la conservation de son caractère d'information, de concertation, d'échange et de mobilisation, de revendication et de construction des alternatives.

24. Appel de l'Assemblée des acteurs et mouvements sociaux

(Paris - Saint-Denis, France, novembre 2003)

Né de la dynamique du Forum social mondial enclenchée à Porto Alegre, au Brésil, le Forum social européen s'installe, pour sa deuxième édition, dans la capitale française. Alors qu'à Florence, l'année précédente, l'opposition à la guerre a dominé les débats, ce sont les enjeux européens qui sont cette fois au cœur des ateliers, séminaires et conférences du Forum. Les attaques en règle contre les droits sociaux et les services publics menées par les tenants d'une Europe "fondée sur le primat du marché" concentrent l'attention des quelque 60.000 participants, tout comme le projet de traité constitutionnel négocié au mépris des populations et qui se prépare à instituer le néolibéralisme comme "doctrine officielle de l'Union européenne". L'assemblée des mouvements sociaux, une nouvelle fois réunie à l'occasion du FSE, se fait l'écho du rejet massif de ce projet et des objectifs politiques qui le motivent, et de la volonté commune de leur substituer une construction européenne consacrant les droits sociaux, politiques, économiques, culturels,

écologiques, une Europe des peuples fondée sur l'égalité, la paix et la participation démocratique.

Nous venons des mouvements sociaux et citoyens de toutes les régions d'Europe, de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud. Après Florence et Porto Alegre, nous nous rencontrons au deuxième Forum social européen à la suite d'une année de mobilisations contre le modèle néolibéral dans de nombreux pays d'Europe - contre la réforme des retraites, pour la défense des services publics, contre les politiques agricoles, pour les droits des femmes, contre l'extrême droite, le racisme et la xénophobie ainsi que contre les politiques sécuritaires -, et contre la guerre contre l'Iraq, notamment le 15 février 2003. Nous sommes divers et pluriels, et c'est ce qui fait notre force.

En ce moment s'élabore un projet de Constitution européenne en marge de la société civile. Il "constitutionnalise" le libéralisme comme doctrine officielle de l'UE; il consacre la concurrence comme fondement du droit communautaire et de toutes les activités humaines et ne tient aucun compte des objectifs de l'écodéveloppement; il accorde un rôle à l'OTAN sur les politiques étrangères et de défense européennes et pousse à la militarisation de l'Union; enfin, il maintient le social dans le statut de pièce rapportée d'une construction européenne fondée sur le primat du marché, et acte, de fait, le démantèlement déjà programmé des services publics. Ce projet de Constitution ne répond pas à nos aspirations.

Nous luttons pour une autre Europe. Nos mobilisations portent l'espoir d'une Europe sans chômage ni précarité, dotée d'une agri-

culture paysanne qui assure la souveraineté alimentaire, préserve les emplois, l'environnement et la qualité de l'alimentation, d'une Europe ouverte sur le monde qui permette à chacun d'y circuler librement, qui reconnaît la citoyenneté de résidence à tous les étrangers y habitant et qui respecte le droit d'asile, d'une Europe qui met en œuvre une égalité réelle entre les femmes et les hommes, qui promet la diversité culturelle et le droit des peuples à l'autodétermination, c'est-à-dire de décider de leur futur de façon démocratique.

Nous luttons pour une Europe qui refuse la guerre, favorise la solidarité internationale et un développement écologiquement durable. Nous nous battons pour que les droits des êtres humains, les droits sociaux, économiques, politiques, culturels et écologiques l'emportent sur le droit de la concurrence, la logique du profit et l'asservissement par la dette.

C'est pour toutes ces raisons que nous lançons un appel aux peuples d'Europe pour qu'ils se mobilisent contre le modèle néolibéral et la guerre. Nous nous battons pour le retrait des troupes d'occupation de l'Iraq ainsi que la restitution immédiate de la souveraineté au peuple iraquien. Nous nous battons pour le retrait des territoires occupés par Israël et pour l'arrêt de la construction du mur et sa destruction. Nous soutenons les mouvements israélien et palestinien qui se battent pour une paix juste et durable. Nous nous battons pour le retrait des troupes d'occupation russes de la Tchétchénie. C'est pour cela que nous nous joignons à l'appel international lancé aux Etats-Unis par le mouvement anti-guerre et que nous appelons à la journée d'action du 20 mars 2004.

Pour parvenir à une Europe basée sur la reconnaissance des droits sociaux, politiques, économiques, culturels et écologiques, tant individuels que collectifs, des femmes comme des hommes,

nous nous engageons à prendre partout des initiatives. Il nous faut construire pas à pas un processus de mobilisation qui permette l'implication de tous les peuples d'Europe. Nous nous engageons à être partie prenante de toutes les actions organisées par les mouvements sociaux, en particulier à construire un jour commun d'action soutenu par les mouvements sociaux, notamment par le mouvement syndical européen. Nous appelons tous les mouvements sociaux à faire culminer cette dynamique de mobilisations en une journée d'action pour une autre Europe, des droits des citoyens et des citoyennes et des peuples, le 9 mai 2004, date prévue de la ratification de la Constitution européenne.

25. Appel de l'Assemblée des acteurs et mouvements sociaux

(Mumbai, Inde, janvier 2004).

En janvier 2004, pour la première fois, le Forum social mondial, dont les trois premières éditions se sont tenues à Porto Alegre, quitte le Brésil. A nouveau, le succès est impressionnant. En termes de mobilisation, d'abord, avec environ 100.000 participants. En termes de construction du mouvement et du processus "FSM", ensuite: le Forum social s'élargit à l'Asie, jusqu'ici nettement moins représentée (au même titre que l'Afrique) que l'Europe ou l'Amérique latine dans les rendez-vous internationaux, avec une participation très importante de délégué(e)s venu(e)s d'Inde, du Bangladesh, de Corée, du Pakistan, de Thaïlande, etc. En termes de participation populaire aussi: à Mumbai, les classes sociales les plus opprimées, les plus défavorisées sont fortement représentées,

notamment à travers les mobilisations des Adivasis et des Dalits, les "Intouchables", présents en nombre. En termes de convergences des luttes sociales, enfin, tant au niveau de l'Inde, où celles-ci sont souvent déconnectées les unes des autres et qui trouvent dans le Forum une occasion de se rencontrer (ou, mieux, de se coordonner), qu'au niveau du mouvement international: celui-ci, à l'occasion de ce FSM, rattrape une partie du retard pris dans la connaissance et l'intégration des réalités, des revendications et des résistances de l'Asie au sein de la galaxie altermondialiste.

Le CADTM, présent à Mumbai avec une importante délégation (une vingtaine de personnes du réseau international, venues d'Afrique, d'Europe, d'Amérique du Sud et du Nord, et... d'Inde), co-organise avec ses partenaires une quinzaine d'activités différentes - conférences, séminaires, ateliers -, met l'accent sur le développement de son réseau, multiplie les contacts et les projets à développer, avec d'autres, pour les mois qui suivront le FSM de Mumbai. Il contribue en outre à la rédaction du texte de l'appel adopté par un grand nombre de mouvements sociaux, réunis en assemblée comme à Porto Alegre, Florence ou Paris à l'occasion du Forum social, et dont voici l'intégralité.

Nous, mouvements sociaux réunis en assemblée à Mumbai, en Inde, partageons les luttes du peuple indien, de même que celles des peuples asiatiques, et réitérons notre opposition au système néolibéral qui engendre crises économiques, sociales, écologiques et conduit à la guerre. Nos mobilisations contre les guerres et les profondes injustices sociales et économiques ont permis de démasquer le néolibéralisme.

Nous nous sommes réunis ici pour organiser la résistance et lutter pour la construction d'alternatives au capitalisme. Nos résistances, nées au Chiapas, à Seattle et à Gênes, nous ont conduits à l'immense mobilisation mondiale contre la guerre en Iraq, le 15 février 2003, qui disqualifia la stratégie de guerre globale et permanente du gouvernement des Etats-Unis et de ses alliés, et à la victoire contre l'Organisation mondiale du commerce à Cancun.

L'occupation de l'Iraq a révélé au monde entier le lien entre le militarisme et la domination économique des entreprises transnationales. Elle a en outre confirmé les raisons qui ont motivé notre détermination à nous y opposer.

En tant que mouvements sociaux, nous réaffirmons notre engagement à lutter contre la globalisation néolibérale, l'impérialisme, la guerre, le racisme, les castes, l'impérialisme culturel, la pauvreté, le patriarcat et toutes les formes de discrimination et d'exclusion économique, sociale, politique, ethnique, de genre ou sexuelle, ainsi que notre volonté de voir respecter les orientations sexuelles et l'identité de genre de chacun(e). Nous nous opposons à la discrimination des personnes dotées de capacités différentes et des personnes souffrant de maladies incurables, en particulier celles atteintes par le virus HIV et le sida. Nous luttons pour la justice sociale, le droit aux ressources naturelles (la terre, l'eau, les semences), les droits humains et citoyens, la démocratie participative, le droit des travailleurs et des travailleuses tels qu'énoncés par les traités internationaux, les droits des femmes et le droit des peuples à l'autodétermination. Nous sommes partisans de la paix et de la coopération internationale et défendons des modèles sociaux soutenables, capables de garantir les droits élémentaires et les biens et services publics aux personnes. Nous rejetons la violence sociale et patriarcale faite aux femmes.

Nous appelons à nous mobiliser le 8 mars prochain, journée internationale pour les droits des femmes.

Nous luttons contre toute forme de terrorisme, y compris le terrorisme d'Etat, de même que nous nous opposons à l'utilisation de la prétendue "lutte contre le terrorisme" pour criminaliser les mouvements populaires et les militants sociaux. Aux quatre coins de la planète, les dites lois contre le terrorisme restreignent les droits civils et les libertés démocratiques.

Nous faisons nôtre la lutte des paysans et des paysannes, des travailleurs et des travailleuses, des mouvements populaires urbains et de toute personne menacée de perdre son foyer, son travail, sa terre et ses droits. Partout se multiplient les luttes destinées à empêcher les privatisations, à inverser la logique qui les promeut, et à protéger les biens communs et leur caractère public - telles les luttes menées en Europe pour défendre les retraites et la sécurité sociale. La victoire du peuple bolivien et de sa gigantesque mobilisation pour défendre ses ressources naturelles, la démocratie et sa souveraineté témoigne de la force et de la puissance de nos mouvements, alors que simultanément se développent les luttes paysannes contre les transnationales et les politiques agricoles néolibérales, avec pour exigences la souveraineté alimentaire et une réforme agraire démocratique.

Nous appelons à l'unité avec les paysans et paysannes lors de la mobilisation mondiale du 17 avril, journée internationale de lutte paysanne.

Nous nous identifions aux luttes des mouvements et organisations populaires indiens, et condamnons avec eux les forces poli-

tiques et les idéologies qui encouragent la violence, le sectarisme, l'exclusion, et le nationalisme en s'appuyant sur la religion et l'ethnicité. Nous condamnons les menaces, arrestations, tortures et assassinats de militants sociaux qui organisent les communautés dans leur lutte pour la justice globale, et nous dénonçons la discrimination fondée sur les castes, les classes, la religion, le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Nous condamnons la perpétuation de la violence et de l'oppression contre les femmes par le biais de modèles et de pratiques culturelles, religieuses et de traditions discriminatoires.

Nous soutenons les efforts des mouvements et organisations populaires qui encouragent, en Inde et en Asie, la lutte des peuples pour la justice, l'égalité et les droits humains. En particulier les luttes des Dalits, des Adivasis et des secteurs les plus opprimés et réprimés de ces sociétés. La politique néolibérale du gouvernement indien accentue la marginalisation et l'oppression sociale dont le peuple des Dalits a souffert au cours de l'Histoire et qu'il subit encore aujourd'hui.

Pour toutes ces raisons, nous soutenons les luttes de tous les exclus de la planète et appelons à nous joindre à l'appel qui sera prochainement lancé par les Dalits en faveur d'une journée de mobilisation pour l'inclusion sociale.

Le capitalisme, en réponse à la crise de légitimité qu'il connaît, utilise la force et la guerre pour maintenir un ordre économique impopulaire. Nous exigeons des gouvernements qu'ils mettent fin au militarisme, à la guerre, et qu'ils mettent un terme aux dépenses militaires. Nous exigeons également la fermeture des bases militaires nord-américaines, où qu'elles se trouvent, parce qu'elles constituent une menace pour l'humanité et la planète. Nous devons suivre

l'exemple de la lutte du peuple portoricain, qui a obtenu la fermeture de la base militaire états-unienne de Vieques. L'opposition à la guerre globale reste notre terrain commun de mobilisation, partout dans le monde.

Nous appelons les citoyens et citoyennes du monde à se mobiliser le 20 mars 2004, pour une journée internationale d'opposition à la guerre et à l'occupation de l'Iraq imposée par les gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et leurs alliés.

Les mouvements contre la guerre élaboreront leurs propres mots d'ordre et tactiques afin d'assurer la plus large participation aux mobilisations. Nous exigeons le retrait immédiat des troupes d'occupation de l'Iraq et soutenons le peuple iraquien dans ses droits à l'autodétermination, à la souveraineté et aux réparations pour les dommages causés par l'embargo et la guerre.

La "lutte contre le terrorisme" ne sert pas seulement de prétexte pour maintenir l'état de guerre et l'occupation de l'Iraq et de l'Afghanistan; elle est également utilisée pour menacer et agresser les peuples. Alors que parallèlement, le blocus criminel imposé à Cuba est maintenu, tout comme la stratégie de déstabilisation du Venezuela.

Nous appelons à soutenir avec force la mobilisation en faveur du peuple palestinien, et tout spécialement le 30 mars, journée de la Terre en Palestine, pour revendiquer le droit des réfugiés au retour et manifester notre opposition à la construction du mur.

Nous dénonçons l'impérialisme qui suscite à son profit les conflits religieux, ethniques, raciaux et tribaux, excitant la haine, la

violence, et accentuant la souffrance des peuples - comme ce fut le cas pour plus de 80% des 38 conflits armés qui ont ensanglanté la planète en 2003, touchant principalement les peuples d'Asie et d'Afrique.

Nous dénonçons l'utilisation coercitive, par les gouvernements, les transnationales et les institutions financières internationales, de l'endettement insoutenable des pays pauvres. Nous répudions cette dette illégitime et exigeons son annulation inconditionnelle, ainsi que la réparation des dommages économiques, sociaux et écologiques, qui constitue une condition préalable à la pleine satisfaction des droits des peuples du Tiers Monde. A cet égard, nous soutenons tout particulièrement la lutte menée par les mouvements sociaux sur le continent africain.

Nous opposons notre voix aux réunions du G8, du FMI et de la Banque mondiale, principaux responsables de la spoliation des peuples. Nous rejetons l'imposition d'accords régionaux ou bilatéraux tels que la ZLEA, l'AGOA, le NEPAD, l'Euro-Med, l'AFTA et l'ASEAN.

Nous sommes des millions à mener la lutte et à unir nos mobilisations contre un ennemi commun: l'OMC. Les peuples indigènes luttent contre tout brevetage du vivant et toute atteinte à la biodiversité, à l'eau, à la terre, à l'environnement, à l'éducation et à la santé. Nous sommes des millions à nous opposer à la privatisation des services publics et à partager nos luttes avec les jeunes et les étudiants qui revendiquent leur droit à l'enseignement public et à un emploi digne leur assurant un avenir sans pauvreté ni violence.

Nous appelons chacune et chacun à se mobiliser pour l'eau, droit fondamental et source de vie à écarter de toute privatisation. Nous

appelons en outre à reprendre le contrôle des biens communs et des ressources naturelles qui ont été livrés aux mains des intérêts privés et transnationaux.

Lors de la bataille victorieuse de Cancun, la mort du paysan Lee a incarné la souffrance de millions d'autres paysans et celle des secteurs populaires exclus par le "libre marché". Son immolation symbolise la détermination qui nous anime et que nous opposerons à toute tentative de ressusciter l'OMC.

L'agriculture, l'alimentation, la santé, l'eau, l'éducation, les ressources naturelles et les biens communs hors de l'OMC!

C'est avec la même détermination que nous appelons tous les mouvements sociaux du monde à se mobiliser contre la prochaine conférence ministérielle de l'OMC, qu'elle se tienne à Hong Kong ou ailleurs, et à unir nos efforts dans la lutte contre les privatisations, pour défendre les biens communs, l'environnement, l'agriculture, l'eau, la santé, les services et l'éducation.

Pour toutes ces raisons, nous réaffirmons notre ferme volonté de renforcer le réseau des mouvements sociaux, afin de renforcer notre capacité de lutte.

Globalisons la lutte! Globalisons l'espérance!

26. Déclaration de Kinshasa. Séminaire international sur la dette extérieure odieuse de la République démocratique du Congo

(Kinshasa, RDC, avril 2004)

A l'initiative du NAD (Nouvelles alternatives pour le développement), membre du réseau international CADTM, un séminaire international sur la dette odieuse de la République démocratique du Congo est organisé en avril 2004, largement suivi par les médias locaux et nationaux.

De nombreux acteurs sociaux congolais (associations, syndicats, universités, églises, ONG de développement et ONG de droits de l'Homme, Commission éthique et lutte contre la corruption, Commission vérité et réconciliation, quelques délégués de l'Assemblée nationale, etc. - une trentaine de structures en tout) dressent un constat commun du caractère odieux de la dette extérieure de la RDC, rejoints par des militants venant de Belgique, de France, de Norvège, du Royaume Uni, du Zimbabwe, du Congo Brazzaville et d'Afrique du Sud, qui présentent leurs actions respectives sur la dette. Ensemble, ils ébauchent des stratégies pertinentes, comme la réalisation d'un audit complet de la dette afin d'en déterminer la part odieuse et d'obtenir son annulation. Une dynamique est lancée, dont témoigne la déclaration ci-dessous.

Nous, participants du séminaire international de Kinshasa sur la dette extérieure odieuse de la République démocratique du Congo (RDC),

Après analyse systématique des incitations répétées des institutions financières internationales (IFI), des pays les plus industrialisés et des sociétés multinationales pour favoriser l'endettement de la RDC, sans tenir compte des conditions de vie des populations et des capacités réelles de remboursement mais en cherchant à s'accaparer les ressources naturelles de la RDC et en utilisant sa position géostratégique au cœur de l'Afrique,

Après une rétrospective de la dette extérieure de la RDC dans son ensemble, notamment à travers les grands projets et au regard des conditions politiques de sa constitution,

Affirmons le caractère illégitime et odieux de la dette extérieure de la RDC dans la mesure où elle a été contractée par un régime dictatorial et corrompu ayant utilisé les avoirs du pays pour asseoir son pouvoir (achat d'armes, corruption de l'opposition, politiques clientélistes, détournements massifs), (...)

Soulignons que les IFI, par leurs politiques d'ajustement structurel, ont jeté le peuple dans la précarité et la misère (désintégration de toute sécurité sociale, réduction drastique des budgets sociaux comme l'éducation, la santé, l'alimentation ou le logement),

Déclarons:

- la dette de la RDC odieuse, donc nulle et non avenue, à l'instar de celle de Cuba envers l'Espagne en 1898, de celle issue du régime

d'apartheid en Afrique du Sud, de celle issue du génocide au Rwanda, de celle contractée par Saddam Hussein en Iraq;

- les IFI, les pays riches, les sociétés multinationales et leurs complices à la tête de l'Etat congolais, responsables de crimes économiques ayant causé de nombreux désastres sociaux (décès dus à la faim ou de maladies facilement curables, dégâts écologiques, violations multiples des droits humains fondamentaux), donc contraints de réparer et de rétablir l'Etat congolais et le peuple dans leurs droits.

Exigeons:

- des commissions Vérité et réconciliation, Ethique et lutte contre la corruption, de la Haute autorité des médias, de la Commission électorale, de rendre publique la vérité sur la dette odieuse et d'établir clairement les différentes responsabilités aux fins de réparations;

- du Parlement congolais qu'il vote une loi instaurant un audit officiel de la dette extérieure pour dresser la liste de tous les contrats de prêts garantis par la RDC et assurer le contrôle a posteriori des projets financés;

- du gouvernement congolais qu'il rende publics les résultats des investigations de l'Office des biens mal acquis (OBANQUE MONDIALE);

- du Parlement et des mouvements sociaux qu'ils dressent une analyse systématique de tout nouvel endettement en RDC;

- des mouvements sociaux du monde qu'ils soutiennent pleinement le peuple congolais pour le libérer de cette dette odieuse qui

empêche toute forme de développement.

27. Déclaration du Forum des peuples

(Kita, Mali, 6 au 10 juin 2004)

En contrepoint de la réunion des chefs d'Etat des huit pays les plus riches (G8) en Géorgie (Etas-Unis) et pour marquer la résistance des peuples africains aux politiques qu'ils leur imposent, des représentants de mouvements sociaux venus du Bénin, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, de Gambie, du Mali, de Mauritanie, du Niger, de la République démocratique du Congo, du Sénégal, du Tchad, du Togo et aussi de Belgique, du Canada, de France et de Suisse se réunissent à Kita du 6 au 10 juin 2004, pour la troisième édition du Forum des peuples, après ceux de Siby en 2002 et 2003.

Au terme de quatre jours de rencontres, d'échanges et de réflexions dans le cadre de conférences-débats et d'ateliers qui ont notamment vu la participation massive de paysans venus des huit régions du Mali, les quelque 700 participants adoptent la déclaration ci-dessous.

Considérant:

- la gravité des crises économiques, politiques, sociales et culturelles sur le continent africain du fait de son insertion dans la mondialisation capitaliste néolibérale et ses effets désastreux sur les popu-

lations;

- l'absence de visions et de stratégies globales dans les politiques de développement;

- la destruction du tissu économique et social sous l'effet d'une dette odieuse, de l'application des plans d'ajustement structurel et l'envahissement des marchés locaux par l'application des règles injustes de l'OMC;

- la privatisation tous azimuts des sociétés et entreprises d'Etat dont les corollaires sont le chômage, la dislocation des foyers, la paupérisation croissante de toutes les couches sociales avec une accentuation de la féminisation de la pauvreté;

- l'incurie des dirigeants des Etats africains, la gestion prédatrice des ressources publiques et naturelles (la terre, les forêts, les mines...) et le mépris des droits de la personne;

- la non-association des populations à la conception des politiques de développement et la non-prise en compte de leurs préoccupations et droits fondamentaux.

Le Forum des Peuples exige:

- Le rejet des politiques néo-libérales (NEPAD, AGOA, accord ACP-UE...) et l'élaboration de stratégies et politiques fondées sur la satisfaction des besoins des populations;

- La démocratisation véritable des systèmes politiques et le respect des droits humains;

- une meilleure implication des peuples africains dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques de développement;
- la prise en compte des alternatives portées par les mouvements sociaux et notamment la création d'un front de refus des chefs d'Etat africains face aux diktats des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) et autres multinationales créatrices de misères;
- l'annulation inconditionnelle de la dette odieuse de l'Afrique en particulier et du Tiers Monde en général et la mise en place d'un tribunal international sur la dette;
- l'arrêt immédiat des privatisations et la ré-appropriation par les peuples d'Afrique de leurs patrimoines nationaux bradés par les dirigeants sous la pression du FMI et de la Banque mondiale;
- la construction d'un véritable service public par l'établissement notamment d'un système éducatif et de santé, accessibles à toutes et tous et de qualité;
- la reconnaissance pour tous les pays du droit, voire du devoir, de protéger son agriculture par des taxes à l'importation sur les produits alimentaires de base;
- le rejet des organismes génétiquement modifiés, la mise en œuvre de politiques de souveraineté alimentaire dans un cadre sous-régional, et d'une politique foncière adaptée aux besoins des sociétés paysannes;

- la cessation du dumping (prix en dessous des coûts de production) et l'instauration de règles de commerce international justes et équitables;
- un partenariat horizontal et équitable dans les relations Nord-Sud;
- le renforcement des liens entre les mouvements sociaux du Nord et du Sud pour une synergie d'action et un renforcement des capacités.

Nous décidons d'ici à la prochaine édition du Forum des peuples:

- de mettre en place un comité international d'organisation et de suivi de la mise en œuvre des recommandations;
- d'entreprendre des campagnes d'information et de dénonciation des politiques du FMI et de la Banque mondiale à l'occasion du sixantième anniversaire des ces institutions qui a lieu cette année.

Nous disons:

Non au pillage de nos ressources et à la dégradation de l'environnement!

Vive l'unité d'action des mouvements sociaux dans le combat!

Vive le Forum des peuples!

